

# UKRAINE — L'HORREUR À BOUTCHA

Et notre dossier sur la guerre de l'information



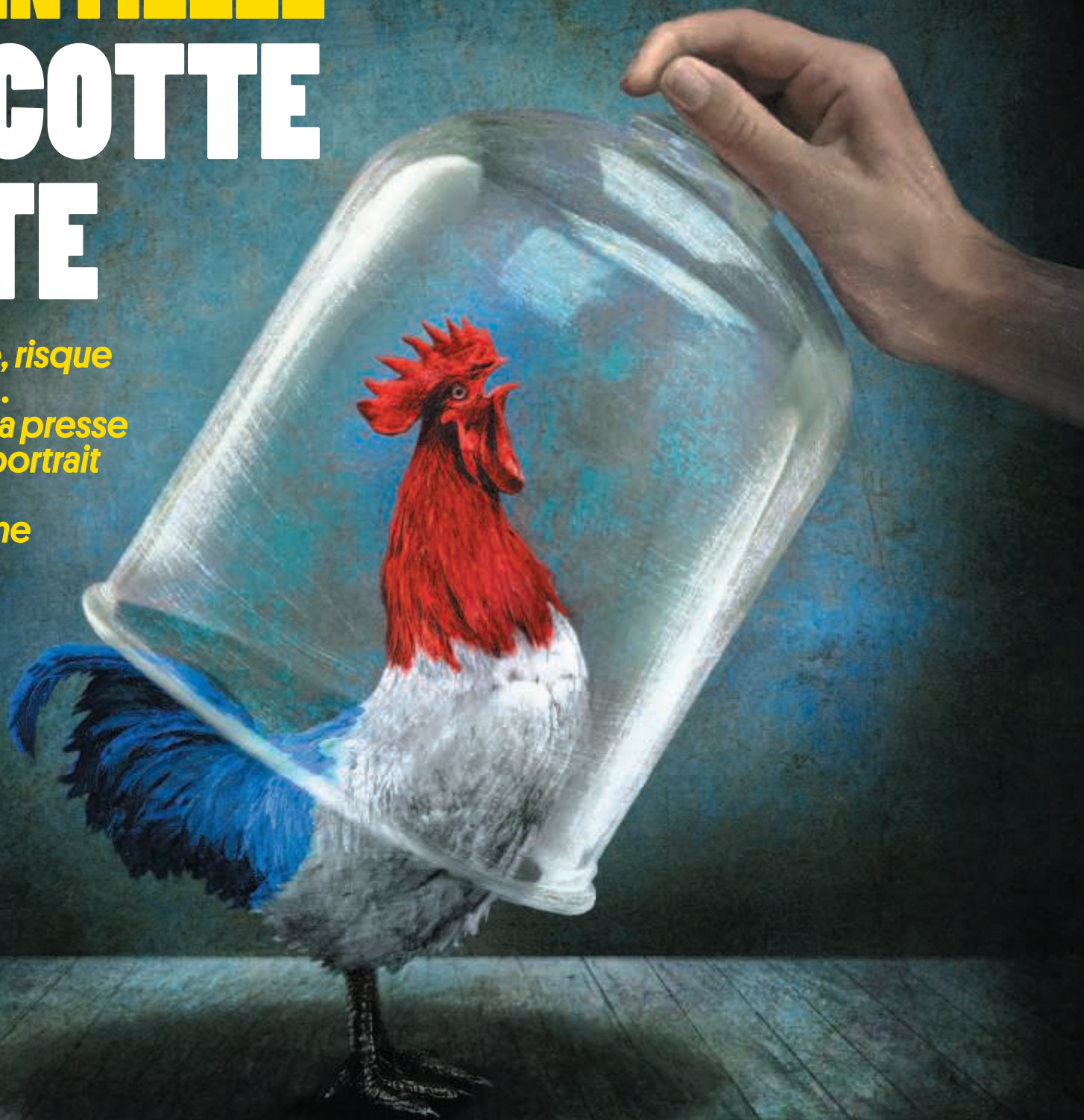
## Courrier international

N° 1640 du 7 au 13 avril 2022  
courrierinternational.com  
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €,  
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN,  
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-  
Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie  
5,40 €, Japon 650 ¥, Maroc 43 DH,  
Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40  
€, République C. 5,40 €, Suisse 6,90  
CHF, TOM 650 XPF, Tunisie 7,70 DT,  
Afrique CPA autres 3,500 F CFA.

# PRÉSIDENTIELLE LA COCOTTE MINUTE

*Campagne tronquée, risque  
d'abstention record...  
À la veille du scrutin, la presse  
étrangère dresse le portrait  
d'une France à bout.  
Et redoute un troisième  
tour dans la rue.*



M 03183 - 1640 - F: 4,50 €





**2 MOIS DE COTISATION OFFERTS**  
pour toute adhésion du 1<sup>er</sup> avril  
au 31 mai 2022 inclus,  
sous conditions.

# **Protégez dès maintenant ce que vous avez de plus précieux : votre famille.**

**SECUR'Famille 2, pour vous aider à sécuriser  
financièrement l'avenir de vos proches.**



**CAISSE  
D'ÉPARGNE**

*Vous être utile.*

Banque & Assurances

Offre valable une fois par assuré, du 1<sup>er</sup> avril au 31 mai 2022 inclus, pour toute adhésion avec cotisations mensuelles au contrat SECUR'Famille 2. Les deux premières cotisations ne seront pas prélevées. Le montant des cotisations suivantes sera fixé selon les conditions normales prévues par le contrat. Pour plus d'informations, renseignez-vous auprès de votre conseiller ou sur [www.caisse-epargne.fr](http://www.caisse-epargne.fr)

Communication à caractère publicitaire et promotionnel.

SECUR'Famille 2 est un contrat d'assurance en cas de décès, de BPCE Vie et de BPCE Prévoyance. Les prestations d'assistance sont assurées par Inter Mutuelles Assistance. Entreprises régies par le Code des assurances.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros. Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France 75201 Paris Cedex 13 - RCS Paris n° 493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100. ALTMANN + PACREAU - Crédit Photo : Getty Images.



**LES CHOIX DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

**Comment ça va, les Français ?**

p.34

**P**as trop bien, visiblement, à en croire le portrait qu'en dresse la presse étrangère depuis quelques semaines. Qu'est-ce qui nous rassemble en tant qu'individus, société et nation ? Et qu'est-ce qui nous divise ? Autant de questions que nous posions déjà dans notre dernier hors-série (en vente chez votre marchand de journaux depuis le 23 mars). Le dossier de cette semaine en est en quelque sorte la prolongation, avec un parti pris plus politique et directement axé sur les derniers jours de la campagne vue d'ailleurs. C'est seulement la deuxième couverture que nous consacrons à la France depuis le début de l'année (après

"Macron, la présidence de trop ?", CI n° 1627, le 6 janvier). Entre-temps, il fut question de problématiques liées à la campagne ("Et soudain le nucléaire est devenu vert", CI n° 1629, sur la transition énergétique ; "L'inflation : le casse-tête mondial", CI n° 1632 du 10 février, sur le pouvoir d'achat). Mais tous les dossiers thématiques que nous avons envisagé d'aborder dans le cadre de cette présidentielle ont été éclipsés par la guerre en Ukraine. Comme la campagne elle-même d'une certaine façon, au risque d'escamoter le débat démocratique pourtant nécessaire lors de toute élection. Cela n'a pas échappé aux correspondants de la presse étrangère, qui tous mettent en garde contre les risques d'une explosion de "la marmite", comme le dit si bien Richard Werly, correspondant du quotidien **Le Temps** à Paris. "Quoi que l'on fasse au niveau macroéconomique, il y a toujours un ressenti négatif d'une partie

de la population. Ce qui est assez spécifique à la France, si on la compare aux pays voisins", explique-t-il. L'envoyé spécial du **Financial Times** est parti en reportage près de Saint-Étienne, à la rencontre de ceux qui votent pour l'extrême gauche ou l'extrême droite, mais surtout pas pour le gouvernement. Il y est largement question de colère et de frustration. Si Emmanuel Macron était réélu, comme le laissaient présager les sondages récemment, écrit Victor Mallet, la violence pourrait resurgir dans la rue. D'autant qu'à force de ne pas faire campagne et de refuser tout débat avec les autres candidats, le président sortant n'a fait que renforcer la méfiance qu'il suscite. C'est le constat que faisait récemment John Lichfield, un autre journaliste britannique que nous reprenons souvent ici : "Si Macron donne l'impression d'avoir gagné par défaut - en s'abstenant de livrer bataille légitime pour une autre bataille,

bien plus sinistre -, il pourrait faire face à des difficultés pendant son second mandat." Il en a déjà, à commencer par son impopularité. Le **Financial Times** cite ainsi un séminaire en ligne de Marc Lazar, professeur d'histoire politique et de sociologie à Sciences-Po Paris, dans lequel il évoquait une "haine sans précédent" : "Macron, dit-il, est détesté par la gauche, par la droite, par la classe populaire." A en croire les derniers sondages sur les intentions de vote, cette détestation pourrait sensiblement modifier la donne. On le voit à la "remontada" du candidat de la France insoumise qui confirme la tentation d'un vote utile à gauche. "La persévérance et le travail auront payé pour Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen", avance **El País**. "Après près de cinq ans de traversée du désert au cours desquelles ses ambitions politiques ont paru s'effondrer", le dirigeant d'extrême gauche est cette année "au centre de l'arène". Quant à envisager une victoire de Marine Le Pen, "l'hypothèse

devient crédible. Il serait imprudent de l'exclure d'un revers de la main. Pour la première fois, le doute effleure certains politiques et observateurs aguerris", rapporte **La Libre**, depuis la Belgique. Quels seront les deux finalistes à l'issue du premier tour, le 10 avril ? Difficile à dire. Pour la presse étrangère, le contexte international (le Covid d'abord, puis la crise en Ukraine), va sans doute largement peser dans la balance. Mais, quoi qu'il arrive, c'est sans doute après la présidentielle que l'essentiel se jouera, lors des législatives de juin, notamment. En attendant, retrouvez les derniers développements de la campagne sur notre site. Et suivez ce dimanche 10 avril notre live sur les réactions à l'étranger. Cela ne nous empêchera pas de continuer à couvrir très largement les événements en Ukraine. Dans l'hebdomadaire comme sur notre site.

**En couverture :**  
Dessin d'Ale+Ale, Italie.



**Sommaire**

**CHINE** p.16

**Le confinement qui ne dit pas son nom**

Shanghai, capitale économique vitale de la Chine, vient d'être confinée en deux zones et en deux temps, raconte le quotidien hongkongais **Ming Pao**.

**AFRIQUE DU SUD** p.25

**La Banque mondiale au chevet des rhinocéros**

Émettre des "rhino bonds" pour protéger la vie sauvage, telle est l'expérience menée par la Banque mondiale dans ce pays africain, décryptée par le **Daily Maverick**.

**AGRICULTURE** p.44

**Le spectre de la famine**

La guerre entre l'Ukraine et la Russie menace le monde de pénuries alimentaires. Car les deux belligérants sont des producteurs essentiels de céréales et d'engrais. Focus.



DESSIN D'OTTO DETTMER, ALLEMAGNE

**LES SOURCES**

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Arab News** Djeddah, quotidien. **Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **The Continent** Johannesburg, hebdomadaire.
- Daily Maverick** (dailymaverick.co.za) Johannesburg, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Expresso** Lisbonne, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien. **The Indian Express** Bombay, quotidien. **Jutarnji List** Zagreb, quotidien. **The Kyiv Independent** (kyivindependent.com) Kiev, en ligne. **Mainichi Shimbun** Tokyo, quotidien. **Ming Pao** Hong Kong, quotidien. **El Mundo** Madrid, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Times** Londres, quotidien.



**UKRAINE L'HORREUR À BOUTCHA**

p.6

Le monde a découvert les cadavres de civils dans les villages près de Kiev. Accusé de crime de guerre, Moscou dénonce une opération de propagande ukrainienne. Alors que l'information est un autre front de ce conflit.

PHOTO SERGEI SUPINSKY/AFP



## SOMMAIRE

## À la une

6. **Ukraine.** L'horreur à Boutcha

## D'un continent à l'autre

16. **Chine.** Le confinement

qui ne dit pas son nom

18. **États-Unis.** Une pionnière à la Cour suprême20. **Panama.** Une mauvaise image mais une bonne fortune22. **Israël.** Pourquoi chercher Daech derrière les attaques ?24. **Turquie.** À la conquête de l'Afrique25. **Afrique du Sud.** La Banque mondiale au chevet des rhinocéros26. **Espagne.** Mon enfant, je te déshérite !28. **Hongrie.** Nouvelle victoire par K.-O. pour Viktor Orbán30. **France.** Difficile de faire sans les Chinois et les Russes

## À la une

34. **Présidentielle.**

La cocotte-minute

## Transversales

44. **Économie.** Le spectre de la famine50. **Sciences.** Les oiseaux toujours reviennent à Nishinoshima

## 360°

52. **Portfolio.** Ma vie dans les Ozark56. **Gastronomie.** En Inde, la révolution des "momos"58. **Série.** Saoudiennes d'aujourd'hui

## SUR NOTRE SITE

## France. Le premier tour de la présidentielle vu par la presse étrangère

Au terme d'une maigre campagne, éclipsée d'abord par la pandémie de Covid-19 puis par la guerre en Ukraine, comment les Français vont-ils voter au premier tour de l'élection présidentielle et départager les douze candidats ? Suivez la soirée électorale sur notre site Internet, à partir de 17 heures, le dimanche 10 avril. Découvrez les réactions, les commentaires, les analyses et les meilleurs reportages des correspondants de la presse étrangère.

## Guerre en Ukraine. Et maintenant ?

Après les macabres découvertes à Boutcha et autour de Kiev, comment l'Ukraine et le monde vont-ils réagir ? Que signifie le redéploiement russe ? La résistance des Ukrainiens est-elle toujours intacte ? Suivez la guerre vue par les reporters et les spécialistes de la presse internationale.

**L'horoscope de Rob Breznsy** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

**LES MOTS DES AUTRES**

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de *Courrier international*.

ÉCOUTEZ NOTRE DERNIER ÉPISODE, CONSACRÉ AUX VOYAGES, SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

Édité par **Courrier international SA**, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €  
**Actionnaire** : La Société éditrice du Monde  
**Président du directoire, directeur de la publication** : François-Xavier Devaux  
**Directrice de la rédaction, membre du directoire** : Claire Carrard  
**Conseil de surveillance** : Louis Dreyfus, président  
**Dépôt légal** Avril 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.  
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

**Rédaction** 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [lecteurs@courrierinternational.com](mailto:lecteurs@courrierinternational.com)  
**Directrice de la rédaction** Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31). **Conception graphique** Javier Errea **Comunicación**  
**ÉDITION** Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Marguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhuolin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bézénil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

**SITE INTERNET** Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

**TRADUCTION** Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérodol, Julie Martin, Anne Romefort

**PÔLE VISUEL** Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saïndon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

**AGENCE COURRIER** Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

**DIRECTRICE DE LA FABRICATION** Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE** : Maury, 45 330 Malesherbes

**ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cury-Le Callet, Camille Dalcieux, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Jeanne Fournier, Valentine Morizot, Astrid Mougout, Florent Normand, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Nelly Valière, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

**PUBLICITÉ** MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

**RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE** Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 89 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbad (directrice, 16 10), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 33), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

**Modifications de services ventes au numéro, réassortis 08 05 05 01 47 Service clients** Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 **Tél.** 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com). Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*  
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €\*

RCO22BAO001A

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €\*

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>  
 ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-co](http://boutique.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

## Avantages abonnés :

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

## Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :**

(32) 2 744 44 33 - [abonnements@saipm.com](mailto:abonnements@saipm.com)

**USA-Canada :**

(1) 800 363 1310 - [expressmag@expressmag.com](mailto:expressmag@expressmag.com)

**Suisse :**

(41) 022 860 84 01 - [abonne@edigroup.ch](mailto:abonne@edigroup.ch)

*Courrier international*, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by *Courrier international SA* c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to *Courrier international c/o ExpressMag*, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Europapier : Plat - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



**Enedis détecte  
les pannes  
d'électricité  
avant qu'elles  
n'arrivent.**

**C'est une sacrée  
bonne nouvelle.**



Photographe : Aurélien Chauvaud, Illustration 3D : Asile

Avec le compteur Linky et l'intelligence artificielle, Enedis analyse l'état du réseau pour prévenir d'éventuelles pannes. Un réseau plus fiable et plus sûr, et ça c'est bien réel.

**ENEDIS**

**Bienvenue dans  
la nouvelle France électrique**

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

à la une



# UKRAINE L'HORREUR À BOUTCHA

Le monde découvre avec stupeur des cadavres de civils mains liées dans les villages qu'occupait l'armée russe près de Kiev. Accusé de crime de guerre, Moscou dénonce une opération de propagande ukrainienne. Dans ce conflit, l'information aussi est une arme, un autre front, que la presse étrangère analyse, de l'usage des réseaux sociaux au difficile travail des journalistes sur place.

—The Times (extraits) Londres

Derrière l'immeuble aux tuiles roses et les barricades en sacs de ciment dressés par les soldats russes, des hommes sont étendus, silencieux sous la neige. L'un d'entre eux a les mains liées dans le dos par des lacets de chaussures militaires; un autre a les poignets attachés avec du scotch. Un troisième a les chevilles ligotées à l'aide d'un câble électrique, une boîte de ration russe vide à ses côtés. Leurs chaussures ont disparu. À l'intérieur du bâtiment au sol jonché d'ordures dans lequel les soldats avaient installé leur campement, un chiot noir est assis sur un canapé, inconscient des horreurs de la guerre. Pourquoi ces huit hommes, tous habillés en civil et abattus d'une balle dans la tête et dans la poitrine, ont-ils été tués? Une énigme supplémentaire pour la police et les enquêteurs qui viennent d'arriver à Boutcha, après que les soldats ukrainiens ont repris la ville aux Russes.

La ville ne manque pas de mystères de ce genre. Quand les soldats ukrainiens sont arrivés dans la ville, leurs véhicules ont été contraints de slalomer entre les corps de civils abandonnés dans les rues. Hier [samedi 2 avril] les corps ont été déplacés, installés dans des housses mortuaires ou parfois sans linceul et déposés au fond d'une fosse commune à l'ombre des coupes dorées de l'église Saint-André. D'après les autorités, cette fosse contient 280 morts et il en reste encore. Les hommes tués avaient tous les mains attachées dans le dos.

Alors que l'armée ukrainienne explore les immeubles en ruines à la recherche d'obus non explosés, une longue liste d'horreurs – preuves de crimes de guerre généralisés – est en train de se constituer; un indicateur sinistre de ce qu'il reste à découvrir dans les villes assiégées ou passées sous contrôle des Russes. Boutcha était l'une des premières cibles de l'offensive contre la capitale ukrainienne. Le Kremlin a ensuite stoppé cette opération la semaine dernière pour se concentrer sur le sud et l'est de l'Ukraine. Les Russes sont arrivés si vite que de nombreux habitants, notamment les personnes âgées, n'ont pas eu le temps de fuir et ne s'attendaient souvent pas à des événements aussi terribles. *“Ils sont arrivés avec une colonne de chars, c'était comme le retour de la Seconde Guerre mondiale, raconte Svetlana Klioumtchuk, une mère au foyer de 46 ans. C'étaient des jeunes et ils nous ont laissés tranquilles au début. Ensuite, ils ont commencé à venir frapper aux portes pour nous demander : ‘où sont les nazis?’”*

La première vague de Russes a investi les bâtiments commerciaux ainsi que les appartements et les maisons abandonnées. Mais alors que la contre-offensive ukrainienne prenait de l'ampleur, les occupants ont commencé à devenir fébriles et s'en sont pris aux civils, de peur que ces derniers ne transmettent des renseignements à l'armée ukrainienne sur les positions russes. *“Ils m'ont capturé, m'ont interrogé et m'ont torturé”, explique Volodymyr Ivanov, 40 ans, un vendeur d'équipements sportifs qui*

### Définitions

## Génocide, crime de guerre ou crime contre l'humanité ?

●●● Au vu des images de Boutcha, *“serions-nous en présence d'un génocide, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité ?”* Pour y voir plus clair, **Le Devoir** a fait appel à une experte, *“la professeure de droit de l'université d'Ottawa Muriel Paradelle, spécialiste des violences extrêmes et de masse”*. Selon elle, le terme de “génocide” a été prononcé par le président ukrainien Volodymyr Zelensky vraisemblablement *“pour forcer la communauté internationale à agir”, car il suscite “révolte et compassion”*.

Cependant, le génocide implique *“une ‘volonté ou une intention d'éliminer, d'éradiquer un groupe ciblé en raison de son identité ethnique, nationale, raciale ou religieuse”, rappelle l'universitaire*. Or, pour le moment, elle ne *“voit pas d'éléments indiquant que Vladimir Poutine aurait l'intention de tuer tous les Ukrainiens”, indique le quotidien québécois*. En revanche, *“s'en prendre volontairement aux civils constitue un crime de guerre”, explique Muriel Paradelle. “Ce type de crime peut être commis contre des civils ou des soldats, par exemple lorsque ces derniers ont déposé les armes mais sont néanmoins tués ou torturés”*. Encore faudra-t-il prouver la responsabilité des Russes. Dans ce cas, *“ce ne sont pas les États*

*mais bien les individus qui peuvent être accusés devant le tribunal”* de la Cour pénale internationale. Et ce du *“soldat qui a activé le lance-missile” à “ceux qui ont ordonné les opérations militaires”, donc notamment “le président russe, Vladimir Poutine”*. Enfin, un crime contre l'humanité *“est prouvé lorsqu'une ‘attaque générale ou systématique contre la population civile’ est démontrée, rapporte la professeure Paradelle. On parle donc de crimes de grande ampleur, ou encore répétés”, décrypte Le Devoir, qui poursuit : “Pour établir ce crime, il faut aussi démontrer que les attaques font partie d'un plan visant à s'en prendre à la population civile”, bref, qu'il s'agit d'une politique de l'État.”*

fait la queue pour la distribution de nourriture. Ses mains tremblent encore et il a manifestement bu de la vodka. *“Ils m'ont déshabillé pour voir si j'avais des tatouages nazis ou nationalistes; ils n'ont rien trouvé.”*

Les hommes se terraient chez eux et les femmes allaient chercher de l'eau ou demander la permission d'allumer des feux pour cuisiner en l'absence de gaz et d'électricité. Tetyana Zabarylo, 40 ans, a été rouée de coups avec la crosse d'une kalachnikov par des soldats qui lui ont volé son téléphone. Elle tente vainement de cacher sous le maquillage son œil meurtri.

Hier après-midi, des policiers et des soldats se sont prudemment aventurés dans un centre de vacances, où les enfants pouvaient jadis pro-

← Une Ukrainienne découvre les corps sans vie de trois civils dans une cour à Boutcha, le lundi 4 avril. Photo Daniel Berehulak/The New York Times

## LA LITANIE DES ATROCITÉS DE BOUTCHA SE RÉPÈTE DANS D'AUTRES LOCALITÉS NOUVELLEMENT LIBÉRÉES.

fiter de la forêt et pratiquer des activités sportives tout l'été. Des matelas avaient été arrachés et utilisés pour barricader les fenêtres, tandis que d'autres étaient posés à même le sol sur lequel dormaient les soldats. Dans une cave sous un dortoir, les Ukrainiens ont fait une autre macabre découverte, les cadavres de cinq hommes exécutés à bout portant. Une équipe de démineurs a examiné les corps pour vérifier qu'ils n'avaient pas été piégés. Selon la police, il s'agit d'agents d'entretien, capturés lors de l'installation du campement et tués avant le retrait des Russes.

La grande offensive lancée par Moscou sur Kiev s'est soldée par un fiasco stratégique. L'armée russe a fait preuve d'une incompréhension totale de la mentalité ukrainienne, et

a connu des dysfonctionnements logistiques ahurissants. En outre, les blindés de fabrication soviétique se sont heurtés aux armes occidentales, technologiquement avancées, fournies par la Grande-Bretagne et les États-Unis. Sur une petite route entre Kiev et Irpine, ils ont été plusieurs à essayer les tirs de missiles anti-chars dirigés sur eux par les Ukrainiens. Le cadavre ratatiné, calciné d'un chef de char est visible à l'intérieur du véhicule, dont la tourelle a été projetée sur le côté. Des officiers ukrainiens, venus rejoindre leurs camarades à Boutcha, arrêtent leurs voitures et prennent joyeusement des selfies.

La ville de Boutcha est située au nord-ouest de Kiev, juste après Irpine. Cette dernière a été le théâtre de bombardements et de combats acharnés, les troupes russes ayant eu du mal à avancer vers la capitale après que les soldats ukrainiens ont fait sauter le pont sur la rivière Irpine pour les arrêter. La semaine dernière, le président Zelensky a salué Irpine comme la première *“ville-héroïne”* de l'invasion, une fois celle-ci reprise aux Russes par les Ukrainiens. Hier, après la découverte de nouvelles horreurs à Boutcha, Zelensky a haussé le ton, accusant le président Poutine de génocide.

La litanie des horreurs de Boutcha se répète dans d'autres localités nouvellement libérées autour de Kiev. D'après certains témoignages, des mères auraient été violées sous les yeux de leurs enfants, des familles en fuite auraient été assassinées dans leur voiture, des hommes en âge de combattre auraient été exécutés.

Le ministère de la Défense russe nie toute participation aux atrocités de Boutcha. Il affirme que les photos et les vidéos de ces scènes sont *“une nouvelle mise en scène du régime de Kiev à destination des médias occidentaux, comme cela a été le cas avec la maternité de Marioupol et dans d'autres villes”*. → 8

## Dernière minute

## NÉGOCIATIONS

“Le projet d'accord entre la Russie et l'Ukraine ouvrant la voie à une rencontre entre les présidents des deux pays n'est pas encore prêt”, a précisé le 3 avril Vladimir Medinski, chef de la délégation russe dans les négociations russo-ukrainiennes. À l'issue des négociations d'Istanbul, la partie russe avait fait, le 29 mars, des déclarations “exagérément optimistes” quant à leur avancée, relève le quotidien **Moskovski Komsomolets**. De plus, la délégation avait laissé entendre que la Russie acceptait certaines concessions, ce qui avait “fâché l'opinion patriotique russe”, avance le journal proche du Kremlin. Mis à part la question du statut de neutralité de l'Ukraine, qui est bien avancée, restent à négocier celles de la “démilitarisation” du pays, du régime politique de Kiev et des frontières, résume le journal.

## ZONE D'EXCLUSION AÉRIENNE

Malgré les demandes répétées du président ukrainien Volodymyr Zelensky, l'Otan n'accédera pas à sa demande de mettre en place une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine. Les membres de l'Alliance ont écarté l'idée lors d'une réunion à Bruxelles.

“Nous pourrions nous retrouver avec une guerre totale en Europe” si des avions de chasse de l'Otan abattaient des avions russes dans l'espace aérien ukrainien, a justifié le secrétaire général de l'organisation, Jens Stoltenberg, en reconnaissant qu'il s'agissait d'une “décision douloureuse”, rapporte **Le Temps**. Et ce, précise le quotidien suisse, avec “un embarras perceptible” lié aux “appels à l'aide bouleversants” de l'Ukraine.

## SANCTIONS

La Commission européenne a proposé une cinquième salve de sanctions contre la Russie, signale **The Guardian**, notamment “un embargo sur les importations de charbon depuis la Russie”. Une première avancée dans le secteur énergétique, alors qu'un embargo sur le pétrole reste en discussion. Par ailleurs, “le bois, le ciment” et d'autres biens de consommation, “d'une valeur totale annuelle de 5,5 milliards d'euros” à l'importation, sont concernés par les nouvelles sanctions.

41<sup>e</sup> JOUR DE GUERRE  
Situation au mardi 5 avril 2022

COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE NEW YORK TIMES", INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW), "LE MONDE"

## SOURCE

## THE TIMES

Londres, Royaume-Uni  
Quotidien, 396 600 ex.  
[thetimes.co.uk](https://www.thetimes.co.uk)

Le plus ancien des quotidiens britanniques (1785) appartient depuis 1981 à Rupert Murdoch. Longtemps voix de l'establishment, il a aujourd'hui un peu perdu de son influence et les mauvaises langues l'accusent de refléter les idées conservatrices de son propriétaire.

→ Dessin de De Angelis, Italie.

7 ← Le ministère juge notamment suspect que les corps, sur ces séquences, ne soient pas devenus rigides, qu'ils ne présentent pas la décoloration de la peau typique des cadavres et que du “sang non coagulé [apparaît] dans les blessures”. Il soutient par ailleurs que les forces russes ont quitté la zone le 30 mars, ajoutant qu'Anatoly Fedorouk, le maire, avait confirmé le départ des Russes dans une vidéo du 31 mars, sans évoquer la moindre exécution. “Il n'est pas étonnant que les prétendues preuves des crimes de Boutcha n'aient fait surface que quatre jours après l'arrivée d'officiers du SBU [service de renseignement ukrainien] et de membres de la télévision ukrainienne, poursuit le ministère. Pas un seul habitant n'a été victime d'agression pendant que la ville était sous le contrôle des forces armées russes.”

À Irpin, Mikhaïl Khytchynsky, 43 ans, est rentré chez lui et a découvert les dégâts laissés par les Russes après le saccage de sa maison. Sa Volvo blanche, réquisitionnée par des soldats russes, lui a été rapportée par des voisins restés sur place. Un V noir, signature des forces russes attaquant Kiev, a été peint à la bombe sur la carrosserie. “Je suis venu ici de Kiev pour y mener une vie tranquille, raconte-t-il. Tout ça, c'est vraiment un choc.” Son jardin était jonché de bouteilles de vin et d'alcool fort vides, et à

l'intérieur de la maison tous les tiroirs avaient été retournés. “Ils ont bu jusqu'à la dernière goutte d'alcool dans chaque maison, assure-t-il. Les bijoux, les ordinateurs, l'argent liquide – tout a disparu.”

Stanislav Poloukhine, 34 ans, commandant d'un bataillon de la police spéciale, est tout aussi écoeuré de ce qu'il a découvert dans les cantonnements russes abandonnés de Boutcha. “Ils ont dormi parmi ces déchets ; ils sont répugnants”, s'indigne-t-il. Pour ce qui est des projets des Russes, “ils veulent se recentrer sur d'autres régions, si j'ai bien compris. Ils n'ont pas eu beaucoup de succès par ici”.

On a beaucoup parlé du moral en berne des troupes russes et du fait que leurs commandants n'avaient pas été à la hauteur : non contents de mal planifier les opérations, ils ont rarement essayé de récupérer les corps de leurs soldats tombés au combat. On n'a guère envie de s'apitoyer sur leur sort après les atrocités qu'ils ont commises à Boutcha. Espérons seulement que leur défaite sera cuisante. “Les civils nous ont dit que les soldats russes qui se retiraient étaient profondément épuisés, souligne Stanislav Poloukhine. Ils ont passé beaucoup de temps ici sans avoir assez de nourriture et ils n'en peuvent plus.”

— Catherine Philp  
Publié le 3 avril



**Vu d'ailleurs**

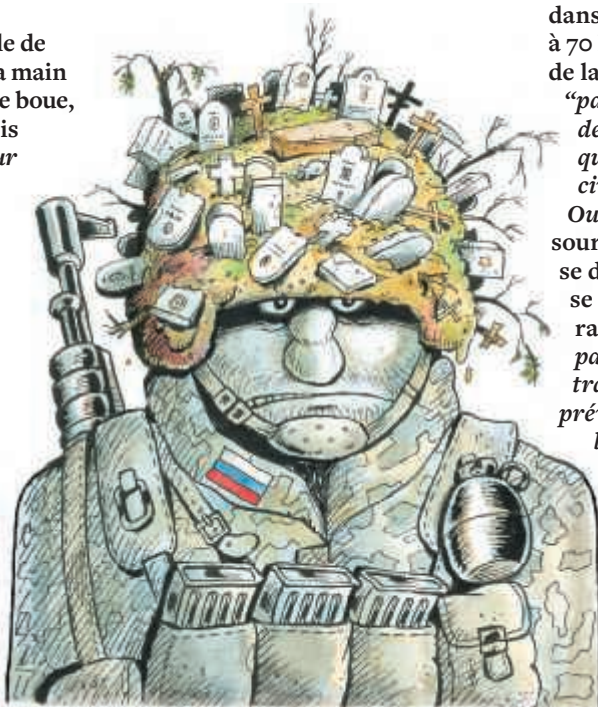
## Indignation internationale

● “Un coup de poing à l'estomac.” C'est la formule utilisée sur la chaîne **CNN** par le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, à propos des images des cadavres de Boutcha, qui ont provoqué une réaction unanime de nombreux leaders politiques dans le monde. Joe Biden a “de nouveau qualifié le président russe, Vladimir Poutine, de ‘criminel de guerre’” et a appelé à continuer la collecte d'éléments en vue d'un procès, rapporte **The Washington Post**. Du côté des institutions internationales, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, s'est dit “profondément choqué”. Et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a dénoncé des “crimes odieux”, puis signalé que l'Union européenne avait “mis en place une équipe d'enquête conjointe avec l'Ukraine pour recueillir des preuves et enquêter sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité”. En France, le président Emmanuel Macron a pour la première fois parlé de “crimes de guerre”, a ciblé “les autorités russes” qui devront “répondre de ces crimes” et a ajouté que “cela impos[ait] un nouveau train de sanctions et des mesures très claires”. Nombre de journaux ont consacré, le lundi 4 avril, leur une à ces atrocités. Parmi les plus marquantes, celle de **La Repubblica** (Italie) montre la main inerte d'une femme, maculée de boue, les ongles recouverts d'un vernis rouge vif, avec le titre “L'horreur de Boutcha”. Le quotidien espagnol **ABC** a, lui, montré la moitié inférieure du corps d'un homme à terre, son sac de provisions éventré.

## Les images satellite comme preuve

● À propos des macabres découvertes de Boutcha, la Russie a presque immédiatement dénoncé un “camular”, notamment via un communiqué du ministère

de la Défense (lire ci-contre). Comme le précise le site **Bellingcat**, les Russes assurent que la date effective de retrait de leurs forces aurait laissé à leurs adversaires le temps de mettre en scène ces massacres et disent relever des incohérences dans les vidéos en ligne. Mais “il existe des preuves en accès libre qui contredisent qu'il s'agirait de faux élaborés et de mises en scène, tout en remettant en question la chronologie des événements présentée par les Russes ces derniers jours”, ajoute le site d'investigation établi à Amsterdam. Le **New York Times** s'est intéressé à une vidéo prise de l'intérieur d'une voiture roulant pendant quelque 800 mètres sur une route de Boutcha, le long de laquelle on peut voir plusieurs cadavres de civils, dont certains avec les mains attachées derrière le dos. Pour réfuter l'affirmation russe selon laquelle le massacre aurait eu lieu après le départ des troupes, le quotidien américain a eu recours aux images satellite fournies par la société spécialisée Maxar (qui dépend du gouvernement américain, comme le rappelle **The New Republic**). “Une étude des vidéos et des images satellite réalisée par le **New York Times** montre que nombre de civils ont été tués il y a plus de trois semaines, au moment la ville était aux mains de l'armée russe.” Comparant les images mises en ligne à partir du 1<sup>er</sup> avril avec les images satellite prises le 11 mars, le titre constate que la plupart des victimes étaient étendues aux mêmes endroits. D'autres corps sont apparus sur les images satellite du 21 mars. Avant le retrait russe.



**Vu d'Ukraine**

## Kiev, entre désir de vengeance et colère

● Dès le 4 avril, le président Volodymyr Zelensky s'est rendu à Boutcha, située à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale ukrainienne. Il y a annoncé qu'il devenait urgent, mais aussi de plus en plus difficile, d'organiser une rencontre entre son homologue russe et lui. “Parce qu'à chaque jour qui passe, alors que notre armée avance et libère tel et tel territoire, on voit ce qui s'est passé. Il est très difficile de parler quand on voit ce qu'ils ont fait ici.” “Après la libération de Boutcha, dans la région de Kiev, rappelle le quotidien en ligne **Oukraïnska Pravda**, on a commencé à prendre conscience de la sauvagerie de l'occupant. Dans des fosses communes, on a retrouvé près de 300 corps, et dans les rues des dizaines de cadavres dont certains avec les mains liées.” Le 3 avril, “la procureure générale Iryna Venediktova a signalé que, sur le territoire de la région de Kiev libéré de l'occupant, on avait recensé 410 corps de civils tués – ces victimes font l'objet d'analyses de la part d'experts médicaux pour documenter les crimes de la Russie”. Depuis, la magistrate a fait savoir que, selon les informations dont elle disposait, la situation risquait d'être pire dans la ville de Borodianka, posée à 70 kilomètres de Kiev. Le ministère de la Défense russe n'a [quant à lui] “pas reconnu les crimes sauvages de ses troupes à Boutcha et affirme que pendant l'occupation aucun civil n'a subi de violences”, précise **Oukraïnska Pravda**. Certaines sources, comme le quotidien **Den**, se demandent si l'Occident va enfin se décider à prendre des sanctions radicales : “Ça s'agit encore pour pas grand-chose. Le cinquième train de sanctions annoncé ne prévoit toujours pas d'embarco sur les fournisseurs d'énergie russes.”

Il se trouve aussi des voix, dans les journaux et sur les chaînes de télévision, pour assurer que le sang appelle le sang. Toujours dans **Den**, l'universitaire Iryna Hrabovska lance : “Aujourd'hui, dans toute l'Ukraine comme à Kiev, [...]

nous pleurons nos tués, nous sommes en proie à la colère pour les civils exécutés à Boutcha. La haine envers les ‘ruscistes’ [surnom donné aux soldats russes depuis le début de l'invasion, amalgame entre ‘russe’ et ‘fasciste’] atteint son paroxysme. Maintenant, il est clair que plus de 90 % des Ukrainiens détestent les Russes. Dirigeants de notre pays, prenez-le en compte ! Le peuple réclame vengeance. Et cette vengeance est sainte.”



**Vu de Russie**

## “Une provocation révoltante”

● Moscou n'a pas tardé à réagir après la diffusion, le 3 avril par Kiev, des images de cadavres de civils exécutés à Boutcha. Comme le rapporte **Lenta.ru**, le Kremlin a catégoriquement nié toute implication des ses forces armées. Face à ce qu'elle a dénoncé comme une “provocation révoltante des radicaux ukrainiens”, la Russie a demandé une réunion immédiate du Conseil de sécurité de l'ONU, tenue le 5 avril, pour “étudier cette question au plus haut niveau”. Le ministère russe de la Défense a assuré qu'il avait des indices de montage des images vidéo qu'il juge “mensongères” et qu'il s'agirait d'une “mise en scène du régime de Kiev pour les médias occidentaux”, relate le quotidien **Kommersant**. “Aucun doute, les autorités ukrainiennes sont douées pour utiliser les ficelles de la guerre informationnelle et psychologique”, écrit le quotidien **Moskovski Komsomolets**. Parmi les arguments avancés par les militaires russes pour leur défense, l'état des corps tels qu'ils apparaissent sur les images : alors que les troupes russes se sont retirées de Boutcha le 30 mars, les cadavres, à la date du 3 avril, devraient présenter un aspect plus rigide, avec des taches caractéristiques et du sang coagulé au niveau des blessures. Par ailleurs, rappelle le titre, dès le 31 mars, le maire de Boutcha Anatoli Fedorouk avait confirmé que les soldats russes avaient quitté la localité, et n'avait fait aucune mention d’“habitants fusillés dans les rues avec les mains liées”. Enfin, les “soi-disant témoins” des crimes de Boutcha, poursuit le quotidien, “ne sont apparus que le jour de l'arrivée sur place du CBU [Service de sécurité de l'Ukraine], quatre jours après le départ des troupes russes”.



## UN CONFLIT SUIVI EN DIRECT SUR NOS ÉCRANS DE TÉLÉPHONE

L'invasion de l'Ukraine n'est pas la première guerre de l'ère des réseaux sociaux, mais c'est le conflit le plus viral de l'histoire. Car pour Kiev comme pour Moscou, il s'agit de gagner la bataille de l'opinion.

—The Economist (extraits) Londres

**V**ous avez certainement vu ces vidéos. Il y a celle où le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, se filme avec son smartphone aux côtés d'autres responsables du gouvernement devant la présidence, à Kiev. “*Nous sommes tous là*”, clame-t-il alors que, la veille, les chars de Poutine ont franchi la frontière. Celle réalisée par un soldat ukrainien qui filme ses collègues dans un champ enneigé en train d'envoyer des missiles antichars. Ou encore celle où l'on voit une Ukrainienne aller à la rencontre de soldats russes pour leur demander de mettre des

graines de tournesol dans leurs poches, pour que de leurs corps pousse quelque chose d'utile quand ils seront morts.

Toutes ces vidéos ont été vues des millions de fois, ont généré des millions de likes. Elles sont entrées dans les annales numériques de cette guerre, aux côtés des photos de tracteurs ukrainiens tirant des chars russes abandonnés, ou de cet enregistrement audio de soldats ukrainiens criant à un vaisseau ennemi : “*Navire russe : allez vous faire foutre !*”, une formule reprise dans les manifestations antiguerre jusqu'à Tokyo.

Contrairement à ce que certains commentateurs ont déclaré un peu vite, la guerre en Ukraine n'est pas “*la première guerre de l'ère des réseaux*

**Vu du Canada**

### Le retour de la propagande radio

●●● Pour contrer la propagande de Moscou et informer sur le conflit en Ukraine, des radios occidentales telles que Radio Free Europe, la BBC, la Deutsche Welle et même Radio Vatican ont recommencé à diffuser en ondes courtes et en langues locales en Russie et en Ukraine, comme au temps de la guerre froide. Comme le souligne le quotidien québécois **Le Devoir**, “*les géants médiatiques mondiaux ont modifié leurs programmations et leurs équipes pour suivre le conflit dans l'Ukraine envahie, mais aussi pour diffuser des informations vers le pays agresseur : la Russie*”. Ce faisant, ces radios font-elles, elles aussi, de la propagande ? Pour l'universitaire québécois Aimé-Jules Bizimana, “*si l'on revient au sens originel de ‘promotion d'idées’ et de ‘propagation de la foi’, oui, ces médias font de la propagande, mais ils jouent aussi un rôle d'information essentiel*”.

sociaux”. Israël et le Hamas s’affrontent depuis longtemps sur Twitter comme dans la vraie vie. Lors de la précédente invasion de l’Ukraine par Poutine, en 2014-2015, des “enquêteurs en ligne” s’étaient servis des selfies postés par des soldats russes pour prouver leur présence sur le champ de bataille dans le Donbass.

Cette guerre n’est pas non plus la première à trouver un écho sur les réseaux sociaux de nouvelle génération comme TikTok, né en 2016. Il y a belle lurette déjà qu’y circulent des vidéos de la guerre en Syrie. Mais ce que montre l’invasion de l’Ukraine comme aucun conflit auparavant, c’est à quel point les réseaux sociaux changent la façon dont une guerre est racontée, vécue et comprise, et à quel point ils peuvent même changer le cours de la guerre. “Ceux qui ne voient là qu’un phénomène secondaire n’ont pas bien regardé ce qui se passe”, confirme l’expert Peter Singer, coauteur de *LikeWar*, un ouvrage sur les liens entre réseaux sociaux et conflits modernes.

Les conversations en ligne ont le pouvoir de faire basculer une opinion, et rapidement. Les publications sur les réseaux sociaux sont devenues une source d’information essentielle, aussi bien pour les collecteurs d’Osint (*open source intelligence*, “renseignement de sources ouvertes”, accessibles au grand public) que pour les médias traditionnels.

Les réseaux sont aussi un outil pour les États en temps de guerre, reconnaît Mykhailo

## “CES IMAGES NOUS FONT DIRE ‘MERDE, ÇA POURRAIT ÊTRE MOI’, ELLES DONNENT UN VISAGE HUMAIN AUX ÉVÉNEMENTS.”

**Simon Kemp,**  
FONDATEUR DU CABINET DE CONSEIL KEPIOS

Fedorov, vice-Premier ministre et ministre de la Transformation numérique ukrainien. Non contente de battre le rappel de l’Otan et de livrer des armes à l’Ukraine, la Maison-Blanche a convoqué 30 jeunes influenceurs TikTok pour les “briefer” sur la guerre.

“La grande nouveauté, c’est l’ampleur du phénomène”, constate Peter Singer. Les atrocités de la guerre retiennent l’attention. Les opinions européennes en particulier sont fascinées parce que l’Ukraine est un pays voisin et parce qu’elles ont peur de Poutine. À la proximité géographique s’ajoute un effet psychologique : le public occidental s’identifie davantage aux Ukrainiens qu’aux Syriens et va donc plus regarder, partager ou liker des publications sur l’Ukraine.

Mais c’est aussi que l’Ukraine est plus connectée. Environ 75 % des Ukrainiens utilisent Internet, selon l’Union internationale des télécommunications, et grâce à la couverture satellite l’accès au web est resté stable dans le pays, sauf dans les villes subissant les sièges les plus durs. Quand, en 2015, les Russes ont commencé à faire pleuvoir les bombes sur la Syrie pour le compte de Bachar El-Assad, 30 % de la population

← **Le président ukrainien Volodymyr Zelensky (à d.) lors d’une visite dans un hôpital militaire de la région de Kiev, le 13 mars.** Photo Ukrainian Presidential Press Service/AFP

## À la une



### “MAGIE NOIRE”

À la une du **Guardian Weekly** du 25 mars, un ciel envahi de curseurs que des soldats éclairent à la lampe de poche et ce titre au double sens, “Dark arts”, signifiant arts sombres mais aussi magie noire. “Comment l’Ukraine se défend-elle face à la désinformation ?” s’interroge l’hebdo britannique. Les Ukrainiens semblent dominer le terrain en ligne, comme l’illustre la démystification de la vidéo deepfake du président Zelensky appelant ses soldats à se rendre. Mais côté russe, où l’accès à Internet est bridé, Poutine se félicite sans doute de maîtriser le récit sur l’“opération spéciale”.

## Enquête

### Repérer en ligne les bombes à fragmentation

●●● “Des photographies et des séquences vidéo prouvent clairement que des armes à sous-munitions ont été utilisées au-dessus de zones civiles en Ukraine”, affirme dans **Scientific American** Johanna Wild, qui enquête depuis l’Allemagne pour Bellingcat. Né en 2014, ce collectif international s’est fait connaître par ses investigations sur les crimes de guerre s’appuyant sur les données numériques publiques. Les enquêtes en “source ouverte” s’appuient sur “toutes les sources accessibles en ligne”, explique Johanna Wild, “vidéos, photos et conversations sur les réseaux sociaux”, mais également “images satellites” et bases de données. L’équipe, une trentaine de personnes aux profils très divers (un ex-militaire, un officier de police, des militants d’ONG, des analystes de bases de données...), est épaulée par de “nombreux volontaires”,

tous unis “pour découvrir des abus tels que des crimes de guerre ou des violations des droits de l’homme”. En Ukraine, Bellingcat s’intéresse particulièrement aux types d’armes utilisées, dont les bombes à fragmentation. “Il y a des tas de documents sur le web” pour “dédire ce qui se passe réellement sur le terrain”, car “une large majorité d’Ukrainiens a un accès constant à Internet”. Johanna Wild l’assure : “Nous avons des preuves concrètes que des écoles et des hôpitaux ont été touchés par des bombes à fragmentation dès les premiers jours de la guerre, tuant des civils.” Ces armes constituées de nombreuses sous-munitions, potentiellement très meurtrières, sont interdites par plus d’une centaine de pays, mais pas par la Russie. Et l’étude des trajectoires des frappes “désigne fortement le côté russe”. Souvent, “la géolocalisation joue un rôle particulièrement important”. Elle permet de “vérifier les détails”, comme “les bâtiments et leur disposition les uns par rapport aux autres, la signalétique routière ou la végétation”.

syrienne était connectée. En Afghanistan, au moment du retrait américain [à l’été 2021], ils étaient moins de 20 %.

L’évolution générale des technologies de communication pèse aussi dans la balance. Quand la Russie a lancé sa guerre en Ukraine en 2014, pas plus de 4 % des Ukrainiens avaient accès à la 3G. Aujourd’hui, selon le cabinet Kepios, ils sont plus de 80 % à avoir accès à du très haut débit. Au début de cette nouvelle invasion de Poutine, 4,6 milliards de personnes dans le monde utilisaient les réseaux sociaux, deux fois plus qu’en 2014. Ces réseaux qui, à l’époque, n’avaient que des capacités limitées en matière de vidéo ou de streaming débordent aujourd’hui de contenus de ce genre, et les Ukrainiens savent en tirer le meilleur parti. “Tout le monde fait des vidéos du dernier bombardement et les poste”, résume Maria Popova, coordinatrice d’un mouvement de bénévoles œuvrant à faire savoir ce qui se passe en Ukraine.

Ces publications sont la dernière révolution en date dans la longue histoire de la représentation de la guerre. Avant la photographie, les artistes devaient tenter de convaincre leur public qu’ils avaient bien assisté aux événements qu’ils représentaient : “Yo lo vi”, a ainsi écrit Francisco de Goya sous l’une des gravures de sa série *Les Désastres de la guerre*. Dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des photographes vont rendre compte des conflits, mais le matériel est trop encombrant pour immortaliser les combats. Les images montrent davantage les suites d’un affrontement, comme l’emblématique photo *La*

*Vallée de l’ombre de la mort*, où le Britannique Roger Fenton montre un paysage jonché de boulets de canon pendant la guerre de Crimée (1853-1856). L’invention d’appareils photo plus légers permettra de travailler directement sur le front. Pendant la guerre d’Espagne, les photojournalistes rapportent du champ de bataille des clichés poignants qui vont mobiliser la résistance contre Franco, dont la fameuse photo *Mort d’un soldat républicain*, de Robert Capa. Puis avec le Vietnam apparaissent les images de guerre à la télévision, et avec la guerre du Golfe les images en direct sur les chaînes satellites. “La compréhension de la guerre par ceux qui ne la vivent pas est désormais essentiellement le produit de ces images”, analysait déjà Susan Sontag en 2002.

De nos jours, photos et vidéos sont partageables instantanément, ce qui change encore la donne. Parallèlement au photojournalisme et à la télévision, les contenus postés sur les réseaux donnent de la guerre, à ceux qui ne la vivent pas, une vision plus brute et plus personnelle. “La presse classique vous donne les grands faits, mais ce que je vois en ligne parle avant tout de ce qu’est le quotidien en temps de guerre, témoigne Simon Kemp, du cabinet Kepios. Et ces images nous font dire ‘Merde, ça pourrait être moi’, elles donnent un visage humain aux événements.”

Les Ukrainiens se sont adaptés à ce nouvel environnement. Il faut dire qu’avoir un président charismatique et rompu aux réseaux sociaux, ancienne star de télévision, ça aide. Les messages de Zelensky rompent avec le protocole présidentiel habituel en général, et en particulier → 12

11 ← avec celui de son adversaire à Moscou. Et un peu partout en Ukraine, des officiels lui ont emboîté le pas. L'État ukrainien se sert des réseaux sociaux à diverses fins. Le 17 mars, le ministre des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, a fustigé Nestlé, qui refuse de se retirer de Russie, en posant une image inspirée des mêmes opposant "le positionnement de Nestlé" (avec la photo d'un enfant en pleine santé) et "la position de Nestlé" (une photo d'un enfant mort). Le ministère du Numérique a créé sur Telegram un chatbot qui permet aux utilisateurs d'envoyer des vidéos et des localisations des forces russes : le robot reçoit environ 10 000 messages par jour, exploités par l'armée ukrainienne.

Grâce aux réseaux sociaux, le gouvernement ukrainien transmet aussi bien des informations sur les trains d'évacuation des réfugiés que des anecdotes sur des soldats héroïques. Et l'inexactitude de certaines histoires n'entame en rien leur puissance : après avoir envoyé le navire russe se faire voir, les soldats de l'île aux Serpents n'ont pas été tués, comme les autorités ukrainiennes l'avaient d'abord affirmé, mais capturés, et leur réputation n'en a pas été écornée.

Il n'y a pas qu'en matière géopolitique que l'Ukraine s'est rapprochée de l'Occident ces dernières années : les internautes ukrainiens en ont fait autant. Et cela aide le pays à gagner les cœurs et les opinions. Déjà, les Américains n'appréciaient guère la Russie. Fin 2021, 55 % des sondés aux États-Unis considéraient l'Ukraine

**"DIRE QUE L'UKRAINE A DÉJÀ GAGNÉ CETTE GUERRE DE L'INFORMATION, C'EST ALLER UN PEU VITE EN BESOIN."**

Carl Jack Miller,  
DU THINK TANK DEMOS

comme un pays "ami" ou "allié". Deux semaines après les premiers bombardements de Poutine, ils étaient plus de 80 %. En Europe aussi, l'opinion publique a suivi une évolution semblable, d'où le large soutien au durcissement des sanctions contre la Russie et la politique d'accueil plus ouverte aux réfugiés arrivant d'Ukraine.

En face, malgré ses talents notoires dans la désinformation, la Russie patauge autant sur le terrain de l'information que sur le champ de bataille. Les occupants russes distribuent des tracts pour en appeler à leurs "camarades" et se sont emparés de radios locales pour y diffuser les discours de Poutine. "Ils utilisent les vieilles ficelles de la Seconde Guerre mondiale", raille la journaliste ukrainienne Kristina Berdinskykh.

Dans les villes occupées, les habitants continuent de suivre en streaming la télévision et la radio ukrainiennes grâce à Diia, une application mise au point par l'État ukrainien. Sur Telegram, ils organisent la contestation et partagent des enregistrements audio des occupants russes. Des vidéos de manifestants pacifiques défiant des soldats russes sont devenues virales, notamment celle de cet homme qui tente de s'interposer seul, à mains nues, devant un char.

En Occident, le discours russe ne prend guère. Les plateformes occidentales se montrent plus intransigeantes face à la désinformation que propagent les médias proches du Kremlin. Mais la prépondérance des publications pro-ukrainiennes sur les fils des internautes occidentaux ne veut pas dire que la guerre de l'information est terminée. "Dire que l'Ukraine a déjà gagné cette guerre de l'information, c'est aller un peu vite en besogne, rien dans les faits ne l'atteste", explique Carl Jack Miller, du think tank Demos, à Londres

En Russie, Poutine a resserré la bride sur l'information. Twitter, Facebook et Instagram sont tous interdits, et les usagers de TikTok ne peuvent plus créer de nouveaux contenus. En vertu des lois de censure, parler de guerre en Ukraine est passible de quinze années de prison. Les autorités russes ont elles aussi créé des chatbots sur Telegram, où les citoyens sont invités à dénoncer quiconque propage des "informations incorrectes". Les opérations de désinformation menées par la Russie semblent plutôt cibler l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient, avec des messages taillés sur mesure pour exploiter les penchants antioccidentaux ou antiméricains existants. Le think tank Demos a repéré une activité particulièrement intense en Afrique du Sud et en Inde. Et le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a encore récemment tweeté que "la guerre aurait pu être évitée si l'Otan avait tenu compte des avertissements" concernant son expansion vers l'est.

Alors que les affrontements sur le terrain tournent à la sanglante guerre d'usure, il va en être de même sur le front numérique. Les Occidentaux "aiment les histoires de tracteurs et de chars, mais pas celles de femmes enceintes qui souffrent", lâche Lioubov Tsybulska, une conseillère du gouvernement ukrainien. "Les tracteurs et les chars, c'est marrant, mais dès lors qu'on prend acte des souffrances, il y a une injonction à agir."

Aucun photographe n'a jamais mis fin à une guerre en donnant à voir les souffrances, comme certains l'espéraient déjà au XIX<sup>e</sup> siècle. Les réseaux sociaux n'ont pas davantage ce pouvoir de nos jours. Cependant, les images vont continuer à être immortalisées, postées, partagées. Ce que montre l'Ukraine aujourd'hui, c'est qu'en temps de paix comme en temps de guerre, le réel se vit et s'appréhende de plus en plus... dans le virtuel.—

Publié le 26 mars



↓ Dessin  
de Del Rosso,  
Italie.



## Il faut une modération transparente des réseaux sociaux

Après avoir verrouillé leur accès à la propagande russe, les réseaux sociaux occidentaux ont été à leur tour bloqués par le Kremlin. Une situation qui aurait pu être évitée, estime ce quotidien allemand.



grand jour par l'agence de presse Reuters. Le Kremlin s'est saisi de l'occasion. Il en a profité pour diaboliser Meta et suspendre l'accès à ses plateformes, accusant l'entreprise d'être à la solde des puissances occidentales. Les dirigeants de YouTube, qui appartient à Google, ont quant à eux bloqué les chaînes des médias d'État russes à la demande de l'Union européenne. Ce boycott a ensuite été étendu au monde entier. Mais cette décision est arrivée trop tard, certains ont dénoncé une forme de censure.

La situation aurait pu être différente si les responsables de ces plateformes avaient fait preuve de transparence et avaient anticipé les événements, s'ils avaient instauré des règles et des procédures claires, valables pour tous les États, sur la façon de traiter les conflits armés. Ils auraient pu créer des commissions indépendantes rassemblant des spécialistes des droits humains et de la liberté d'information et des experts de la zone de conflit. Ils *auraient pu*.

Ce n'est pas non plus comme si les événements du 24 février [date de l'invasion russe en Ukraine] étaient totalement inédits. Les dirigeants des grands réseaux sociaux ont déjà

## LA SITUATION AURAIT PU ÊTRE DIFFÉRENTE AVEC DES RÈGLES CLAIRES SUR LA FAÇON DE TRAITER LES CONFLITS ARMÉS.

← Une femme photographie avec son téléphone une école détruite par un bombardement à Zhytomyr, le 4 mars.

Photo Viacheslav Ratynskiy/Reuters



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

**Je suis un journaliste russe, et j'ai dû quitter mon pays.**

Exilé en Lettonie depuis le début du mois de mars, Alexei Kovalev, journaliste d'investigation russe qui travaillait pour le site **Meduza**, explique dans une tribune publiée par le **Washington Post** comment Vladimir Poutine a détruit les médias indépendants dans son pays.

été confrontés aux guerres et aux conflits armés, au Moyen-Orient, dans le Haut-Karabakh, en Birmanie ou encore en Éthiopie. Mais ils ne se sont jamais véritablement donné la peine de s'engager plus avant dans ces conflits et dans les guerres de l'information qui en découlent.

Cela dit, le combat pour la liberté d'Internet en Russie n'est pas encore perdu. Le 30 mars, YouTube était toujours en accès libre dans le pays. Plus étonnant, un tribunal russe a décrété, le 28 mars, que l'utilisation d'Instagram et de Facebook restait légale, sous certaines conditions – l'accès à ces plateformes étant bloqué, quelques connaissances techniques sont tout de même nécessaires pour les consulter.

Il serait sans doute trop optimiste d'interpréter cette décision comme le signe avant-coureur d'un assouplissement de la censure exercée par l'État. Néanmoins, il n'est pas trop tard pour que les géants de la tech créent des organismes indépendants chargés de la modération des contenus publiés sur les réseaux sociaux en temps de guerre. Si ce n'est pour la guerre en Ukraine, ils seront au moins utiles lors des prochains conflits. Car il y en aura d'autres.

Les vrais autocrates essaieront toujours d'interdire les réseaux sociaux libres. Mais dans les démocraties en danger, de telles mesures pourraient compliquer la tâche des dirigeants. Elles peuvent renverser l'issue d'un conflit – et même, dans le meilleur des cas, empêcher son déclenchement.

—**Philipp Bovermann**  
Publié le 30 mars

### Repères

## Comment détecter la désinformation

●●● Pour démystifier la désinformation liée à la guerre en Ukraine, des organisations non gouvernementales, des chercheurs et des journalistes s'appuient sur "une combinaison d'outils de haute technologie, d'intuition et de beaucoup de pratique", assure le **New Scientist**. L'objectif n'est pas de pister chaque fausse information, mais d'identifier celles qui deviennent dominantes. "Les outils d'analyse des médias sociaux tels que BuzzSumo, Meltwater et CrowdTangle – qui appartient à Meta, la société mère de Facebook et d'Instagram – peuvent suivre la diffusion des publications à mesure qu'elles sont partagées par un nombre croissant de personnes", détaille l'hebdomadaire britannique. Par ailleurs, la technologie de correspondance d'images et la géolocalisation de séquences à l'aide de leurs métadonnées ou à partir de détails permettent de repérer des photos ou vidéos qui ont été falsifiées ou réutilisées. En revanche, le flot de vidéos amateurs provenant de zones de guerre, "où il y a très peu d'informations fiables sur le terrain pouvant être vérifiées de manière indépendante", constitue un défi majeur.

## La fin de l'illusion de neutralité

●●● "De Facebook à TikTok en passant par DuckDuckGo, les entreprises technologiques subissent des pressions pour prendre des positions explicites contre l'invasion en cours de l'Ukraine par la Russie. À quelques exceptions près, la tech a répondu à l'appel, au prix de ses relations avec la Russie", relève le **Washington Post**. Même si, pour beaucoup, cette prise de position est "la bonne chose à faire", cela oblige les entreprises de la tech à reconnaître publiquement que leurs produits et leurs politiques ne sont finalement pas neutres. Pour le quotidien américain, "cela nous rappelle à tous leur pouvoir incontrôlé sur les systèmes d'information du monde".

—**Süddeutsche Zeitung** (extraits) Munich

Quel effet cela peut-il bien faire, quand on peut, d'un seul clic, priver des millions d'internautes de certains contenus ? Les flux d'informations mondiaux sont régis par quelques entreprises dont l'organisation centralisée manque de transparence. Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, certains de ces géants de la tech comme Meta, Google, Twitter ou encore TikTok ont verrouillé l'accès aux contenus de propagande russe. En retour, le Kremlin a bloqué ces plateformes. Les internautes russes se retrouvent donc pris au piège de la bulle de désinformation des médias d'État. Ce n'est pas vraiment une réussite.

Les dirigeants des grands réseaux sociaux ont agi dans la précipitation, guerre oblige. Mais à long terme, il faudrait engager un débat public pour déterminer s'ils ont pleinement assumé leurs responsabilités. Il semblerait que non.

Le groupe Meta, en particulier, a pris des décisions regrettables. Les dirigeants de l'entreprise ont fait le choix d'alléger leurs règles de lutte contre les discours haineux, afin que les Ukrainiens ne se retrouvent pas censurés dès qu'ils souhaitent la mort de l'envahisseur russe. Sans cette mesure, les équipes de modération de Meta auraient dû supprimer systématiquement les publications ukrainiennes. Facebook et Instagram seraient alors devenus des instruments de la propagande russe, un scénario parfaitement inenvisageable. Mais cet assouplissement des règles a été révélé au



## PROPAGANDE UKRAINIENNE CONTRE RÉVISIONNISME RUSSE

**VU DE CROATIE** Si Kiev et Moscou diffusent de fausses informations, ils ne poursuivent pas les mêmes objectifs, souligne ce quotidien croate, qui invite les médias à plus de distance critique.

—Jutarnji List (extraits) Zagreb

Les Ukrainiens envisagent-ils le recours à l'arme chimique contre les Russes ? Cachent-ils vraiment des laboratoires biochimiques financés par les Américains ? Les soldats ukrainiens ont-ils réellement tué 15 000 soldats russes en trois semaines de guerre, comme le prétend le président Zelensky, soit plus qu'en dix ans de guerre en Afghanistan, ou bien 1 351, ainsi que le prétendent les Russes ? L'acteur américain Steven Seagal, ami de Poutine, combat-il vraiment dans les rangs d'une unité spéciale russe ? Ou est-il vrai qu'il n'y a pas de guerre sur le territoire ukrainien et que toutes les victimes ne seraient que des acteurs de télévision ? Et il y a des gens qui croient à cela !

Si nous nous sommes prêts à dénoncer la désinformation venant du Kremlin, force est de se demander si nous devons fermer les yeux sur celle venant de Kiev, au regard de la sympathie pour les Ukrainiens et pour leur cause, dans cette guerre des faibles contre les forts, des victimes contre leur agresseur, qui se déroule sur leur territoire.

Maître de conférences au département de la communication stratégique de la faculté des sciences politiques de Zagreb et membre de l'Observatoire européen des médias numériques, la politologue Iva Nenadic estime qu'il ne faut pas mettre sur le même plan les informations diffusées par les Russes et celles produites par les Ukrainiens. Il est clair qu'on ne peut pas mettre en balance la légende du pilote surnommé le "fantôme de Kiev", lequel

aurait abattu des avions russes dans le ciel de la capitale ukrainienne, légende servant à remonter le moral de l'armée ukrainienne, et le déni de réalité de l'appareil de propagande russe, selon lequel il n'y aurait pas de guerre en Ukraine et qu'il s'agirait simplement d'une opération de libération contre les nazis.

"Dans toute analyse du récit, des stratégies de communication ou de l'utilisation de la propagande, il est très important de définir et de prendre en compte les différences de système politique, l'état des médias et des libertés civiles. Ainsi, en Russie, les personnes qui protestent contre la guerre sont arrêtées, les journalistes sont passibles d'une peine de quinze ans de prison et les médias sociaux tels que Facebook, Instagram et Twitter sont interdits", souligne Iva Nenadic.

En diffusant certaines informations, les Ukrainiens cherchent à susciter la sympathie de l'Occident et à forcer les dirigeants mondiaux à réagir. Les Russes, en revanche, profitent du chaos dans les réseaux sociaux pour imposer leur récit, quand bien même il serait peu convaincant, sur les nazis, les armes chimiques

**LES UKRAINIENS CHERCHENT  
À SUSCITER LA SYMPATHIE  
DE L'OCCIDENT, LES RUSSES  
À IMPOSER LEUR RÉCIT.**

et l'Occident comme source de tous les maux, un récit destiné surtout à leurs citoyens.

Une étude récente de l'agence NewsGuard a montré que la plupart des fausses informations sur la guerre en Ukraine ont été diffusées par l'application TikTok, qui compte environ 1 milliard d'utilisateurs âgés de 18 à 24 ans. Si étonnant que ce soit, ce réseau social est devenu la principale plateforme de la guerre en Ukraine. Depuis le début de l'invasion russe, les images sous le hashtag #Ukraine ont totalisé 30,5 milliards de vues, soit deux fois plus que les images diffusées par les autres réseaux, y compris Facebook et Instagram.

Il n'est pas difficile d'expliquer ce phénomène. Les gens se saisissent plus vite et plus facilement des contenus controversés, sensationnalistes, porteurs d'un élément de surprise, confirmant des croyances et préjugés, suscitant des émotions, au contenu visuel frappant. Souvent plus attirants que les contenus authentiques, les éléments de désinformation sont plus faciles à repérer et à partager. Iva Nenadic explique : "Le modèle économique des plateformes en ligne est fondé sur le nombre de vues des contenus et des visites sur leur site, monnayé ensuite auprès des annonceurs. Un tel modèle économique donne la priorité aux contenus ayant un grand potentiel de partage et de viralité. Or les mensonges ont un plus grand potentiel de propagation que la vérité."

Les trolls, les bots, les logiciels imitant le comportement humain ainsi que le développement de la technologie *deepfake* ont contribué à la propagation des fausses informations. À l'aide du *deepfake*, on a fait prononcer récemment

SOURCE



JUTARNJI LIST

Zagreb, Croatie

Quotidien

jutarnji.hr

Créé après

l'indépendance

de la Croatie,

le "Journal du matin",

d'orientation libérale,

est le deuxième

quotidien du pays.

On y trouve

des reportages

et des chroniques

de qualité, le journal

ouvrant ses colonnes

à de nombreux

écrivains croates.

au président Zelensky un discours appelant les Ukrainiens à se rendre.

Certaines manipulations russes sont difficilement croyables. Ainsi cette histoire selon laquelle toute la guerre en Ukraine ne serait qu'une fiction. Pour preuve, une vidéo partagée sur Facebook dans laquelle des maquilleurs mettaient du faux sang sur les visages de jeunes hommes et femmes ukrainiens. Ce sont des acteurs qui jouent les victimes d'attaques russes, affirme le Kremlin. Il s'est avéré que cette vidéo n'avait rien à voir avec la guerre en Ukraine et qu'il s'agissait d'un montage d'images du making-of de la série télévisuelle ukrainienne postapocalyptique *Contamin*, tournée en 2020.

**Image emblématique.** On ne peut pas dire qu'il n'y ait pas de contenu douteux du côté ukrainien. Mis à part les treize soldats ukrainiens supposés morts en héros sur l'île aux Serpents, qui en réalité ont été capturés et sont vivants, il y avait des images choquantes du petit Valeri en pleurs, en veste bleue, un sac en plastique à la main, traversant la frontière entre l'Ukraine et la Pologne. Ces images, là encore, étaient trompeuses. Elles ont été diffusées par tous les médias du monde, insistant sur le fait que le garçon n'était pas accompagné de ses parents. La police polonaise a eu beau affirmer plus tard que le garçon avait traversé la frontière avec sa famille, cela a échappé aux caméras.

La plupart des médias ont publié un rectificatif, mais pour beaucoup ce petit réfugié abandonné et en pleurs restera l'image emblématique de la guerre en Ukraine. Ce genre d'images restent gravées dans la mémoire. On se souvient de la fillette en pleurs, vêtue d'un manteau bleu, dans une colonne de réfugiés quittant Vukovar, filmée pendant la guerre dite "patriotique" en Croatie (1991-1995), ou de la petite fille au manteau rouge du ghetto juif dans le film *La Liste de Schindler*, motif emblématique de l'horreur de la guerre.

Le professeur de philosophie des médias Sead Alic estime que, dans la guerre en Ukraine, les médias ont une responsabilité plus grande que les désinformateurs eux-mêmes, car ce sont les médias qui recourent régulièrement à ces clichés. "Nous avons besoin de clichés comme lieux communs facilement saisissables, témoignages incontestables des horreurs inacceptables de la guerre. La conscience des citoyens étant fabriquée de manière de plus en plus technique, les produits les plus vendus sont les plus demandés, explique-t-il. Le plus souvent, ce sont des femmes enceintes, des garçons en pleurs laissés seuls au monde ou des héros mythiques. C'est pourquoi

**"LES MÉDIAS SONT LES TAMBOURS DE GUERRE QUI IGNORENT SOUVENT LEUR FORCE ET LEUR MANQUE DE SENS CRITIQUE."**

Sead Alic, PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE DES MÉDIAS

← Des membres des forces de défense territoriale ukrainiennes devant les statues des fondateurs de Kiev sur la place de l'Indépendance, le 7 mars. Photo Sergei Supinsky/AFP



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

**La guerre des mèmes**  
Dans une tribune publiée par le **New York Times**, la journaliste et écrivaine canadienne Hayley Phelan explique qu'avec la guerre en Ukraine les frontières entre journalisme de guerre et médias sociaux sont définitivement brouillées. La guerre en Ukraine, note-t-elle, "est elle-même devenue une sorte de mème sur les réseaux sociaux, où les images de chars explosés, de convois de réfugiés et de housses mortuaires croisent des tweets de promotion des NFT, et les photos des charmants animaux de compagnie de vos amis".

## Témoignage

### Concilier impartialité et empathie

**Le reporter Lorenzo Tondo, qui se trouve à Lviv, en Ukraine, témoigne des difficultés rencontrées pour raconter ce conflit. Sous le feu croisé de deux "propagandes", rester à la fois objectif tout en étant dans l'empathie avec les victimes relève du défi.**

Journaliste italien qui collabore avec l'hebdomadaire transalpin **L'Espresso**, Lorenzo Tondo se trouve actuellement à Lviv, d'où il confie aux lecteurs transalpins les difficultés auxquelles il fait face pour informer d'une manière impartiale. Car aujourd'hui, en Ukraine, démêler le vrai du faux est un défi, surtout si l'on a que les médias locaux comme source. "La télévision alterne chansons patriotiques et informations militaires, qui assurent que l'armée russe perd du terrain. Mais souvent, ces informations ne sont pas vérifiables et ont pour but d'exagérer la faiblesse de l'envahisseur", estime Lorenzo Tondo. Dans ce climat d'exaltation de la résistance, "la victoire de l'Ukraine semblerait presque à portée de main", alors que, selon le journaliste, le flux incessant de réfugiés qui arrivent à Lviv prouve le contraire.

Le risque pour tout journaliste est donc de devenir un simple porte-parole des autorités ukrainiennes. Pour le reporter italien, raconter également les vérités les plus déplaisantes pour le camp des opprimés est un devoir éthique. "Il y a par exemple des centaines de milliers de jeunes hommes qui n'ont aucun lien de sang avec ce pays desquels Kiev s'attend à ce qu'ils prennent les armes. Ils ne sont pas obligés de combattre pour l'instant, mais la loi martiale, qui empêche aux hommes de quitter le pays, est déjà en train de les condamner à mort." Mais s'il est impératif de chercher constamment l'impartialité, celle-ci doit s'accompagner d'une conscience renforcée de qui est l'agressé. Voire d'une nécessaire empathie avec celui-ci. "Les paroles du correspondant de guerre Ryszard Kapuscinski me reviennent à l'esprit, confie Lorenzo Tondo. Il disait qu'être reporter en zone de guerre est une mission qui ne peut être portée à terme sans une profonde empathie envers le genre humain. Il est nécessaire de se sentir un membre de la grande famille des damnés de la terre et des opprimés, ceux qui, dans ce conflit, ont le visage des plus de 3 millions de réfugiés victimes des bombardements russes."

il n'est guère étonnant que de moins en moins de citoyens fassent confiance aux médias. Nous sommes devenus des fans qui acceptons tout ce qui nous est proposé sans distance critique. En fonction de l'équipe que nous soutenons, nous devenons humains ou méprisants sans aucun discernement. Aujourd'hui, les médias sont les tambours de guerre qui ignorent souvent leur force et leur manque de sens critique."

Iva Nenadic estime que, à l'heure où n'importe qui peut diffuser des contenus sur les réseaux sociaux, les médias traditionnels et les journalistes devraient avoir un rôle déterminant dans la vérification des informations. Le but principal de toute désinformation étant de faire circuler les informations d'une plateforme à l'autre, l'objectif est atteint lorsque celles-ci sont reprises et publiées par les médias traditionnels. La politologue met en garde : "Les médias traditionnels donnent de l'oxygène et de la légitimité à la désinformation. Il est très difficile de démentir les contrevérités et les manipulations après qu'elles ont été publiées par les médias traditionnels, d'où leur immense responsabilité."

— Filip Pavic  
Publié le 27 mars



← Dessin de Lauzan, Chili.

d'un  
continent  
à l'autre.

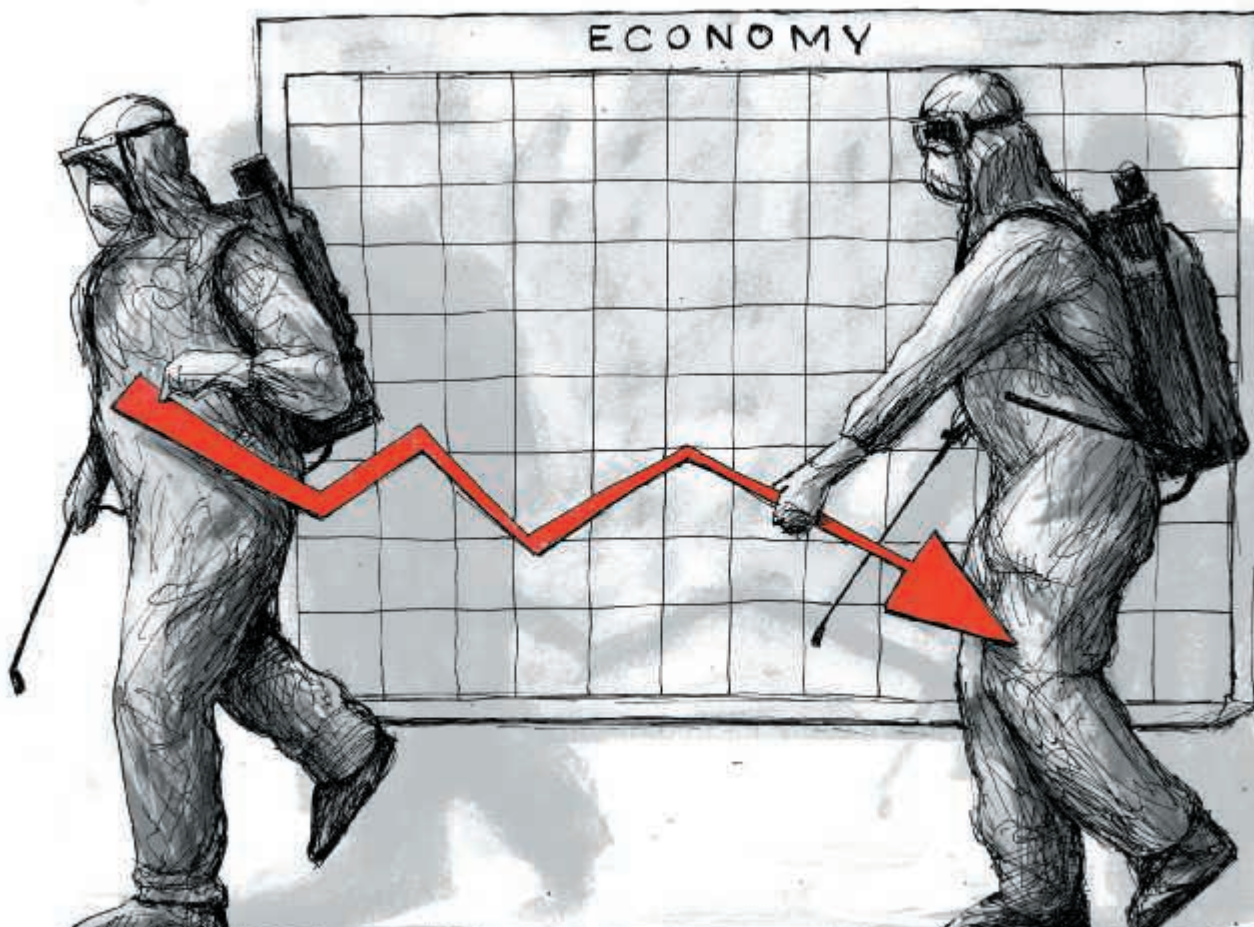
asie



Amériques.....	18
Moyen-Orient...	22
Afrique.....	25
Europe.....	26
France.....	30

# Chine. Le confinement qui ne dit pas son nom

Shanghai ne peut pas se mettre à l'arrêt. Longtemps, la capitale économique chinoise a tenté de définir sa propre politique de lutte contre l'épidémie par des mesures ultralocales qui pourraient faire école. À la fin du mois de mars, elle a finalement été confinée sur deux zones, et en deux temps.



CARTOON MOVEMENT

↳ "Économie". Dessin de Moro, Cuba.

—Ming Pao (extraits) Hong Kong

La méthode de lutte contre l'épidémie mise en œuvre à Shanghai est riche en enseignements pour Hong Kong. Après l'explosion du nombre de cas locaux dans la capitale économique [où l'épidémie a repris à bas bruit à la fin de février pour atteindre 438 malades et 7788 cas asymptomatiques dépistés le 1<sup>er</sup> avril], des rumeurs de confinement général ont commencé à circuler, certains appelant même ouvertement sur Internet à "confiner la ville pour trois voire cinq jours". Mais le Bureau d'information de Shanghai a rapidement assuré que "ces rumeurs étaient sans aucun fondement", l'experte consultée sur le sujet ayant rendu un avis "négatif". [Deux personnes ont été interpellées le 22 mars pour diffusion de fausses nouvelles pour avoir parlé de confinement de toute la ville sur les réseaux sociaux.]

**Test grandeur nature.** L'experte en question, Wu Fan, vice-présidente de la faculté de médecine de l'université Fudan et membre de l'équipe chargée de la prévention et du contrôle de l'épidémie à Shanghai, a déclaré le 26 mars que le choix de mettre en place des "zones essentielles" [confinées], avec dépistage par tests PCR, et d'autres "non essentielles", où l'on pratique des autotests antigéniques, s'était imposé en raison de la rapidité avec laquelle le virus se répandait. Elle a, par ailleurs, justifié ainsi l'impossibilité de confiner la ville : "À Shanghai, nous ne sommes pas seulement chargés de notre propre population. Notre ville joue un rôle majeur dans le développement économique et social de tout le pays. Son influence s'étend même à l'économie mondiale." Selon Wu Fan, si Shanghai était "mis à l'arrêt, de nombreux porte-conteneurs de tous les pavillons seraient immobilisés en mer de Chine orientale, ce qui affecterait les économies nationale et mondiale".

La stratégie adoptée par Shanghai nous paraît des plus sages. Confiner une ville aussi grande, dont le dynamisme économique joue un rôle si déterminant pour l'ensemble du pays, aurait des répercussions trop fortes. Shanghai a plutôt opté pour un bouclage partiel (par résidence ou par quartier, assez proche des mesures de confinement à domicile avec obligation de se tester adoptées à Hong Kong) et pour un dépistage massif au moyen de tests PCR et d'autotests antigéniques. Sur le continent, c'est la première fois qu'est approuvée l'utilisation d'autotests antigéniques rapides. Et pas seulement à Shanghai : la distribution de kits à la population s'est aussi généralisée dans le Jilin [province du nord-est de la Chine].

Le président Xi Jinping a déclaré, le 17 mars, que la Chine continuerait d'appliquer la politique du "zéro Covid", or le protocole révisé publié deux jours plus tôt

# 25

## MILLIONS DE PERSONNES

C'est le nombre de gens que Shanghai a tenté de tester le 4 avril, rapporte **The Straits Times**. Depuis le 28 mars, la ville est coupée en deux zones pour que des tests soient réalisés, les malades détectés, les personnes contaminées placées à l'isolement, et l'épidémie circonscrite. À l'issue de cette période, Shanghai était toujours sous contrôle strict, et 9 000 cas étaient encore détectés. Le manque d'approvisionnement en nourriture durant le test du 4 avril a éveillé la colère des habitants. Des vidéos de Shanghaiens criant leur colère ou leur détresse depuis chez eux ont circulé sur les réseaux sociaux. Apparemment diffusée par les autorités, une autre vidéo montre des fonctionnaires en combinaison venir chercher, par la force, les récalcitrants au test jusque chez eux.

par le Comité national de la santé allège les mesures de contrôle, avec notamment la fin, pour les malades présentant des symptômes légers, de l'obligation d'aller se faire soigner dans un hôpital habilité, ou le fait de ne plus devoir rester confiné chez soi que sept jours après être sorti de l'hôpital.

Si la politique du "zéro Covid" continue à primer à l'échelle nationale, la multiplicité des situations rencontrées sur le terrain peut et doit conduire chaque région à rechercher des réponses adaptées à ses particularités, plutôt que de se voir appliquer une méthode censée être valable partout sur le territoire.

Ce que montrent les mesures spécifiques prises à Shanghai, comme le "Protocole" du Comité national de la santé, c'est que la meilleure voie pour lutter contre l'épidémie dans la durée consiste à s'adapter aux circonstances, à savoir être flexible. Préserver un fonctionnement normal de l'économie et réduire au minimum les répercussions de l'épidémie sur la vie quotidienne font tout autant partie des priorités que la prévention et la maîtrise de l'épidémie. Ne privilégier qu'un seul de ces aspects n'aurait pas de sens, seule la recherche de l'équilibre nous permettra d'avancer. D'autant plus que de nombreux pays ont assoupli les restrictions en matière de passage des frontières.

Le 24 mars, Zhang Wenhong, directeur du Centre national des maladies

infectieuses et responsable du groupe d'experts chargé du traitement médical du Covid-19 à Shanghai, a publié sur son compte Weibo une analyse remarquable de l'actuel rebond épidémique sur le continent. Selon lui, "il est tout aussi important de préserver la vie normale que d'appliquer la politique du 'zéro Covid.'" Concernant Shanghai, il ajoute : "Il ne faut pas être trop radical. On doit continuer à pratiquer des tests tout en faisant en sorte d'affecter au minimum la vie des gens. Cette voie reflète précisément notre détermination à ne pas baisser les bras." Sur le continent, les autorités ont toujours favorisé la mise en œuvre de mesures très strictes pour combattre l'épidémie. Comme l'a expliqué l'épidémiologiste Liang Wannian à Hong Kong,

## La faiblesse du taux de vaccination et donc de la barrière immunitaire empêche le pays de mettre fin aux restrictions.

à la fin de février, si la Chine ne peut pas mettre fin aux restrictions comme l'ont fait de nombreux autres pays, c'est en raison d'un taux de vaccination trop faible, insuffisant pour créer une barrière immunitaire solide. Alléger les mesures de prévention conduirait assurément à faire monter la courbe de contamination des personnes âgées et des personnes vulnérables.

Or, même avec un taux de mortalité très bas, étant donné l'immensité de la population sur le continent, le nombre total de morts que cela provoquerait serait effrayant, ce qui explique qu'on ne puisse à ce stade songer à renoncer aux mesures rigoureuses en vigueur.

Cela dit, le continent a désormais recours, pour s'adapter à des situations spécifiques, à des mesures plus graduées, et on peut se demander si la méthode employée à Shanghai n'aurait pas valeur de test grandeur nature. Un article publié sur le site du *Renmin Ribao* le 25 mars indique ainsi que "toute la ville explore de son mieux une voie de lutte contre l'épidémie adaptée aux particularités des mégapoles".

À Hong Kong, certaines factions ont pris en otage la politique du "zéro Covid", en l'interprétant comme une ligne blanche politique à ne pas franchir. Mais aujourd'hui, sur le continent, où pendant plus de deux ans les mesures les plus strictes ont été appliquées, de nouvelles méthodes sont évoquées, visant à atténuer autant que possible le poids des restrictions sur la population. Et, à Shanghai, c'est bien une nouvelle stratégie de lutte contre l'épidémie qui est en train de prendre forme.

—**Chan King-cheung**

Publié le 30 mars

# Shanghai touchée, l'économie chinoise est en jeu

Prolongée en début de semaine, la mise en quarantaine de la ville, principale plaque tournante du pays, suscite l'inquiétude des économistes.

Des dizaines de millions de Shanghaiens interdits de sortie ; l'objectif de croissance économique de 5,5 % fixé par la Chine est menacé", titrait le 29 mars le **Chingchi Jihpao**, quotidien économique de Taiwan, au lendemain de la mise en place du confinement en deux temps de la ville. Celui-ci devait durer une semaine, du 28 mars au 5 avril, mais il a finalement été prolongé car l'on décomptait encore plus de 10 000 infections par jour, asymptomatiques pour la plupart.

Au-delà de sa taille, l'importance de Shanghai pour la Chine tient à sa puissance financière et économique. Hu Weijun (Larry Hu), analyste du groupe de conseil financier Macquarie Capital, explique que Shanghai, qui représente environ 4 % de la production économique de la Chine continentale, est aussi une plaque tournante majeure pour l'économie chinoise et "l'impact indirect [du confinement] pourrait être énorme", dit-il.

Bianji Shiyanshi, un blog économique sur le portail chinois **Wangyi**, rapporte l'estimation d'une étude menée à l'Université chinoise de Hong Kong. S'appuyant

sur les données de localisation de près de 2 millions de camions qui sillonnent la Chine, l'étude montre que même "avant le 'confinement ciblé' de lundi [28 mars], la mise en place par Shanghai de mesures de restriction [par quartiers] a entraîné une baisse de 40 % de l'activité économique par rapport à une période normale".

"Shanghai est le moteur principal de l'économie chinoise", souligne le site du **Shanghai Zhengquan Bao** (Shanghai Securities Journal). "La valeur ajoutée de l'industrie financière de Shanghai correspond à 8,6 % du total national", note le site.

De plus, la contribution fiscale de Shanghai représente 10 % des recettes nationales. Avec 929 milliards de yuans (132 milliards d'euros) versés au gouvernement central, "la perle de l'Orient" est en seconde position, juste derrière la province du Guangdong mais devant la capitale, Pékin.

Côté logistique, le port de Shanghai est également la principale plateforme portuaire de la côte chinoise. Malgré la crise, il demeure en 2021 le plus grand port du monde en matière de débit de conteneurs.

—**Courrier international**



Revue de presse

## PENSER LIBREMENT LE MONDE

FORMATIONS DE POST-BAC À BAC+5 INITIAL ET ALTERNANCE

Depuis 1948, l'école des relations internationales et des sciences politiques.

PARIS - LYON

ILERI.FR



amériques

## États-Unis.

## Une pionnière à la Cour suprême

L'audition de Ketanji Brown Jackson, première femme noire à rejoindre la plus haute juridiction du pays, a fait naître de grands espoirs et beaucoup de fierté au sein de la communauté africaine-américaine.



CAGLE CARTOONS

—Financial Times Londres

**F**in mars, pendant que Ketanji Brown Jackson passait des heures à répondre aux questions de la commission judiciaire du Sénat, des femmes noires se sont réunies dans tout le pays pour l'encourager.

Tameika Isaac Devine, une avocate qui a été candidate à la mairie de Columbia, en Caroline du Sud, a coanimé l'une de ces réunions festives. Les participantes y ont joué au bingo avec les mots les plus entendus lors de l'audition de la candidate à la Cour suprême – entre autres “qualifiée” et “Harvard”. “On s'est mises en colère quand on a vu certaines questions, le manque de respect, qu'on lui coupait la parole, tout ça, mais peu importe, ils ne nous voleront pas notre joie : nous savons qu'elle sera notre prochaine juge à la Cour suprême et nous sommes toutes très fières”, souligne Tameika.

Les participantes ont même fait une pause pour envoyer des messages vocaux

à Lindsey Graham, le sénateur conservateur de Caroline du Sud, quand il a interrompu Ketanji Brown Jackson pendant l'audition. “Ce qui était génial, c'était cette fierté et cette joie, parce qu'elle nous représente toutes et qu'elle le fait vraiment bien”, ajoute Tameika Isaac Devine.

**Plus grande parité.** Les Américains noirs se félicitent en effet de la nomination de Ketanji Brown Jackson. Celle-ci serait la première femme noire à intégrer la Cour suprême, ce qui constitue un pas essentiel vers une plus grande diversité au plus haut niveau de l'État. En revanche, son arrivée ne remettrait sans doute pas en cause l'équilibre du pouvoir dans cette instance à majorité conservatrice puisqu'elle remplacerait le juge Stephen Breyer, un autre progressiste.

La plus haute juridiction du pays a vu passer environ 115 juges depuis sa création, en 1789. Cinq seulement étaient des femmes, et aucune d'entre elles ne se

considérerait comme noire. Si la nomination de Ketanji Brown Jackson est confirmée, la Cour présentera la plus grande parité de son histoire – cinq hommes contre quatre femmes.

Autre première, Ketanji Brown Jackson serait le seul juge de la Cour suprême à avoir travaillé comme avocat commis d'office – un avocat désigné par les autorités pour représenter les accusés, en général parce qu'ils n'ont pas les moyens de se faire représenter.

“Son expérience professionnelle, en particulier son passé d'avocate commise d'office, et son vécu personnel de femme noire aux États-Unis définiront la façon dont elle

**Alors que sa campagne était à la peine, Joe Biden avait promis de nommer une femme noire à la Cour suprême.**

abordera les cas devant la Cour suprême et la façon dont seront présentés et motivés les arrêts rendus à la majorité comme les avis minoritaires [lesquels sont également rendus publics par la Cour]”, estime Camille Busette, de la Brookings Institution, un groupe de réflexion orienté à gauche. “Ainsi, sa seule présence altérera probablement les paramètres de la politique publique”, ajoute-t-elle.

La désignation de Ketanji Brown Jackson est la concrétisation d'une promesse faite aux électeurs noirs. Alors que sa campagne était à la peine, Joe Biden avait promis, avant la primaire démocrate de Caroline du Sud [en février 2020], de nommer une femme noire à la Cour suprême. Le soutien des électeurs noirs lui avait permis d'enregistrer une victoire importante, puis d'inverser la tendance et de se retrouver à la Maison-Blanche.

La nomination de Ketanji Brown Jackson, une juge fédérale diplômée de Harvard, en remplacement de Stephen Breyer, qui part à la retraite, a été annoncée deux ans jour pour jour après cette promesse.

Les personnalités noires se réjouissent de cette nomination. Elles espèrent que les deux ans que Ketanji Brown Jackson a passé comme avocate commise d'office à Washington se traduiront par un soutien à une réforme de la justice pénale attendue depuis longtemps.

“Les enjeux ne pourraient être plus élevés en ce moment”, déclare Scott Roberts, de l'organisation de défense des droits civiques Color of Change. “Les républicains ne cessent d'adopter des politiques dignes des suprémacistes blancs et visant les communautés noires, comme la limitation du droit de vote [des minorités dans certains États] et la suppression de l'accès à l'avortement.”

✓ Sur la porte : Histoire. Ketanji Brown Jackson. Dessin de Bob Englehart, États-Unis.

Et d'ajouter : “Il était écœurant, mais pas surprenant, de voir les républicains recourir à un discours raciste, misogyne et clairement antinoir pendant cette audition, qui a pourtant montré qu'elle était la candidate à la Cour suprême la plus qualifiée – de tous les temps – à se présenter devant le Sénat.”

Les personnalités noires reprochent à certains républicains d'avoir félicité Ketanji Brown Jackson parce qu'elle “savait s'exprimer”, une expression considérée comme condescendante quand elle vise les Américains noirs. Certains sénateurs ont également tenté de la relier à la “théorie critique de la race”, une discipline universitaire controversée qui étudie le rôle du racisme structurel dans la société et qui fait voir rouge aux républicains.

Le calme dont Ketanji Brown Jackson a fait preuve alors qu'elle était soumise à un flot de questions divergentes lui a valu les applaudissements des personnalités noires.

La procédure de confirmation a en outre galvanisé l'électorat noir avant les élections de mi-mandat de novembre prochain, selon un sondage réalisé par Morning Consult. Le pourcentage de personnes se disant “extrêmement” ou “très” enthousiastes à l'idée de voter est passé de 37 % avant sa nomination à 49 %, soit une augmentation de 12 points.

**Symbole.** Trahern Crews, le fondateur de Black Lives Matter Minnesota, relève cependant que la nomination d'une femme noire à la Cour suprême n'est que l'une des nombreuses promesses de campagne faites par Joe Biden aux Africains-Américains et que beaucoup d'attentes existent en matière de réformes économiques et policières.

“Nous sommes désormais au-delà de la politique des symboles, déclare-t-il. Nous voulons de la substance.”

Cela n'a pas empêché nombre de personnalités noires d'exulter quand le sénateur démocrate de Virginie-Occidentale, Joe Manchin, a annoncé qu'il voterait au Sénat pour Ketanji Brown Jackson, ce qui assure pratiquement sa confirmation.

Le sénateur démocrate du New Jersey, Cory Booker, le seul membre noir de la commission judiciaire du Sénat, a exprimé son émotion à la fin de l'audition de la juge Ketanji Brown Jackson et fait venir les larmes aux yeux de la candidate pour la première fois depuis le début de la procédure.

“Vous êtes ma messagère de l'espoir, a-t-il déclaré. Ce pays devient de mieux en mieux, il ne cesse de s'améliorer, et quand le vote final aura eu lieu et que vous accéderez à la juridiction la plus élevée du pays, je me réjouirai.”

—Taylor Nicole Rogers  
Publié le 28 mars

The background of the entire page is a photograph showing the back of a man's head and shoulders. He has short, dark hair and is wearing a blue jacket. He is looking towards a crowd of people, which is blurred in the background. The lighting is natural, suggesting an outdoor setting.

**AUJOURD'HUI  
POUR FAIRE FACE  
AU SIDA IL N'Y A  
AUCUN·E CANDIDAT·E**

POLITIQUE DES DROGUES, ACCÈS AUX MÉDICAMENTS, POLITIQUES MIGRATOIRES,  
FACE AU SIDA, IL EST TEMPS D'AGIR. RETROUVEZ NOS PROPOSITIONS SUR [AIDES.ORG](https://aides.org)



Membre de la Coalition  
Internationale Sida



## PANAMA

# Une mauvaise image mais une bonne fortune

Ce pays, qui fait souvent parler de lui en mal, profite en fait d'un vrai succès démocratique et économique, fait remarquer un spécialiste de l'Amérique latine.



—Foreign Policy (extraits)  
Washington

Le Panama a souvent mauvaise presse. En octobre, le pays a encore fait parler de lui dans le cadre de l'enquête baptisée Pandora Papers. Parmi les centaines de responsables politiques et de fonctionnaires dont les noms figurent dans les documents (dont trois anciens présidents panaméens), près de la moitié étaient les clients d'un cabinet d'avocats ayant son siège dans le pays.

Ces révélations surviennent cinq ans seulement après l'affaire des Panama Papers, qui a levé le voile sur les pratiques douteuses d'une autre firme panaméenne aujourd'hui disparue, Mossack Fonseca, alors l'un des principaux fournisseurs de services financiers offshore au monde.

Le petit pays a ainsi acquis la réputation de faciliter les magouilles financières des riches et puissants de ce monde. Dans ce contexte, on peut être tenté

de n'y voir qu'un haut lieu de la corruption et de la finance illégitime. Or le Panama représente un exemple remarquable de réussite politique et économique en Amérique latine. Au cours des trente dernières années, le pays a non seulement réussi à rester une démocratie stable, mais il a aussi enregistré la croissance économique la plus rapide de la région, et il se classe aujourd'hui parmi les pays les plus développés d'Amérique latine.

**Paradoxes.** Son succès confond les politologues, et ce à plusieurs égards. Quatre éléments sont particulièrement déconcertants.

Premièrement, le Panama est l'un des rares pays au monde où la démocratie a été instaurée à la suite d'une invasion militaire. L'opération Juste Cause, lancée par les États-Unis en décembre 1989, a fait des centaines de morts et a été largement dénoncée par la communauté internationale, mais elle a eu les résultats escomptés.

Le renversement du dictateur Manuel Noriega a permis à Guillermo Endara, gagnant du scrutin présidentiel de mai 1989 [que Noriega refusait de reconnaître], d'exercer ses fonctions. La démocratie prenait racine peu de temps après.

Depuis 1995, le Panama est considéré comme un pays "libre" par l'ONG américaine Freedom House [qui mesure la démocratie selon de nombreux critères]. Le pays a évité nombre des écueils qu'ont connus d'autres démocraties d'Amérique latine, comme les putschs, l'élection d'hommes forts et l'effondrement des systèmes à plusieurs partis.

Pourquoi le Panama connaît-il un tel succès? Contrairement à l'Irak et à l'Afghanistan, le Panama était un pays à revenu moyen qui ne présentait pas de clivages religieux ou linguistiques importants au moment de l'invasion américaine. En outre, le pays avait déjà une expérience de démocratie longue de plusieurs décennies quand est survenu le

coup d'État qui a mené au pouvoir Omar Torrijos, le prédécesseur de Noriega, en 1968 [il y est resté jusqu'à sa mort, en 1981]. Ainsi, l'invasion survenue en 1989 a permis de restaurer la démocratie, et non de l'instaurer.

Deuxièmement, le parti le plus populaire depuis la démocratisation n'est autre que le Parti révolutionnaire démocratique (PRD) de Noriega. Contrairement à ce qui s'est passé en Irak avec la "débaassification", les États-Unis ont permis au parti de l'ex-dictateur de poursuivre ses activités, et même de retourner au pouvoir lors des premières élections post-invasion.

**Bouc émissaire.** Le PRD a par la suite remporté deux autres courses à la présidence (notamment en 2019, avec l'élection du président actuel, Laurentino Cortizo) et obtenu la majorité des voix dans toutes les élections législatives sauf une. Ce qui est étonnant, c'est que le PRD ait réussi à prospérer.

Peu d'événements sont plus dommageables à la réputation d'un régime autoritaire qu'une défaite. Or même si la dictature a été renversée, le PRD n'a pas hésité à faire sien l'héritage de ce régime ou, plus exactement, une partie de cet héritage. Encore à ce jour, le parti se réclame des principes énoncés par son fondateur, Torrijos, toujours admiré par de nombreux Panaméens pour le rôle qu'il a joué dans la négociation de la cession du canal de Panama [les traités Torrijos-Carter de 1977].

En parallèle, le PRD a fait porter le blâme à Noriega. Cette stratégie, qui consiste à désigner un bouc émissaire pour garantir son propre succès, a permis au parti de tirer pleinement avantage de son héritage *torrijista*, tout en faisant porter à Noriega la responsabilité des erreurs commises.

Troisièmement, le Panama a réussi à accélérer son développement économique. Entre 1990 et 2019, l'économie du pays a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 5,9% – le plus élevé en Amérique latine. Aujourd'hui, le Panama affiche le PIB par habitant le plus élevé de la région en parité de pouvoir d'achat, et l'indice de développement humain y est "très élevé".

Le pays n'est pourtant pas un exemple de probité : des 53 pays classés en 2019 par la Banque mondiale dans la catégorie des "pays à revenu élevé" pour lesquels des données sont disponibles, il est de loin le plus corrompu, selon l'indice de perception de la corruption. S'il est largement admis que la corruption freine la croissance économique, comment se fait-il que le Panama soit si prospère?

Il se trouve que les formes sous lesquelles se présente la corruption sont multiples et que, sur le plan économique, certaines sont plus nuisibles que d'autres. Même si elles sont contraires à l'éthique, les pratiques d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent sur lesquelles l'enquête des Panama Papers a levé le voile ne relèvent pas nécessairement de la corruption au sens où on l'entend, à savoir l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel.

**Aujourd'hui, le Panama affiche le PIB par habitant le plus élevé d'Amérique latine.**

En outre, ces pratiques ne semblent pas avoir nui à l'économie panaméenne. Les paradis fiscaux sont, après tout, parmi les pays les plus riches de la planète. On peut ainsi s'attendre à ce que l'incidence négative sur l'économie du pays des révélations publiées en 2021 dans le cadre de l'enquête des Pandora Papers soit limitée.

Un quatrième élément permet d'expliquer la prospérité de ce petit pays latino-américain : la bonne gestion du canal de Panama après sa cession au pays par les États-Unis, finalisée en 1999. Alors que les exemples d'industries nationalisées ruinées par une mauvaise gestion ne manquent pas dans les pays en développement (il suffit de penser à l'industrie pétrolière au Venezuela), le canal de Panama offre un exemple exceptionnel de gestion efficace des ressources. Les recettes du canal qui sont versées au Trésor national ont quadruplé entre 2000 et 2008.

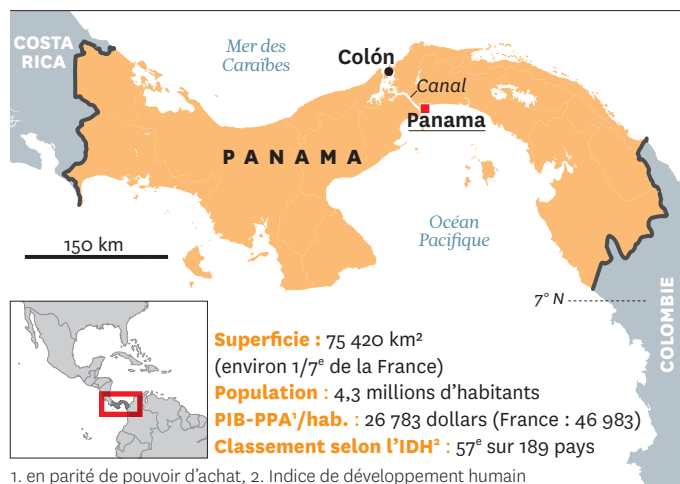
Les gouvernements successifs, dirigés par deux des principaux partis du pays (et bénéficiant

↳ Dessin de Martirena, Cuba.

d'un large soutien de la population), ont pris des mesures strictes pour garantir l'autonomie de l'Autorité du canal de Panama, et ainsi veiller à ce que la gestion efficace du canal ne soit pas compromise par l'ingérence politique. Ils ont même amendé la Constitution du pays.

L'Autorité, une entité publique, illustre le concept des "îlots d'intégrité", des institutions publiques qui font preuve d'une grande probité, même si elles fonctionnent dans un contexte de corruption généralisée. On peut ainsi présumer que si le pays affiche aujourd'hui un taux de croissance élevé en dépit des niveaux élevés de corruption qui règnent dans d'autres secteurs, c'est en partie parce qu'il a réussi à dissocier de la politique le moteur de l'économie panaméenne.

Quelles leçons tirer de l'expérience panaméenne? Il serait sans doute préférable d'oublier celle selon laquelle une invasion



peut instaurer une démocratie. Même dans ce petit pays où l'armée américaine était déjà présente, l'opération ne s'est pas faite sans effusion de sang. On peut supposer que les conséquences seraient encore plus tragiques dans un pays doté d'une armée plus redoutable. Des pays comme Cuba et le Venezuela peuvent cependant tirer un

enseignement intéressant de l'expérience du Panama, à savoir que les partis politiques nés de régimes autoritaires peuvent réussir dans les circonstances les plus défavorables.

**Promesses.** Les partis au pouvoir dans ces pays ne doivent pas craindre la démocratie. En adoptant la stratégie du bouc

émissaire utilisée par le PRD, ils pourraient faire face à la concurrence de partis rivaux, voire reprendre le pouvoir dans le cadre d'élections justes et libres. Le Parti socialiste uni du Venezuela, par exemple, pourrait faire campagne en s'appuyant sur la popularité du défunt Hugo Chávez et en utilisant comme bouc émissaire le dictateur Nicolás Maduro, qui fait déjà l'objet de nombreuses critiques.

On peut tirer une autre leçon simple mais importante de l'expérience du Panama. L'un des principaux défis que soulève la montée de l'autoritarisme dans le monde est de réussir à prouver que la démocratie peut tenir ses promesses. L'exemple du Panama montre qu'elle en est tout à fait capable : l'essor économique remarquable qu'a connu le pays coïncide avec sa période démocratique. C'est une histoire qui mérite d'être racontée.

—James Loxton  
 Publié le 28 janvier

L'auteur



JAMES LOXTON

Titulaire d'un doctorat de l'université Harvard et actuellement maître de conférences à l'université de Sydney, James Loxton travaille sur les régimes autoritaires et conservateurs, notamment en Amérique latine. Il est l'auteur de *Conservative Party-Building in Latin America : Authoritarian Inheritance and Counterrevolutionary Struggle* (Oxford University Press, 2021, non traduit). Il écrit régulièrement dans *Foreign Policy*, dans la revue *Journal of Democracy*, le *Sydney Morning Herald*, le *New York Times* et le *Washington Post*.

PHOTO JAMES LOXTON.NET



**MUSÉE DU QUAI BRANLY  
JACQUES CHIRAC**



**Exposition  
5 avril  
— 17 juillet  
2022**

du visible

# Sur la route des chefferies du Cameroun

à l'invisible





Masques capotiles, éléphants de la société secrète Kuo'si de la chefferie Balatchi © musée du quai Branly - Jacques Chirac, photo Léo Dalafontaine © jps design



# Israël.

## Pourquoi chercher Daech derrière les attaques?

L'État hébreu, qui vient de subir trois attaques meurtrières, aurait tort de se focaliser sur la fausse menace de l'EI, analyse ce journaliste israélien.

—Ha'Aretz (extraits)  
Tel-Aviv

**A** lors que semble s'amorcer une nouvelle vague terroriste en Israël [lire page suivante], la plupart des médias israéliens s'en sont pris à un Shabak [ou Shin Bet, les renseignements intérieurs] accusé de ne pas s'être penché sur le risque d'attaques de Daech dans les Territoires [Cisjordanie occupée] et en Israël, et d'avoir ainsi laissé le loisir aux terroristes de Hadera et de Beersheba de passer sous les radars.

Cette accusation se base sur le fait qu'en 2016 Ibrahim Agbarieh, l'un des terroristes ayant frappé à Hadera, avait déjà été arrêté pour avoir tenté de rejoindre Daech en Syrie, tandis que Mohammed Abou Al-Kiyane, auteur de l'attaque à Beersheba, avait été arrêté cette même année et condamné à quatre ans de prison pour avoir tenté de créer une cellule terroriste censée également rejoindre l'EI en Syrie.

Libre à ces médias de pointer du doigt le Shabak pour sa supposée incapacité à "tracer" ces

**Il n'existe aucun indice permettant d'affirmer que Daech a ouvert une branche en Israël.**

individus après leur libération. Sauf qu'aucun lien tangible n'a pu être établi entre les auteurs de ces trois attaques et Daech. Bien qu'une revendication ait été émise apparemment par Daech, son hebdomadaire, *Al-Naba*, s'est, lui, contenté de louer les terroristes, en soulignant qu'il s'agissait d'une guerre de religion menée dans l'amour de l'islam et de Dieu et non d'une "vulgaire" lutte nationale.

**Pression médiatique.** À la suite des attaques, le Shabak a arrêté des dizaines d'habitants [arabes] de Galilée soupçonnés de soutenir Daech ou de saluer les attentats. Mais, de l'aveu même d'une source du Shin Bet, il s'agit d'une "réaction pavlovienne" destinée à faire baisser la pression médiatique. Autrement dit, il n'existe pour l'instant aucun indice permettant d'affirmer que Daech a ouvert une branche en Israël ou dans les Territoires et décidé d'envoyer sur le terrain des "agents dormants". L'hypothèse de travail est qu'il s'agit d'initiatives individuelles et non d'une offensive de Daech visant à couper l'herbe sous le pied du Hamas, du Jihad islamique ou d'autres organisations terroristes éphémères en Palestine.

Daech est un terme qui suffit à susciter l'effroi. Durant ses années de domination sur de vastes territoires en Irak et en Syrie, cette organisation a veillé à démontrer à l'opinion internationale qu'elle ne reculait devant rien en matière de violence barbare, un message appuyé par des vidéos extrêmement professionnelles relayant des scènes insoutenables de décapitations, d'immolations en direct, d'exécutions de masse, de viols collectifs, et j'en passe.

Bien que Daech ait perdu la majorité des territoires qu'il avait conquis, certaines de ses branches restent actives. En Égypte, sa branche locale, Wilayat Sinaï, combat impitoyablement les forces de sécurité égyptiennes dans le nord et le centre du Sinaï. En Irak et en



↳ Dessin d'Ares, Cuba.

Syrie, la fréquence de ses attaques a chuté, mais elles continuent de coûter cher en vies humaines. Enfin, la direction de Daech ne détient plus qu'environ 25 à 30 millions de dollars, une somme dérisoire par rapport aux milliards dont elle disposait jadis.

**Loups solitaires.** Dans ces conditions, attribuer à Daech les attentats récents commis en Israël est aussi hasardeux que de les attribuer à des organisations comme le Hamas et le Jihad islamique. La différence fondamentale, c'est l'adresse postale des responsables. Alors que les organisations palestiniennes disposent d'une adresse claire, de dirigeants militaires et politiques, et, dans le cas du Hamas, de la responsabilité civile de l'administration de tout un territoire [la bande de Gaza], les loups solitaires n'ont, par définition, ni adresse, ni infrastructure, ni a fortiori de dirigeants connus.

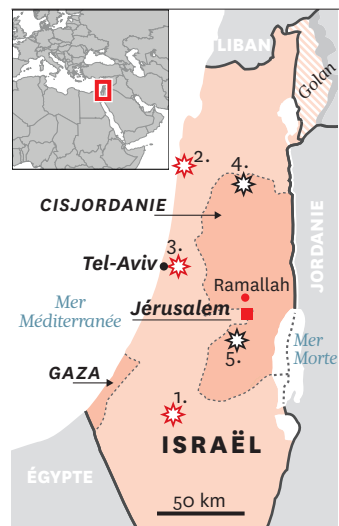
Ces différences rendent particulièrement difficile le combat contre les terroristes. Israël est en mesure d'exercer une pression civile et militaire directe sur le Hamas et le Jihad islamique pour maintenir son avantage en matière de dissuasion, même si cela ne réussit pas toujours, comme en témoigne la flambée de violence d'avril-mai 2021 en Israël, et le lancement par l'armée israélienne de l'opération Shomer Ha-Homot ["Gardien des murailles"] contre la bande de Gaza. En revanche,

face à des militants solitaires, ce canal mêlant pression et dissuasion est évidemment inexistant. Des informations précises ne peuvent tout simplement pas être obtenues dès lors que ces terroristes agissent seuls et ne sont membres d'aucune organisation.

L'importance d'identifier l'affiliation organisationnelle des terroristes est indéniable, mais il serait trop facile de mettre dans le même panier les militants de l'État islamique et ceux de mouvements religieux extrémistes, désignés sous le terme général de "salafistes". Cela risque de mener à la conclusion erronée selon laquelle les prendre pour cibles peut fournir une défense efficace contre le terrorisme de Daech. Les salafistes ne sont pas une entité monolithique.

**Ces attentats, isolés ou attribués à Daech, sont porteurs d'un paradoxe dangereux.**

Parfaitement conscient de ces subtilités, le Shabak ne se montre logiquement nullement pressé de se ruer sur les organisations ou associations religieuses islamiques sur le simple fait qu'elles défendent une orientation radicale. Les activités de ces organisations et associations sont placées sous surveillance silencieuse et permanente tant par le Shabak que par les organes de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP) en Cisjordanie, ces derniers agissant actuellement en partenariat discret avec le Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza, qui mène lui-même une



**Près de vingt morts en moins de deux semaines**

Entre le 22 mars et le 2 avril, onze personnes ont été tuées dans des attaques anti-israéliennes.

Huit Palestiniens ont également été tués, dont deux assaillants et six personnes soupçonnées par Israël d'être impliquées dans ces attaques.

**Localisation des attaques (☄) et des représailles israéliennes (☄☄)**  
(par ordre chronologique) :

1. Beersheva
2. Hadera
3. Bnei Brak
4. Jénine
5. Neve Daniel

lutte contre les salafistes et les supposés partisans de Daech dans le cadre de ses accords de coopération avec l'Égypte. La crainte du Hamas est que des actions violentes des groupes plus radicaux sapent non seulement son contrôle sur la bande de Gaza, mais aussi la fragile dissuasion mutuelle établie il y a un an avec Israël.

Dans le délicat jeu d'équilibre qu'est la dissuasion entre Gaza, Israël et la Cisjordanie, ces attentats isolés ou attribués à Daech sont porteurs d'un paradoxe dangereux. D'une part, ils risquent d'accréditer l'idée d'une résistance armée sans que le Hamas ou le Djihad islamique n'aient à en payer le moindre prix. D'autre part, si vraiment ces attentats ne sont pas le fruit d'une initiative d'une des deux organisations, cela signifie qu'elles ont perdu le contrôle du terrain.

Dans un autre scénario, une tentative d'attaque terroriste menée par le Djihad islamique

pourrait nuire aux relations déjà tendues entre ce dernier et le Hamas, sans parler de la coordination sécuritaire avec l'Égypte.

En effet, le Hamas a officiellement accepté l'exigence égyptienne d'une séparation opérationnelle entre ses activités à Gaza, d'un côté, et en Cisjordanie et à Jérusalem, d'un autre côté. En d'autres termes, le Hamas est censé ne pas affronter l'AP et donc s'abstenir de toute action en, ou à partir de, la Cisjordanie. En revanche, le Djihad islamique rejette ce distinguo et pourrait très bien entraîner le Hamas dans une compétition de violences anti-Israéliennes, même non revendiquées, au risque d'une collision frontale avec l'Égypte et, évidemment, avec l'armée israélienne. Si cela devait se produire, la "menace Daech" serait la dernière chose dont Israël aurait à se soucier.

—Zvi Barel  
Publié le 3 avril

## Chronique d'une soudaine "vague de terreur"

●●● Depuis le 22 mars, Israël et les territoires palestiniens sont le théâtre d'une série de tueries et d'affrontements venus briser des mois de relative accalmie et consacrer une montée hasardeuse de la tension, faisant craindre une nouvelle guerre. "Offensive terroriste au cœur des villes", titrait ainsi le 30 mars le quotidien israélien **Ha'Aretz**, au lendemain d'une troisième attaque en une semaine, survenue après celle à la voiture bélier et au couteau perpétrée le 22 mars à Beersheba (Sud) et celle du 27 mars à Hadera (centre) - revendiquée par le groupe djihadiste État islamique, une première en Israël. Au total, 11 personnes ont péri dans une "vague de terreur" inédite depuis 2016,

selon **Ha'Aretz**. Une série d'événements qui a poussé le Premier ministre israélien à exhorter les civils détenteurs d'une arme à feu à la porter dans les lieux publics. L'armée israélienne a, quant à elle, sillonné plusieurs zones de Cisjordanie dans une chasse aux "terroristes", tuant huit Palestiniens, dont six personnes soupçonnées d'implication dans les attaques, y compris trois combattants du Djihad islamique, deuxième plus grand groupe armé palestinien après le Hamas. L'organisation a promis de "venger ses morts" et de "poursuivre ses attaques contre Israël", selon **The Times of Israel**. Ces attaques surviennent dans un triple contexte

assez explosif, estiment certains médias. D'abord, le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'opération Rempart (la réoccupation des zones autonomes de l'Autorité palestinienne par l'armée israélienne). Puis le sommet "historique" du Néguev en Israël, qui a "snobé la question palestinienne" et était axé sur le renforcement du front anti-Iran au Moyen-Orient et les accords d'Abraham de normalisation des relations entre l'État hébreu et quatre nouveaux pays arabes. Et enfin le début du ramadan, marqué l'an dernier par des tensions sécuritaires suivies d'une guerre de onze jours entre le Hamas et Israël ayant fait plusieurs centaines de morts et blessés.—



Direction musicale  
Franck Ollu

Mise en scène  
Richard Brunel

Orchestre et Chœurs  
de l'Opéra de Lyon

# Shirine

Création mondiale

Thierry Escaïch  
Livret de Atiq Rahimi

Opéra  
2 → 12  
mai  
2022

opéra de Lyon

Avec le soutien  
du Fond  
de Création  
Lyrique



Photographie:  
© Diana Markosian  
Design: ABM Studio



L'Opéra national de Lyon est conventionné par le ministère  
de la Culture, la Ville de Lyon, la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
et la Métropole de Lyon



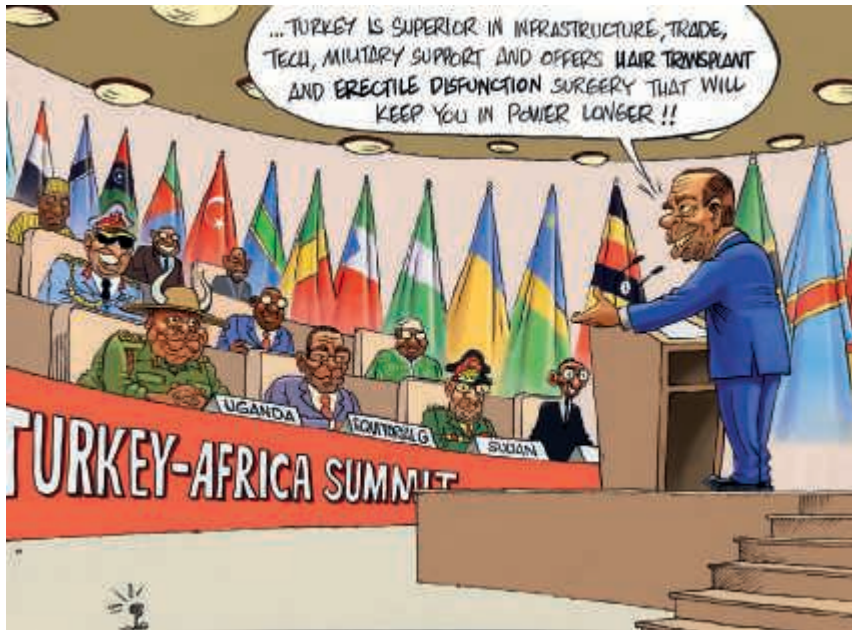
10 €  
→ 85 €

opera-lyon.com  
04 69 85 54 54

## TURQUIE

# À la conquête de l'Afrique

Ankara tisse des liens de plus en plus étroits avec l'Afrique, grâce à un réseau élaboré de relations diplomatiques, économiques et politiques.



## —The Continent Johannesburg

Le 22 février, Macky Sall, le président du Sénégal, a inauguré le nouveau stade national de Dakar, en compagnie de son ami proche, le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Des milliers de supporters étaient présents, agitant des drapeaux sénégalais vert jaune rouge. Cet événement a eu lieu quelques semaines seulement après la victoire du Sénégal à la Coupe d'Afrique des nations. Construit par une société turque pour un coût de 270 millions de dollars, ce stade de 50 000 places va accueillir des compétitions internationales, notamment les Jeux olympiques d'été de 2026.

Cette grande inauguration était l'un des temps forts de la visite d'Erdogan, qui comprenait l'invitation à un forum commercial et l'ouverture d'une nouvelle ambassade de Turquie à Dakar. C'était la cinquième visite d'Erdogan au Sénégal ces cinq dernières années.

Avant le Sénégal, Erdogan s'était rendu en République démocratique du Congo. Sa rencontre à Kinshasa avec le président Félix Tshisekedi était la troisième entre les deux dirigeants ces six derniers mois. Ils ont signé sept accords, notamment un traité de coopération en matière de défense, ainsi qu'un contrat par lequel la Turquie s'engageait à construire le nouveau centre financier de Kinshasa.

Saluant ces accords "gagnant-gagnant" et la visite "historique" d'Erdogan lors d'une conférence de presse, Félix Tshisekedi a annoncé qu'il avait demandé à Ankara d'aider Kinshasa dans sa lutte contre les milices de l'est du Congo – le président congolais ayant eu vent, incontestablement, de l'efficacité des drones Bayraktar TB2 dans la guerre civile en Éthiopie, où ces avions auraient permis aux forces gouvernementales de prendre l'avantage.

## Le volume des échanges commerciaux est passé de 5,4 milliards de dollars en 2003 à 35 milliards en 2021.

La place privilégiée qu'Erdogan accorde aux relations avec l'Afrique dans le cadre du modèle turc n'est pas nouvelle. À ses yeux, la Turquie est un État afro-eurasien, et il a visité 30 pays africains depuis son accession au pouvoir – plus que n'importe quel autre dirigeant non africain. Erdogan a d'ailleurs déclaré, au cours d'une conférence de presse conjointe avec Macky Sall, son homologue sénégalais : "Nous allons continuer à renforcer nos relations avec les pays africains, dans un esprit de sincérité et de solidarité." Les Turcs sont loin d'être des nouveaux

venus en Afrique. Historiquement, l'Empire ottoman avait tissé des liens étroits avec les émirs et les empires de tout le continent, sur le territoire de l'actuelle Éthiopie, au Nigeria, au Maroc et au Niger. Aujourd'hui, la Turquie est de retour – avec un nouveau nom [anglais], des drones et de gigantesques infrastructures.

Par ailleurs, depuis vingt ans, la Turquie se présente aux pays africains comme un partenaire non occidental doté d'une armée puissante et animé de meilleures intentions que les puissances occidentales traditionnelles ou de nouveaux venus comme la Chine, la Russie, le Brésil et l'Inde. Ankara a déclaré 2005 "l'année de l'Afrique", et s'est vu attribuer le statut d'observateur au sein de l'Union africaine (UA) la même année. Et en 2008, l'UA a fait de la Turquie un partenaire stratégique.

**Présence militaire.** Depuis lors, ce partenariat s'est développé de manière exponentielle. La Turquie compte 43 ambassades sur le continent, contre seulement 12 en 2009. La compagnie aérienne nationale turque [Turkish Airlines] dessert 60 destinations dans toute l'Afrique. Et l'Agence turque de coopération et de développement, Tika, possède 30 centres de coordination sur le continent. Économiquement, le volume des échanges commerciaux avec les pays d'Afrique a explosé, passant de 5,4 milliards de dollars en 2003 à 35 milliards en 2021. Les investissements turcs ont dépassé la barre des 6 milliards de dollars : selon le gouvernement, des entreprises turques ont entamé environ 1 700 projets [d'infrastructure] en Afrique, d'une valeur de 78 milliards. Ce commerce grandissant avec le continent africain est d'autant plus important que, sur le plan intérieur, Ankara traverse une crise économique, avec un taux d'inflation qui atteint 36 % d'une année sur l'autre.

Le "business model" turc est réputé pour son efficacité et son côté pratique. Et les produits turcs sont appréciés des consommateurs africains, car ils sont moins chers que les produits européens, mais de meilleure qualité que leurs équivalents chinois. C'est ce qu'affirme Alioune Aboutalib Lo, un chercheur sénégalais de l'université Medeniyet d'Istanbul ["université de la Civilisation"]. "La Turquie et en particulier les entreprises turques ont acquis une bonne réputation ces dernières années en Afrique, assure-t-il. Cela accroît la confiance que les différents pays ont dans leurs relations avec ce pays."

Toutefois, cette influence grandissante de la Turquie s'accompagne d'une présence militaire accrue. À mesure que ses liens se sont resserrés avec les différents pays, la sécurité est devenue un élément essentiel de l'engagement d'Ankara sur le continent africain. En 2017, la Turquie a ouvert sa plus grande base militaire

étrangère en Somalie, et a formé des milliers de membres des forces de sécurité somaliennes dans leur combat contre [le mouvement islamiste] Al-Chabab. En 2020, le soutien militaire apporté par Ankara au gouvernement libyen lui avait permis de repousser les forces du chef de guerre Khalifa Haftar. "De nombreux gouvernements africains qui luttent contre des insurrections ou cherchent simplement à améliorer leurs capacités militaires ont fait appel au secteur de la défense turc, explique Serhat Orakci, analyste politique établi à Istanbul. L'une des raisons étant que le matériel militaire turc est meilleur marché que celui des Occidentaux, tout en étant soumis à moins de conditions." On sait que la Turquie a vendu ses redoutables drones Bayraktar TB2 au Maroc, à la Tunisie et à l'Éthiopie. L'Angola et le Nigeria envisagent aussi de s'en doter. "Partout où je vais en Afrique, on me pose des questions sur les drones", s'est vanté Erdogan après sa visite dans trois pays africains, à la fin du mois d'octobre.

Les chiffres officiels ne permettent pas de connaître le détail des ventes de matériel militaire à tel ou tel pays : seul apparaît le total des ventes pour chaque mois. Ainsi, selon l'Assemblée des exportateurs turcs, les exportations militaires turques vers l'Éthiopie sont passées de 235 000 dollars, entre janvier et novembre 2020, à 94,6 millions de dollars pour la même période de 2021. Les ventes à l'Angola, au Tchad et au Maroc ont connu des bonds comparables.

Malgré ces chiffres impressionnants, il faut tenir compte du contexte. Pour ce qui est de son influence et de son importance sur le continent africain, la Turquie reste encore loin derrière les États-Unis, la Chine et les puissances européennes. Mais en définitive, cela pourrait jouer en sa faveur. En Afrique de l'Ouest, par exemple, où les relations avec l'ancienne puissance coloniale française sont de plus en plus difficiles, le discours anti-colonial et anti-occidental de la Turquie est particulièrement bien accueilli – au même titre que ses drones et ses contrats d'infrastructures.

—Mucahid Durmaz  
Publié le 26 mars

☞ Sommet Turquie-Afrique.  
Sur les chevaux porte-noms : Ouganda, Guinée équatoriale, Soudan. Recep Tayyip Erdogan : "La Turquie n'a pas son égal pour l'infrastructure, le commerce, les hautes technologies, le soutien militaire, et grâce à ses implants capillaires et à sa chirurgie contre les troubles de l'érection, vous resterez plus longtemps au pouvoir !"  
Dessin de Gado paru dans The Continent, Johannesburg.



**afrique**

# Afrique du Sud.

## La Banque mondiale au chevet des rhinocéros

Un "rhino bond", une obligation émise dans un but de protection de la vie sauvage, telle est l'expérience originale menée par la Banque mondiale dans ce pays africain.

—Daily Maverick  
Johannesburg

La Banque mondiale a décidé d'émettre des obligations d'un nouveau genre, les "rhino bonds" [des "obligations rhinocéros"], pour un montant de 150 millions de dollars [134 millions d'euros], afin d'aider l'Afrique du Sud à protéger une espèce de rhinocéros menacée.

Le jour même où l'Afrique du Sud tenait sa quatrième Conférence des investisseurs à Sandton, un nouvel instrument était proposé aux épargnants, une obligation consacrée à la protection de la vie sauvage (Wildlife Conservation Bond, WCB), ou "rhino bond", dont le rendement sera conditionné à l'augmentation du nombre de rhinocéros noirs dans le pays. Le prix en a été fixé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Bird), un organe de la Banque mondiale.

"Le WCB est un instrument financier d'un genre totalement nouveau, axé sur les résultats, qui oriente l'épargne vers la protection des espèces

— dont le succès, en l'occurrence, sera mesuré par l'augmentation de la population de rhinocéros noirs", a fait savoir la Banque mondiale.

Sur les bénéfices réalisés, 152 millions de rands [9,4 millions d'euros] seront affectés à la protection et à la restauration des populations de rhinocéros noirs dans le Parc national des éléphants d'Addo et la réserve naturelle de Great Fish River, dans un contexte de déclin généralisé de l'espèce en raison de la multiplication des actes de braconnage pour répondre à la

demande asiatique de cornes de rhinocéros. Le restant des bénéfices servira à financer un éventail de projets écologiques et sociaux dans les pays membres de la Banque mondiale.

"En choisissant le WCB, les épargnants contribuent au financement d'activités visant à protéger une espèce en voie de disparition au moyen d'objectifs de protection clairement définis qui permettent d'avoir une action directe en faveur de la biodiversité, tout en développant l'activité économique locale à travers la création d'emplois dans la protection de l'environnement, dans une région rurale et défavorisée d'Afrique du Sud", poursuit la Banque mondiale.

Contrairement à une obligation traditionnelle, celle-ci ne s'accompagne d'aucun coupon [versement périodique d'un intérêt]. "Au lieu de quoi, l'émetteur affectera [cet argent] à la sauvegarde de la biodiversité en finançant des actions de protection des rhinocéros dans les deux parcs. Si l'opération est couronnée de succès - le redressement des populations de rhinocéros sera mesuré de manière indépendante par l'organisation Conservation Alpha et vérifié par la Société zoologique de Londres -, les épargnants seront

**Le rendement sera lié à l'augmentation du nombre de rhinocéros noirs dans le pays.**

rémunérés par la Bird à échéance, sur les fonds issus d'une subvention délivrée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et conditionnée aux résultats, en sus du remboursement du principal", complète la Banque mondiale.

La rémunération est plafonnée à 13,76 millions de dollars [12,3 millions d'euros]. C'est le montant maximal reversé aux épargnants au bout de cinq ans, en plus du principal, à la condition que l'objectif de redressement des populations ait été atteint. Cela correspond à un rendement d'environ 9 % sur cinq ans - c'est moins de 2 % par an, mais il faut y ajouter un bénéfice supplémentaire lié au fait que l'obligation est "en dessous du pair", ce qui veut dire qu'elle est vendue en deçà de sa valeur nominale, à 94,84 %.

**Épargne privée.** L'intérêt pour les épargnants est de contribuer à la protection [des espèces] en touchant malgré tout une contrepartie, ce qui ne laisse pas indifférent à une époque où l'on n'a d'yeux que pour les critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance). Le Crédit suisse est l'unique structeur de l'opération et partage le mandat de chef de file avec Citibank. Leur cible : les investisseurs institutionnels.

Il reste environ 5500 rhinocéros noirs en Afrique - ils étaient plusieurs dizaines de milliers voilà encore quelques décennies. Cet animal brouteur est à la fois plus trapu et plus caractériel que son grand cousin, le rhinocéros blanc.

Une des innovations bienvenues de cette obligation est de faire appel à l'épargne privée. La question de la sauvegarde des grands animaux dangereux d'Afrique émeut souvent les classes moyennes des pays riches et développés - des gens qui sont loin du terrain. Économie la plus inégalitaire du monde, l'Afrique du Sud accuse un taux de chômage qui, au global, frise les 50 %. L'exécutif est à court de liquidités et doit trouver un juste milieu entre le financement de la protection de la faune

**Si les Occidentaux veulent préserver la faune sauvage africaine, ils mettront la main à la poche.**

sauvage et la satisfaction des exigences sociales immédiates. Si les citoyens des pays occidentaux veulent préserver la faune sauvage africaine, ils doivent donc mettre la main à la poche.

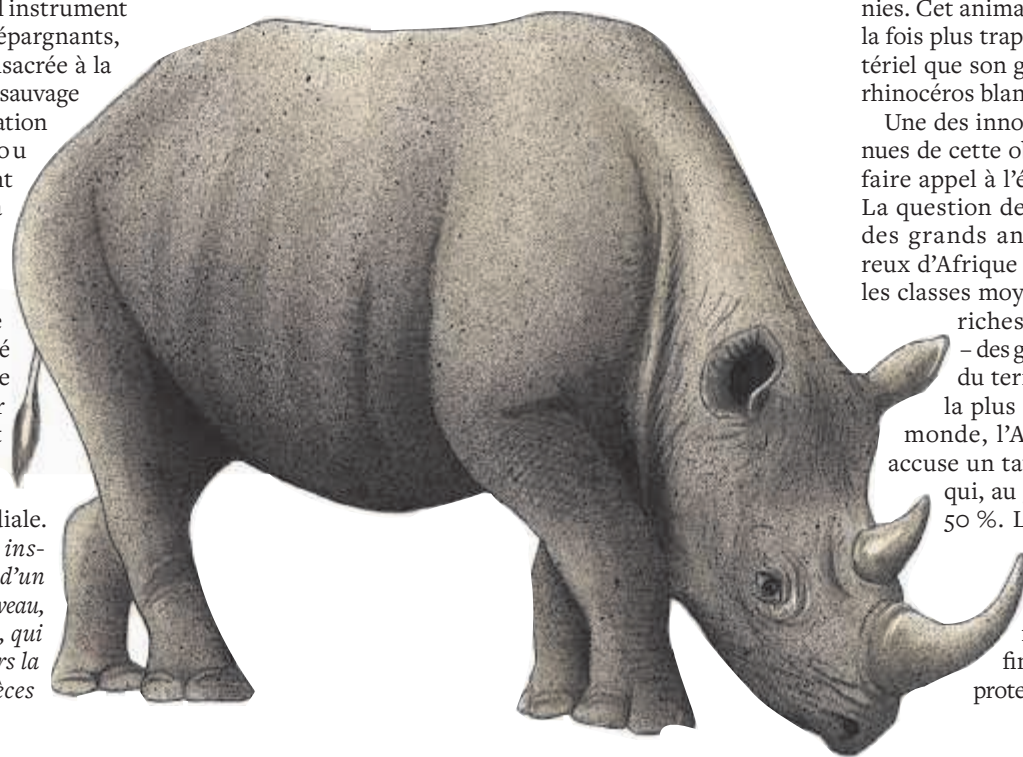
Difficile de dire quelles seront les retombées de ce projet et si les rhinocéros et les épargnants y trouveront leur compte. Le fait qu'une des réserves soit dirigée par le gouvernement de la province du Cap-Oriental, en pleine déconfiture, a de quoi inquiéter. Mais la Banque mondiale assure que les parcs "ont été sélectionnés pour cette opération pilote sur la base de leurs capacités - en matière de protection de l'environnement, de gestion et de financement - à obtenir des résultats dans la sauvegarde des rhinocéros". Au royaume de la gouvernance douteuse, il subsiste quelques îlots d'excellence.

Si les initiatives comme les "rhino bonds" sont les bienvenues, le gouvernement d'Afrique du Sud mène parallèlement des politiques qui, selon les propriétaires privés de rhinocéros, torpilleront les tentatives de redresser les effectifs de l'espèce. Un groupe d'experts du gouvernement préconise ainsi de mettre progressivement fin aux programmes intensifs de reproduction de rhinocéros en captivité en Afrique du Sud, alors que le privé protège plus efficacement l'espèce, au moins quantitativement parlant. La plupart des quelque 12500 rhinocéros blancs d'Afrique du Sud appartiennent en effet à des privés.

D'aucuns argueront que la légalisation du commerce mondial de cornes de rhinocéros rapporterait beaucoup plus d'argent à allouer à la sauvegarde de l'espèce, mais la question est à tout le moins épineuse.

En attendant, selon les résultats obtenus, ce type d'obligations pourrait être étendu - qui sait, peut-être aux éléphants, aux lions et aux tigres? Si les rendements laissent à désirer, les retombées pourraient être positives pour la protection des espèces.

—Ed Stoddard  
Publié le 24 mars





europe

## Espagne.

# Mon enfant, je te déshérite!

En Espagne, près de 600 000 parents envisageraient de priver certains de leurs enfants de leur héritage. Le nombre de cas a augmenté depuis 2014, après une décision de justice qui a fait jurisprudence.

—El Mundo (extraits) Madrid

**V**n'a pas loin de 80 ans. Divorcé depuis dix ans, il a fait le plus clair de sa carrière comme professeur d'université à Madrid. Quand il était jeune, il voulait offrir la meilleure éducation possible à ses deux enfants. Il a envoyé son aîné passer cinq ans en Angleterre pour se spécialiser en économie. Il raconte lui avoir fourni une carte Visa afin de couvrir tous ses frais durant son séjour. "Je voulais qu'il ne manque de rien, et qu'il se concentre exclusivement sur ses études. Mais depuis sept ou huit ans, je n'ai plus aucune nouvelle de lui. Il ne me parle plus et il m'a bloqué sur son téléphone. La dernière fois que nous nous sommes vus, pour la vente d'une propriété que je possédais avec mon ex-femme, il m'a insulté. Je l'ai très mal vécu. C'est pour cela que, l'an dernier, je suis allé voir un notaire et je l'ai déshérité. Il ne mérite pas que je lui laisse quoi que ce soit."

L'homme possède un patrimoine de près de 500 000 euros. À sa mort, il ira intégralement à son autre fils, avec lequel il se flatte d'entretenir une relation extraordinaire. Le cas de ce vieil homme n'a plus rien d'exceptionnel en Espagne, où, il y a quelques années encore, il était extrêmement difficile de déshériter un enfant, sauf au cas où celui-ci aurait refusé une assistance alimentaire à son père, attenté à sa vie ou commis toute autre grave indignité.

L'Espagne autorise depuis huit ans les parents à prendre de telles décisions sur la transmission de leur patrimoine à leurs descendants, malgré la complexité juridique de la procédure. En juin 2014, une décision du Tribunal suprême a fait jurisprudence en la matière. À la suite d'une demande en révision [d'une précédente décision de justice] faite par deux enfants d'un homme de Ronda (province de Málaga) qui avaient

vu leur héritage leur filer sous le nez, les juges ont donné raison à l'unique légataire, leur tante, sœur du défunt. Le Tribunal suprême a établi que la maltraitance psychologique que les enfants avaient infligée à leur père constituait un motif valable d'exhérédation.

**Hausse de 18%.** Pour la seule année 2014, selon l'observatoire juridique du cabinet d'avocats Legálitas, le nombre de parents qui ont envisagé de priver leurs descendants de leur part d'héritage a augmenté de 18 % par rapport à l'année précédente (avec 1333 consultations juridiques, contre 1130 en 2013). À l'heure actuelle, les avocats-conseils estiment que pas moins de 600 000 Espagnols souhaiteraient déshériter un ou plusieurs de leurs enfants.

Ces chiffres n'étonnent pas Inmaculada Marín, secrétaire de l'Association espagnole des avocats de famille (AEFA) : "Ils ont accusé une hausse exponentielle à la suite de ce premier arrêt du Tribunal suprême. La pandémie a également eu une incidence notable. Beaucoup de gens se sont retrouvés en situation d'abandon." Il n'existe toutefois aucun registre officiel de ceux qui ont exprimé leur volonté

d'exhérédation par testament, la teneur de ce document étant confidentielle. L'ordre espagnol des notaires signale toutefois avoir enregistré 4,2 millions de testaments individuels entre janvier 2015 et décembre 2021.

Parmi les notaires que nous avons contactés, certains confient que 5 % à 6 % des dossiers qu'ils ont à traiter font état d'une volonté d'exclure des héritiers d'une succession. Si l'on extrapole cette tendance à l'ensemble des offices notariaux du pays, entre 214 000 et 257 400 testaments prévoyant des dispositions d'exhérédation auraient été rédigés au cours de cette période. Depuis 2014, certains cabinets d'avocats spécialisés du pays estiment avoir reçu cinq fois plus de clients venus demander conseil sur cette question.

Derniers maillons de la chaîne successorale, les notaires ont également noté une hausse des demandes en ce sens dans leurs offices. "Cela ne fait aucun doute, confirme Rafael Díaz-Vieito, qui exerce à Cordoue. On ne peut pas vraiment parler de boom, mais nous recevons beaucoup plus de gens qu'auparavant souhaitant déshériter leurs héritiers présomptifs."



À Fuenlabrada (dans la région de Madrid), une association culturelle pour personnes âgées (l'Acumafu) propose des conseils juridiques à tous ceux qui envisagent cette démarche. "Notre devise est simple : 'S'il ne s'occupe pas de vous, il n'hérite pas', explique son président, Marcelo Cornellá. Nous tentons de mener une médiation entre parents et enfants afin de renouer le lien. Si ce n'est pas possible et que les conditions de l'exhérédation sont réunies, nous transmettons le dossier à nos avocats." L'association a enregistré des pics de 200 à 300 consultations par semaine.

Il y a deux ans, Vicente a été déshérité par son père, un ancien militaire qui vivait à Ségovie. C'est en ouvrant le testament qu'il l'a appris. Ce célibataire de 54 ans, au chômage, explique qu'il entretenait une relation conflictuelle avec son père, qui l'a privé de quelque 120 000 euros d'héritage. "C'est sur moi que tombaient tous ses reproches, et non sur mes deux frères, qui vivaient leur vie avec leur famille. J'étais féroce avec lui : je lui disais qu'il méritait de rester tout seul, qu'on verrait bien comment il se débrouillerait. Il avait eu la belle vie, et après sa retraite, il touchait ses rentes et sa pension. Et moi, je vivais à ses crochets. Je n'ai jamais pensé un instant qu'il me déshériterait. Quand je m'en suis rendu compte,

**"La pandémie a eu un effet notable. Beaucoup de gens se sont retrouvés en situation d'abandon."**

Inmaculada Marín, SECRÉTAIRE DE L'ASSOCIATION DES AVOCATS DE FAMILLE

✎ Dessin de Kazanevsky,  
Ukraine.

*ç'a été un des coups les plus durs de ma vie. Il m'a fallu des mois pour admettre que je ne l'avais pas bien traité."*

Le 30 mars 2011, le tribunal provincial de Málaga a confirmé l'exhérédation de José Antonio et Remedios, deux enfants d'un habitant de Ronda, Florencio, qui résidaient en Allemagne. Leur père, qui avait émigré en Europe centrale pour chercher du travail, avait divorcé de leur mère, et les enfants avaient coupé les ponts avec lui. Quand il a pris sa retraite – il était employé du laboratoire pharmaceutique Bayer –, Florencio est rentré dans son village. Il n'y a vécu que les sept dernières années de sa vie, mais c'est sa sœur, également prénommée Remedios, et sa famille qui se sont toujours occupées de lui.

Un jour, Florencio a dit à sa sœur Remedios : *"Tous mes biens te reviennent."* C'était en 2001. Il était allé voir le notaire peu de temps auparavant. Il a déclaré par écrit qu'il déshéritait ses enfants, qui ne s'étaient pas occupés de lui, l'avaient injurié à l'époque où ils vivaient ensemble et ne l'avaient jamais appelé depuis son retour au village. Il est décédé à Ronda le 22 juillet 2003.

**Préjudice moral.** *"Il a été totalement marginalisé"*, précise le jugement du tribunal, consulté par notre rédaction. Les deux enfants lésés ont décidé de faire appel auprès du Tribunal suprême, demandant que *"soit déclarée nulle et non avenue la disposition testamentaire"* qui, à leur sens, les avait *"injustement déshérités"*. Le 3 juin 2014, les neveux de Remedios ont essuyé un nouveau revers. La sentence du tribunal, définitive cette fois-ci, est tombée : leur recours était rejeté.

*"La maltraitance psychologique, en tant qu'action déterminant une atteinte ou un préjudice à la santé mentale de la victime, doit être considérée comme relevant de la disposition relative aux mauvais traitements physiques"*, souligne le jugement du tribunal, en référence à l'un des articles du Code civil réglementant les causes d'exhérédation. *"Les enfants se sont rendus coupables de mauvais traitements psychiques réitérés à l'encontre de leur père, poursuit le document. Cet état de fait est clairement apparu tout au long des sept dernières années de sa vie"*, lorsque, *"déjà malade, il est resté sous la protection de sa sœur, sans que ses enfants s'intéressent à lui ou aient le moindre contact avec lui, situation qui a changé après son décès, à la seule fin de faire valoir leurs droits d'héritiers"*.

L'année suivante, en mars 2015, le Tribunal suprême rendait un autre jugement, quasi identique. Depuis, les cas d'enfants déshérités ne cessent de se multiplier. Cette même année, le Pays basque espagnol a adopté une loi assurant une totale liberté de choix au testateur, comme c'était déjà le cas en Navarre. Aujourd'hui,

dans la communauté basque, un testament sur dix comporte une clause visant à déshériter un ou plusieurs enfants.

Trois avocats, qui préfèrent garder l'anonymat par respect pour leurs clients, confirment que cette nouvelle réglementation successorale a poussé certaines personnes à se faire domicilier dans la

### "Nous devons assurer aux citoyens une liberté pratiquement absolue pour répartir leurs biens."

Rafael Díaz-Vieito,  
NOTAIRE À CORDOUE

région dans l'unique but de rayer un ou plusieurs de leurs descendants de leur testament. Pour ce faire, elles devront prouver qu'elles résident sur le territoire basque depuis au moins dix ans.

Depuis 2019, le Parlement catalan étudie lui aussi un projet de loi pour calquer sa législation autonome sur celle du Pays basque. Actuellement, en Catalogne et en Galice, les enfants ne peuvent prétendre qu'à un quart de la valeur successorale.

Début février, Eugenia, octogénaire, était reçue par un bureau d'un cabinet juridique de Jaén et expliquait à un avocat : *"Je veux déshériter trois de mes cinq enfants. Je souhaite léguer tout ce que je possède aux deux autres, les seuls qui ont pitié de moi. Ces trois-là, je suis bien obligée de dire que c'est mes enfants puisque je suis leur mère, mais ils ne le méritent pas. Ils ne viennent plus me voir depuis des années, ils ne m'appellent pas, ils ne m'amènent pas les petits-enfants. Rendez-vous compte, sur les six, je n'en connais que trois. Le fait qu'ils vivent à l'étranger n'est qu'un prétexte. Et quand je les appelle, ils n'ont que mépris pour moi. Dites-moi, c'est possible de les déshériter?"* "Tout à fait, madame", lui a répondu l'avocat, habitué à traiter les successions.

Eugenia vit dans un village des environs de Jaén, en Andalousie. Elle est veuve depuis vingt ans. Elle vient d'une famille aisée possédant des entreprises dans plusieurs secteurs : l'huile, le bâtiment, la restauration. En plus de ses 250 000 euros en banque, elle est propriétaire de plusieurs oliveraies dans la province, loue trois maisons à Jaén et à Bailén, et a une résidence secondaire à Marbella, où elle passe quelques mois par an. Elle veut *"tout"* laisser à un fils et une fille. *"Je ne vis pas avec eux, mais ils s'occupent de moi, précise-t-elle. Ils ont leur vie, mais ils se soucient de leur mère."* Dans quelques jours, elle ira chez un notaire de confiance de Jaén pour voir ce qu'il lui conseillera.

*"Je ne veux surtout pas qu'ils aient des problèmes si les trois autres trouvent moyen de contester le testament. Je veux*

*bien ficeler tout ça pour ne laisser aucune marge de manœuvre."*

Pour éviter le type de situation que redoute Eugenia, des notaires comme Rafael Díaz-Vieito, de Cordoue, plaident pour *"une réforme en profondeur du droit successorale"* en Espagne. *"C'est une réforme inévitable. On peut difficilement défendre un système d'héritiers réservataires comme celui que prévoit le Code civil de 1889, qui oblige un testateur à laisser les deux tiers de son patrimoine à ses enfants, ajoute le juriste. Nous devons faire évoluer la législation pour assurer aux citoyens une liberté pratiquement absolue lorsqu'ils choisissent de répartir leurs biens ou, à défaut, diminuer sensiblement le montant de la réserve héréditaire en la transformant en simple créance."*

De son bureau de Málaga, Inmaculada Marín, l'avocate de l'AEFA, explique que l'association qu'elle représente *"réunit de multiples sensibilités et opinions, aussi valables les unes que les autres"*. À titre personnel, dit-elle, elle est favorable à une réforme du Code civil car elle considère que *"les familles espagnoles ont changé"* et que *"le concept de part réservataire n'a pas beaucoup de sens."* "Je défends le

principe d'autonomie de la volonté. Et même la liberté de se tromper au moment d'écartier un héritier de sa succession." Elle conclut : *"Ce que nous rappelons généralement à nos clients, c'est que si leurs enfants ont eux-mêmes des descendants, l'héritage n'ira pas à leurs petits-enfants. Parfois, cet argument est assez dissuasif."*

—Andros Lozano  
Publié le 5 mars

#### SOURCE



#### EL MUNDO

Madrid, Espagne

Quotidien, 266290 ex.

elmundo.es

Fondé en 1989, "Le Monde"

a toujours revendiqué

le modèle du journalisme

d'investigation à l'américaine,

bien qu'il ait parfois tendance

à privilégier le sensationnalisme,

au détriment du sérieux

des informations.

Sa ligne éditoriale penche

du côté conservateur.



## HONGRIE

# Nouvelle victoire par K.-O. pour Viktor Orbán

Lors des élections du 3 avril, le dirigeant populiste a écrasé l'opposition unie menée par le proeuropéen Péter Márki-Zay. Les médias pro-Orbán jubilent, les titres critiques déchantent.



✓ Viktor Orbán et Péter Márki-Zay. Dessin de Tom paru dans **Trouw**, Amsterdam.

Les sondages annonçaient une course serrée à l'avantage de Viktor Orbán. Mais les élections législatives du dimanche 3 avril ont débouché sur une victoire écrasante du Premier ministre sortant et du parti Fidesz, qui contrôle la Hongrie depuis 2010. Le dirigeant national devance de plus de dix-huit points l'alliance d'opposition menée par le conservateur proeuropéen Péter Márki-Zay. Il conserve ainsi, et améliore même de deux sièges, sa majorité des deux tiers au Parlement, qui lui permettait déjà de gouverner sans entraves.

Au lendemain de ce triomphe, l'hebdomadaire libéral **HVG** évoque un "quatrième K.-O." infligé aux adversaires du leader magyar, totalement impuissants malgré leur union sacrée hétéroclite, de



la gauche socialiste à l'ancien parti d'extrême droite Jobbik, aujourd'hui recentré. "Orbán et son peuple se sont trouvés une fois de plus. L'opposition, de son côté, ne sait absolument pas où elle a perdu le sien", pointe un

éditorial, parlant d'un "échec cuisant". Même amertume dans les colonnes du quotidien social-démocrate **Népszava**. "Nous pensions que la Hongrie se tournerait

vers la normalité. Mais cela n'intéresse pas notre peuple que le pouvoir lui mente, qu'il vole le pays juste sous ses yeux. Cela ne l'intéresse guère plus de vivre en liberté ou non." La Hongrie "reste le seul pays pro-Poutine de l'Union européenne", déplore le journal de gauche, estimant qu'"Orbán est en train de devenir un paria en Europe, et nous avec".

Avec 67,8 % de participation, la mobilisation s'avère légèrement inférieure aux 70,22 % de l'élection précédente de 2018. Plus de 200 observateurs de l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE) encadraient le scrutin aux côtés de milliers de volontaires mobilisés dans les bureaux de vote.

Outre le succès du Fidesz, qui a conquis 135 députés sur 199, le parti nationaliste radical Notre Patrie a effectué une percée qui lui permet d'entrer au Parlement, où il disposera de sept sièges.

Viktor Orbán s'est adjugé un quatrième mandat de suite en se présentant comme

garant de la "paix" et de la "sécurité" de la Hongrie, tandis que la guerre dévaste l'Ukraine voisine, pointe la presse progouvernementale. "Les Hongrois ne pouvaient et ne peuvent attendre cette paix et cette sécurité que de la part du gouvernement et du camp national aux affaires. Le dénouement de l'élection ne pouvait être différent", considère le quotidien **Magyar Nemzet**.

Repris par **Magyar Hírlap**, le think-tank conservateur Alapjogokért Központ applaudit une "prouesse d'histoire politique" établie par le Fidesz et ses alliés chrétiens-démocrates du KDNP. "Dans la chronologie des élections démocratiques hongroises, jamais une même coalition n'avait obtenu quatre fois de suite la confiance des citoyens, avec deux tiers des députés à l'Assemblée nationale", commente le groupe de réflexion pro-Orbán.

Un référendum aux accents anti-LGBTQI sur la "protection de l'enfance" accompagnait le scrutin législatif du dimanche 3 avril. La consultation sollicitait l'opinion des Hongrois au sujet de "l'enseignement de l'orientation sexuelle aux mineurs sans consentement parental", la "promotion des traitements de changement de sexe pour les mineurs", la "présentation sans restriction aux mineurs de contenus médiatiques à caractère sexuel qui pourraient affecter leur développement" et la "présentation aux mineurs de contenus médiatiques portant sur le changement de sexe". Malgré plus de 92 % de non aux quatre questions, l'initiative "n'a pas atteint le seuil de validité nécessaire", fixé à 50 % des votes exprimés, indique le portail d'information **Index**.

— **Courrier international**

**DONNEZ DU SENS À VOS ENGAGEMENTS**

Formations en alternance et en initial de post-Bac à Bac+5

COMMERCE INTERNATIONAL  
ACTION HUMANITAIRE  
GÉOPOLITIQUE  
RSE • ESS

**3A** L'école du management responsable et solidaire

ecole3a.edu  
LYON | PARIS | RENNES | TOULOUSE

## À la une



Point d'exclamation à l'appui, le quotidien progouvernemental **Magyar Hírlap** salue le quatrième succès électoral consécutif de Viktor Orbán. Alors que la Fidesz remporte une "victoire écrasante", la gauche essuie une "défaite historique", et l'exécutif reconduit obtient un "mandat particulièrement puissant", relève le journal.



En une de **Népszava**, la couleur orange du parti d'Orbán recouvre la carte de la Hongrie, symbole d'un pays "qui tire vers la droite". Le journal évoque la "large victoire" de la Fidesz, un score "pire qu'aux législatives de 2018" pour l'opposition, et l'arrivée au Parlement de l'écurie d'extrême droite Notre patrie.

# Courrier international



**Analyser**  
les points de vue de l'étranger  
sur la France



**Comprendre**  
l'actualité du monde



**Débattre**  
des grandes questions  
qui agitent le monde



**Bénéficier**  
des différents éclairages  
sur l'histoire



**Apprendre**  
en puisant dans les meilleures  
sources d'information

**10,75 €**  
PAR MOIS  
au lieu de  
~~18,23 €\*~~

**VOTRE  
ABONNEMENT  
COMPREND :**

**1 an**  
(52 numéros)



l'accès au  
**site Internet**  
et au **Réveil  
Courrier** sur  
tous vos supports  
numériques.



**EN CADEAU**

**6 hors-séries**  
de **Courrier international**  
si vous optez pour le prélèvement



**Valeur  
51 €\***

**Bon d'abonnement** à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

**Oui, je profite de cette Offre liberté** pour **10,75 €** par mois au lieu de ~~18,23 €\*~~  
et je recevrai **en cadeau** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution.  
**Je complète le mandat Sepa ci-dessous.**

**Je préfère régler en une fois 129 €** au lieu de ~~218,80 €\*~~  
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

**Réduction  
de plus de  
41%\*\***

**Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :**  
<https://abo.courrierinternational.com/2022auto1>  
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

Monsieur  Madame

RCO22BA1640

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE .....

CODE POSTAL [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE.....

\*Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/07/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine.

Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-co](http://boutique.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67-69 avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

**Je remplis le mandat de prélèvement Sepa ci-dessous et je joins un RIB.**

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67-69 avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

### TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Ville : .....

### DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....  
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement récurrent

Fait à : .....

Le : .....

Signature obligatoire

**Organisme créancier :**

Courrier international - ICS : FR11ZZZ396542  
67, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris



france

# Tourisme. Difficile de faire sans les Chinois et les Russes

En raison des attentats, de la crise du Covid-19 et désormais de la guerre en Ukraine, certains groupes de touristes se font rares en France. La première destination mondiale a du mal à s'adapter, observe ce quotidien allemand.



IKON IMAGES

—Frankfurter Allgemeine Zeitung Francfort

**E**n mars, Courchevel est normalement un défilé de manteaux de fourrure et de tenues de ski de marques de luxe connues. Or cette année, le textile qui attire le plus l'attention dans cette station de la jet-set de la Savoie française, c'est un morceau de tissu qui manque : le drapeau russe n'y flotte plus. Aucun commentaire de la mairie, de l'Office du tourisme ni des hôtels cinq étoiles.

La décision a pourtant dû être difficile à prendre. En effet, si

Courchevel est devenu le refuge préféré des grandes fortunes au cours des vingt-cinq dernières années, c'est surtout grâce à la clientèle russe. Les annulations pleuvent sur "Kourchevelovo". Jean-Claude Lavorel, du groupe hôtelier éponyme, a enregistré pour 200 000 euros d'annulations en moins de sept jours, confie-t-il au quotidien économique *Les Échos*. "Et ce n'est pas terminé."

La Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, qui, en Russie, est un mélange de Fête des mères et de Saint-Valentin, attire d'habitude les couples

russe à Paris. Et la saison commence quelques semaines plus tard sur la Côte d'Azur. La France avait levé la plupart des restrictions liées au Covid-19 quelques jours auparavant : on n'était plus obligé de présenter un pass vaccinal pour accéder aux restaurants, cafés et cinémas, et le port du masque n'était même

**Le secteur représentait 8,5 % du PIB et employait deux millions de personnes avant le Covid-19.**

plus obligatoire dans les espaces clos, à l'exception des transports en commun.

Michel Tschann, qui dirige le Splendid Hotel, un quatre-étoiles du centre de Nice, et préside le Syndicat des hôteliers niçois, espérait que la saison serait bonne : "Des représentants des agences de voyages russes étaient encore là pour renouveler les contrats il y a quelques jours. Les choses avaient pris leur cours normal mais ça ne va déboucher sur rien."

Les acteurs du tourisme français se livrent désormais à des calculs fiévreux pour savoir si et comment ils vont pouvoir digérer un an de plus – et peut-être davantage – l'absence des groupes présentant le plus fort pouvoir d'achat. Car le secteur, qui représentait 8,5 % du produit intérieur brut et employait 2 millions de personnes avant le Covid, doit également se passer depuis deux ans des recettes générées par les visiteurs chinois.

**Vaccins en question.** La stratégie zéro Covid de la Chine et la stricte limitation des voyages qu'elle a entraînée pour ses ressortissants ne sont pas les seules responsables. La France n'a reconnu que récemment les vaccins chinois, et traitait ceux qui les avaient reçus comme des non-vaccinés. C'est d'ailleurs encore le cas du Sputnik V, le vaccin russe, qui n'est toujours pas autorisé en Europe.

Un coup d'œil sur les statistiques des pays d'origine des touristes qui viennent en France révèle l'importance économique des Chinois et des Russes. Sur les plus de 90 millions d'étrangers qui ont à nouveau fait de la France la deuxième destination de voyage du monde en 2019, soit avant le Covid, 2 millions seulement venaient de Chine. Ils ont cependant, selon les chiffres officiels, dépensé 3,5 milliards d'euros, soit 6 % des recettes générées par le tourisme international.

"Ils vont dans les restaurants chers, font leurs courses dans les boutiques de luxe et séjournent souvent dans des hôtels quatre étoiles", explique Jean-Pierre Mas, le président des Entreprises du voyage, une organisation qui regroupe les professionnels du secteur.

L'origine des touristes en provenance de Russie n'est

souvent pas très claire : beaucoup possèdent un second passeport – israélien, lituanien, chypriote, moldave ou monégasque. L'office de tourisme de Paris a recensé 391 534 visiteurs venus de Russie, soit 2 % des touristes étrangers, en 2019. Sur la Côte d'Azur, ils représentaient 13 % des clients des hôtels la même année. Leur nombre total était estimé en tout à environ un million, et 56 % déclaraient venir pour faire du shopping.

**Sur la Côte d'Azur, on compte renforcer la publicité en Allemagne et en Grande-Bretagne.**

"À cause de l'absence des touristes russes, nous aurons un manque à gagner de 50 millions d'euros en 2022", déclare Alexandra Borchio Fontimp, présidente du Comité régional du tourisme Côte d'Azur France. La côte et l'intérieur savaient cependant, depuis les attentats islamistes, voire plus tôt, qu'il leur fallait avoir un plan B, voire un plan C, dans les tiroirs. Alexandra Borchio Fontimp compte renforcer la publicité en Allemagne et en Grande-Bretagne dans les semaines à venir – en parlant moins de la côte et en se concentrant sur les voyages nature et randonnées dans l'arrière-pays. Elle se retrouve ainsi en concurrence avec nombre d'autres destinations qui proposent ce genre de choses depuis des années. Elle envoie donc également des ambassadeurs à Dubaï : "Nous serons bientôt présents là-bas. Cela pourrait compenser l'absence de la clientèle russe."

Tandis qu'à Paris, les mannequins arpentaient les podiums de la Fashion Week la première semaine de mars, les maisons de mode diffusaient les défilés en streaming en Chine. La marque Bottega Veneta, qui appartient au groupe de luxe français Kering, a organisé des défilés en réalité virtuelle pendant trois jours au Tank Shanghai Art Center, comme elle l'avait fait lors de la semaine de la mode de Milan. Les acheteurs chinois étaient censés se jeter dessus et se précipiter ensuite en ligne pour acheter.

Les vendeuses des boutiques de luxe qui se succèdent rue du

↳ Dessin de Matt Harrison Clough, Royaume-Uni.

Faubourg-Saint-Honoré, à Paris, font le pied de grue. Nombre d'entre elles ont des origines chinoises et ont été recrutées il y a des années pour permettre à leurs compatriotes d'acheter sans barrière culturelle. C'est aussi le désert dans les sept étages du grand magasin Le Printemps. "La clientèle chinoise ne reviendra pas de sitôt", déclare le sinologue Emmanuel Véron, de l'Institut des langues et civilisations orientales, et tant pis pour les espoirs du secteur. Les autorités chinoises vont, selon lui, plutôt s'efforcer de développer le tourisme dans le pays - notamment en reproduisant des sites touristiques du monde entier dans certaines villes.

Quelques Russes auxquels les soucis financiers étaient jusqu'à présent étrangers s'accrochent encore à la France, mais leurs cartes de crédit ne fonctionnent souvent plus.

— Karin Finkenzeller  
Publié le 18 mars

SOURCE



FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Francofort, Allemagne  
Quotidien, 380 427 ex. (2011)  
faz.net

Fondée en 1949 et menée par une équipe de cinq directeurs, la FAZ, grand quotidien conservateur et libéral, est un outil de référence dans les milieux d'affaires et intellectuels allemands. Plus de 300 rédacteurs et 40 correspondants à l'étranger participent à son élaboration, ce qui la rend largement indépendante des agences de presse. Considérée comme le plus grand quotidien en Allemagne, la FAZ propose des contenus en anglais sur son site.

## Le Pays basque contre les locations touristiques

Face à la crise du logement dans la région, les élus cherchent à limiter les locations de maisons secondaires transformées en meublés touristiques.

**A** Biarritz, les touristes doivent faire de la place aux locaux. C'est le message de la dernière mesure des élus basques, rapporte le **Guardian**. Avec "ses boutiques élégantes et ses plages de sable doré", la ville est une destination très

prisée par les vacanciers, mais ce tourisme conduit les résidents locaux à avoir du mal à se loger.

Dans l'ensemble du Pays basque, le nombre de maisons de vacances "était de 16 500 en 2020, soit plus du

double qu'en 2016", explique le journal britannique. Ce mois-ci, les élus locaux ont pris une mesure forte pour lutter contre le développement d'Airbnb et des meublés touristiques dans 24 municipalités de la région, dont Biarritz.

À partir de juin, les propriétaires d'une résidence secondaire qui souhaiteraient la transformer en meublé touristique seront contraints, en contrepartie, de proposer aussi à la location un logement non touristique. "Comme beaucoup de propriétaires

auront du mal à trouver et à acheter un troisième bien remplissant les critères fixés, les défenseurs de ce nouvel arrêté espèrent voir revenir des milliers de logements sur le marché de la location [longue durée]."

À l'heure actuelle, pour la maire de Biarritz, Maider Arosteguy, la situation est "intenable", notamment pour les jeunes et les salaires moyens - comme Charlotte Belot, interrogée par le **Guardian**, qui, à 27 ans, n'a eu le choix qu'entre une colocation et le retour chez ses parents, car elle ne trouvait pas de logement abordable.

"Le Pays basque n'est pas la première région de France à restreindre le développement d'Airbnb et autres plateformes similaires", écrit le quotidien. Dans certaines villes, les résidences principales ne peuvent pas être louées plus de cent vingt jours par an. Cette nouvelle mesure est cependant controversée, précise le **Guardian**, qui se demande "si ces mesures nuiront au tourisme ou l'amélioreront, en protégeant le logement et l'identité locale".—



Vu du Royaume-Uni

LES FILMS DU POISSON et DORI MEDIA présentent

FESTIVAL DE CANNES  
UN CERTAIN REGARD  
2021

APRÈS  
LA VISITE DE LA FANFARE  
D'APRÈS LE ROMAN DE SAYED KASHUA

# ET IL Y EUT UN MATIN

UN FILM DE ERAN KOLIRIN

فَلَيْتَ صَبَاً

AU CINÉMA LE 13 AVRIL

COUP DE CŒUR  
CINÉMAS ART ET ESSAI  
DE L'AFCAE

SENS CRITIQUE

LOBS

Courrier international

Le Monde

france culture

## RÈGLES DU JEU EN LIGNE

1

Inscrivez-vous pour accéder au jeu et trouvez la solution à la première énigme.

*Avec mes 100 fontaines,  
je suis devenue capitale en 1848.*

*On dit de moi que je garde  
mon charme d'antan.*

*J'ai accueilli et inspiré  
un des plus grands savants.*

*Depuis quand ai-je rejoint  
la famille des sites historiques ?*

2

Sortez de chacune des deux pièces le plus rapidement possible. Pour ce faire, vous devrez résoudre toutes les énigmes.

La première escape room est accessible à partir du **7 avril**.

La deuxième, à partir du **5 mai**.

3

L'article publié sur la page de droite vous donnera quelques indices sur l'énigme d'entrée ainsi que sur la première pièce consacrée à la ville de **Berne et et la Région de Vacances Interlaken**. Restez attentif, nous publierons des indices pour les autres escape rooms pendant toute la durée du jeu.

4

Les deux joueurs les plus rapides gagneront chacun un incroyable voyage pour deux personnes dans la Région de Berne avec deux nuitées à Berne à l'hôtel Belle Epoque\*\*\*\* et deux nuitées dans un hôtel 4\* dans la Région de Vacances Interlaken, petit-déjeuner inclus.

### LE JEU EST DÉSORMAIS OUVERT !

Vous pouvez accéder à la première escape room sur : [evenements.courrierinternational.com/escapetobern](http://evenements.courrierinternational.com/escapetobern)



# ESCAPE TO BERN



## ENVIE DE PARTIR EN VACANCES EN SUISSE ?

Il faudra d'abord sortir vainqueur de notre escape game en ligne. Fouillez et trouvez des objets, ouvrez les cadenas et les portes dérobées et résolvez les énigmes. Si vous réussissez à faire partie des deux joueurs les plus rapides, vous pourrez gagner un incroyable voyage pour deux personnes dans la Région de Berne. Prêt à relever le défi ?

7 avril — Ouverture 1<sup>re</sup> escape room  
Berne et Région de Vacances  
Interlaken

5 mai — Ouverture 2<sup>de</sup> escape room  
Région de la Jungfrau et  
Adelboden-Lenk-Kandersteg

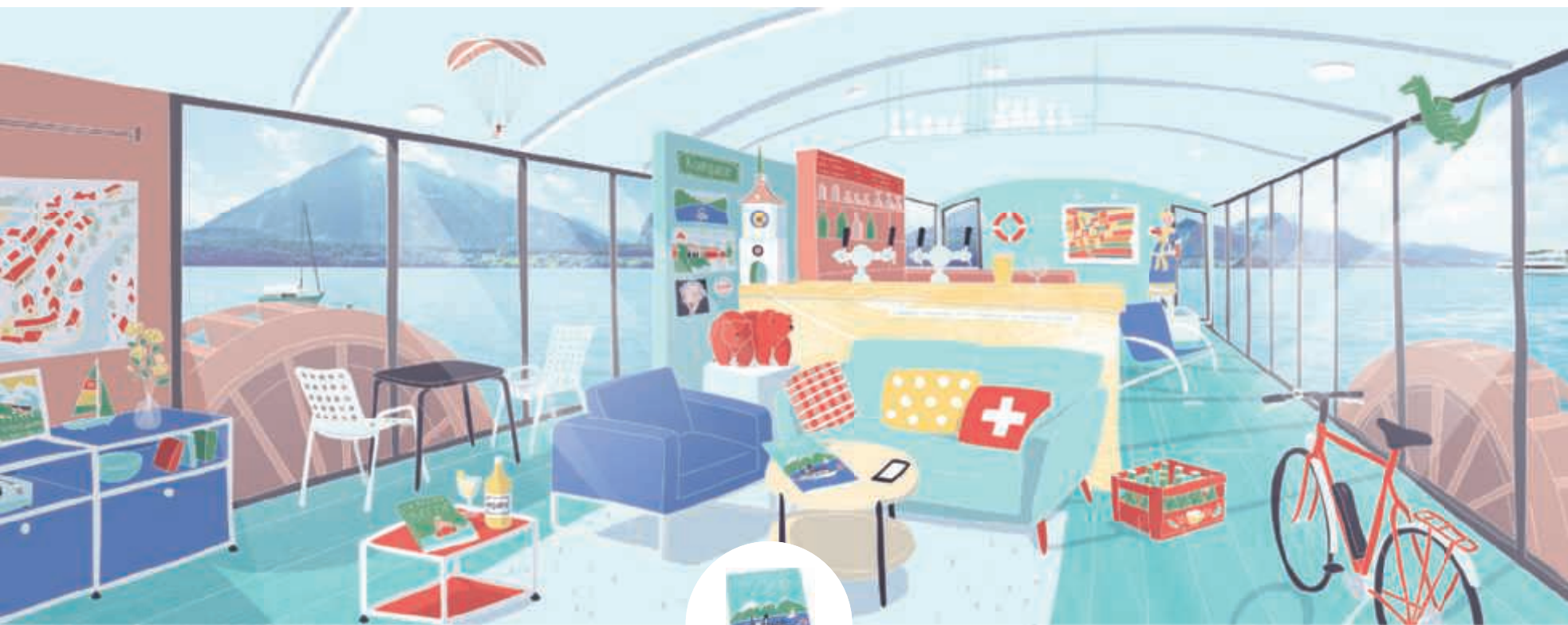
2 juin — Clôture du jeu

3 juin — Annonce  
des gagnants





Suisse.



# BERNE, UNE CAPITALE AU PASSÉ MÉDIÉVAL

**En visite dans la capitale helvétique, une journaliste anglaise raconte son exploration de la ville : ses ruelles médiévales, son passé scientifique et ses points de vue imprenables.**

**L**a première fois que j'ai vu des photos de Berne sur Internet, j'ai compris que je devais absolument visiter cette ville. À peine arrivée, j'ai immédiatement eu le coup de foudre pour cette cité médiévale pittoresque inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1983. Berne passe sous les radars touristiques de la plupart des gens et c'est bien dommage, car c'est une superbe ville polyglotte et accueillante. Berne ne fascine qu'une partie des visiteurs qui y font escale pour se rendre à Milan ou à Paris, mais la capitale a beaucoup de charme, une longue et riche histoire, une architecture remarquable, de magnifiques jardins, des espaces publics débordant de fantaisie et un fleuve qui lui donne tout son cachet.

## BERNE LA MAGNIFIQUE

D'une beauté incroyable, regorgeant d'immeubles enchanteurs remontant à une époque que l'on imagine à peine, Berne est à la hauteur de ce que j'attendais d'une jolie ville, et bien au-delà. Partout, je vois des fontaines, plus d'une centaine peut-être, qui donnent

toutes de l'eau potable. Je ne me prive pas de m'y désaltérer. La ville a une véritable histoire médiévale, et une balade dans le centre historique préservé est un voyage dans le passé. Les rues pavées sont bordées de six kilomètres de galeries couvertes construites au XV<sup>e</sup> siècle. Dans ces galeries, je trouve tout un éventail de ravissantes boutiques, de restaurants et de grandes enseignes internationales. Au cœur de la vieille ville, je m'arrête avec quelques autres visiteurs devant la fahgyhnmeuse Tour de l'Horloge, ou Zytglogge, et j'attends le carillon, qui sonne toutes les heures. Le mécanisme complexe à l'intérieur de l'horloge déclenche les composants du carillon, et c'est incroyable de se dire qu'il fonctionne exactement de la même façon qu'à l'époque de sa création, en 1527. Cet après-midi-là, je rejoins également une visite guidée pour monter dans la tour et admirer les rouages du mécanisme et des vues imprenables sur la ville.

## LES OURS DE BERNE

Les ours du Parc aux Ours de Berne sont d'une étonnante sérénité. Les habitants de ce vaste

enclos en plein air en bordure de fleuve sont bien soignés et ne manquent pas d'espace pour s'ébattre. L'emblème de l'ours est d'ailleurs omniprésent dans la ville. Amusez-vous à repérer les sculptures, les gravures, les emblèmes et les croquis d'ours. Si vous avez le regard affûté, vous en trouverez même un sur le logo du chocolat Toblerone, le confiseur qui met ainsi ingénieusement en valeur son origine bernoise.

## LE MUSÉE EINSTEIN

Albert Einstein a étudié à Zurich, puis a vécu à Berne, où il a mis au point sa théorie de la relativité. Selon la légende, c'est en regardant les autobus aller et venir aux environs de la Tour de l'Horloge qu'il s'est demandé s'ils se déplaçaient à la vitesse de la lumière. C'est, dit-on, ce qui l'a conduit à sa philosophie de la relativité ! Il y a des références à Einstein dans toute la ville, mais le Musée Einstein est une étape incontournable. Il occupe une salle permanente du musée d'Histoire de Berne et couvre sa vie passionnante du début à la fin. Vous pouvez aussi visiter l'appartement qu'il habitait au troisième étage du 49, Kramgasse.

## UN PANORAMA SUR TOUTE LA VALLEE DE LA LÜTSCHINE

La Région de Vacances Interlaken est située dans l'Oberland bernois, entre le lac de Thoune et le lac de Brienz, à une heure de train à peine de la ville de Berne. Le rythme confortable et le parcours aérien du train à crémaillère [qui mène à la montagne locale Harder Kulm] conviennent idéalement pour quelqu'un qui, comme moi, découvre le lieu, et c'est une excellente façon d'aborder la région, d'autant que les vues se multiplient tout le long du parcours. Lorsque nous arrivons à la station supérieure, je grimpe jusqu'au restaurant panoramique du Harder Kulm. Mais la vraie raison qui m'a menée jusqu'ici, ce sont les paysages. Le panorama sur toute la vallée de la Lütschine est fantastique ! Depuis ce promontoire, on a une vue époustouflante sur le lac de Thoune, le lac de Brienz et les sommets de l'Eiger, du Mönch et de la Jungfrau.

*The Sunday Guardian Live, par Dean Rupali*

ILLUSTRATION © VERANE COTTIN / PHOTO DEAN VIEW FROM MY ROOM AT SWISSOTEL KURSAAL © RUPALI

**Ouverture de la prochaine escape room le 5 mai**

[evenements.courrierinternational.com/escapetobern](http://evenements.courrierinternational.com/escapetobern)

à la une

# PRÉSIDENTIELLE LA CO



Divisée, fatiguée, lasse, courroucée... À la veille du premier tour de l'élection présidentielle, la France montre à la presse étrangère un visage renfrogné. La pandémie, la guerre en Ukraine et les crises sans fin ont mis à mal le moral des Français. Et parfois, la colère gronde, comme à La Ricamarie, près de Saint-Étienne, où le *Financial Times* est parti à la rencontre de ceux qui votent pour l'extrême gauche ou l'extrême droite, mais surtout pas pour le gouvernement. Le ressentiment et la frustration sont palpables. Si Emmanuel Macron était réélu, la violence pourrait à nouveau submerger la rue.

# COTTE-MINUTE



—Financial Times Londres

Gilles Lermet en a assez : assez de passer sa vie à travailler depuis quarante-cinq ans ; assez de ce sempiternel duel politique entre la gauche et la droite françaises, qui s'apprête à se rejouer à la présidentielle d'avril ; assez des voitures incendiées par des délinquants ; assez de la pénurie de médecins, du déclin des services publics et de l'immigration.

"Il y a trop de migrants", lâche-t-il, debout derrière le comptoir de son bar, à La Ricamarie, dans la vallée industrielle de l'Ondaine, près de Saint-Étienne. "Ce n'est pas qu'ils prennent nos boulots, parce que des boulots, il n'y en a pas. Le vrai problème, c'est que nous devons payer pour eux", ajoute-t-il, se faisant l'écho des plaintes de l'extrême droite française.

Ici, à La Ricamarie, la population vit avec la pauvreté, le chômage et les logements délabrés laissés par la fermeture des mines de charbon et des usines depuis les années 1970. C'est précisément le genre de ville postindustrielle où le président Emmanuel Macron et les autres représentants de l'establishment politique de gauche comme de droite suscitent le mépris.

Aujourd'hui, tous les sondages donnent Macron vainqueur. Toujours est-il que, étant donné le ressentiment qu'inspire l'élite parisienne dans des villes comme La Ricamarie, sa victoire a peu de chances d'apaiser la colère de la société française – cette colère même qui a fait naître le mouvement des "gilets jaunes". Elle ne désarmera pas non plus les extrémités de l'échiquier politique, qui surfent sur ce mécontentement.

Depuis fin février et l'invasion russe de l'Ukraine, Macron prend encore plus d'avance dans les sondages. Le conflit octroie en effet à Macron le statut de chef de guerre, car il s'entretient régulièrement avec Poutine dans le but de trouver des solutions diplomatiques. En outre, les questions politiques que mettent en avant les adversaires de Macron en campagne – l'immigration, en particulier musulmane, et la criminalité – paraissent tout à coup moins importantes quand des villes européennes sont ainsi assiégées et mises à sac par les troupes russes et que des millions de civils ukrainiens cherchent refuge chez leurs voisins de l'UE.

De surcroît, la diversion que crée le conflit donne au président sortant une excuse pour ne pas débattre avec ses rivaux de questions de politique économique et sociale, ou de la hausse du coût de la vie. Reste que cela risque de renforcer l'impression, déjà largement répandue,

selon laquelle Macron est un homme arrogant, à mille lieues des préoccupations des Français ordinaires.

Le fait est que nombre de citoyens pensent tout bonnement s'abstenir lors de cette élection ; selon les instituts de sondage, environ un tiers des Français n'ont pas l'intention de se rendre aux urnes. Si c'est le cas, le taux d'abstention atteindrait un record. Ce qui pourrait miner la légitimité de Macron au cours des cinq années à venir, et ce malgré les performances économiques relativement solides de la France depuis son entrée en fonction.

Si l'abstention est forte et que les candidats des extrêmes réalisent un bon score, la France restera un des grands terrains où se joue la bataille mondiale entre l'"internationalisme libéral" et les forces du nationalisme et du populisme. Ces forces mêmes qui ont déclenché le Brexit au Royaume-Uni, catapulté Donald Trump à la Maison-Blanche aux États-Unis et installé des "hommes forts" au pouvoir depuis le Brésil jusqu'aux Philippines.

**"Il y a trente ans, un bus du RN n'aurait pas pu traverser toute cette vallée et distribuer partout des tracts sans que personne ne bronche."**

Cyrille Bonnefoy,

MAIRE COMMUNISTE DE LA RICAMARIE

Dans la France d'aujourd'hui, qui passe encore pour un haut lieu de la démocratie libérale, celle-ci ne tient qu'à un fil. Et une victoire de Macron masquerait cette réalité, estime Julian Jackson, historien britannique et biographe de Charles de Gaulle. Il rappelle que, en France, l'extrême droite a fait son entrée sur la scène politique dès les années 1980 et qu'elle ne cesse de gagner du terrain depuis. "Macron tient bon, mais pour combien de temps encore ? Le problème, c'est que s'il est réélu, ce sera faute de mieux. Il n'y aura pas de raz-de-marée comme la dernière fois."

En 2017, les 4800 électeurs de La Ricamarie n'ont guère contribué à la victoire triomphale de Macron – qui avait promis un gouvernement "ni de droite ni de gauche". Au premier tour, ils ont boudé le centre pour donner leur voix à Jean-Luc Mélenchon et à Marine Le Pen, arrivés respectivement en première et deuxième position.

Dans son bistrot de la place principale de La Ricamarie, Gilles Lermet ne cache pas sa préférence pour Marine Le Pen et son Rassemblement

national. Cela fait trente-six ans qu'il dirige le bar Roulette, le troquet où les hommes blancs, dans la soixantaine, de la classe ouvrière du coin viennent se requinquer avec un verre de pastis ou de vin bon marché.

L'ambiance est conviviale et provinciale ; on est loin de Paris – à son arrivée, chaque client serre la pince à la demi-douzaine d'hommes déjà présents. La nostalgie des Trente Glorieuses, ces trois décennies de croissance économique et de développement industriel qui ont commencé en 1945, est palpable.

"Il y avait du travail, il y avait les vieux mineurs, il y avait la camaraderie, s'attendrit Gilles Lermet. C'était merveilleux... Chaque jour, 20 000 personnes allaient à Firminy travailler chez Creusot-Loire [société sidérurgique] et d'autres entreprises. Aujourd'hui, il n'y a plus d'emplois."

Cyrille Bonnefoy, le maire communiste de la ville, se souvient lui aussi du bon vieux temps des mines de charbon, des industries lourdes et des syndicats puissants. À l'époque, les milliers d'emplois avaient attiré des immigrés par vagues, d'abord du sud et de l'est de l'Europe, puis des anciennes colonies françaises.

Depuis les années 1980, de nouveaux immigrants sont arrivés de la Turquie rurale, d'autres de l'ex-Yougoslavie, avec le statut de réfugiés, mais aujourd'hui le travail se fait rare et la classe moyenne s'en va. Cyrille Bonnefoy rapporte qu'ici, à La Ricamarie, entre 16 et 17 % de la population active est sans emploi – plus de deux fois la moyenne nationale – et que les trois quarts des habitations sont des logements sociaux ou des espaces très délabrés.

Du pain bénit pour l'extrême droite. Cyrille Bonnefoy, qui est aussi infirmier à l'hôpital local, note non sans ironie que les partisans de Marine Le Pen peuvent aujourd'hui faire le plus tranquille du monde campagne dans cette ville autrefois solidement ancrée à gauche. "Jamais je n'aurais pensé qu'un bus du Rassemblement national aurait pu traverser toute cette vallée, s'arrêter partout et distribuer des tracts sans que personne ne bronche. Il y a trente ans, ça aurait été impossible."

Selon [le sondage Ipsos du 29 mars], Marine Le Pen, dont l'eurosepticisme et la politique anti-immigration séduisent nombre d'anciens électeurs communistes de la classe ouvrière, pourrait rafler 19,5 % des voix au premier tour. Ce qui la placerait en deuxième position, juste derrière Macron et ses 27 % d'intentions de vote. Elle serait alors qualifiée pour le second tour. Et, rebelote, on assisterait au même duel qu'à la dernière présidentielle.

Toujours à l'extrême droite, Éric Zemmour, un polémiste de télévision encore plus ardent contre l'immigration, se hisse actuellement en quatrième position dans les sondages, avec 12 % des intentions de vote [toujours selon le même sondage Ipsos]. Mi-mars, par exemple, il proposait de créer un ministère de la "remigration" et d'expulser 1 million d'étrangers au cours des cinq années à venir.

Du côté de la droite, beaucoup d'électeurs des Républicains, qui, en théorie, devraient donner leur bulletin de vote à Valérie Pécresse puisqu'elle a remporté la primaire interne du

## SOURCE



### FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni  
Quotidien, 900 000 ex.  
ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London Financial Guide*, le *Financial Times* est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe. Toute institution financière ou banque digne de ce nom reçoit un exemplaire de ce journal britannique immédiatement reconnaissable à son papier rose saumon. Plus de 600 journalistes répartis dans plus de 40 pays collaborent au titre racheté par le groupe japonais Nikkei en 2015.

← Dessin de Niels Bo Bojesen paru dans le *Jyllands-Posten*, Aarhus (Danemark).



parti, dissimulent mal leur sympathie pour l'extrême droite. Une sympathie qui pourrait les dissuader de soutenir son programme modéré.

Bref, le vote pour l'extrême droite sera massif. Aussi, d'après les derniers sondages sur les intentions de vote au second tour, l'avance de Macron sur Le Pen sera réduite : elle pourrait ne plus être que de 56 % contre 44 % – en 2017, Macron avait gagné avec 66 % des voix contre 34 %.

Ce serait le meilleur résultat de l'extrême droite depuis la création du Front national par Jean-Marie Le Pen dans les années 1970. Un résultat qui rapprocherait encore l'extrême droite française du pouvoir.

La prochaine fois, elle pourrait même s'en approcher encore plus. Même si Marine Le Pen perd cette élection, les libéraux redoutent que l'extrême droite ne se reconstitue, peut-être autour d'Éric Zemmour et de la nièce de Marine Le Pen, Marion Maréchal, l'étoile montante de la droite radicale, qui a rejoint sa campagne.

Mais le pays n'est pas uniquement divisé entre les grands partis politiques et l'extrême droite. Naella Amman, étudiante en troisième année de droit à l'université Jean-Monnet de Saint-Étienne, en a tout autant sa claque de l'état de la France sous Macron que le patron du bar de La Ricamarie. Sauf que cette Française d'origine algérienne, fervente supportrice de Mélenchon, n'accuse pas les migrants.

Sa prise de conscience politique s'est faite avec l'envolée de l'extrême droite lors de la dernière campagne présidentielle. Et elle s'est poursuivie pendant la pandémie de Covid-19. À ses yeux, la politique improvisée et dictatoriale de Macron a privé les Français de leurs libertés, avec des confinements périodiques et cet "absurde" pass sanitaire, sésame indispensable pour accéder aux transports publics et aux lieux sportifs et culturels.

Pendant tout ce temps, poursuit Naella Amman, le système de santé et le système éducatif français, autrefois exemplaires, s'effondraient, et la situation devenait "intolérable". L'étudiante reproche notamment à Macron d'avoir "continué à détruire les services publics".

Naella Amman a pour sa part choisi de soutenir Mélenchon et son programme radical, qui comprend la garantie d'un emploi pour tous, la hausse des impôts pour les riches, l'accueil des migrants, la légalisation du cannabis et le retrait de l'Otan. Ce vétéran de la gauche radicale, qui n'est monté que tardivement dans les sondages, se place aujourd'hui en troisième position, derrière Macron et Le Pen, avec [15 % des intentions de vote au premier tour selon le sondage Ipsos du 29 mars]. Mais sa vieille hostilité envers l'Ukraine et sa sympathie pour Poutine sont perçues comme des points faibles par les temps qui courent. Naella Amman rejette

↑ Dessin de Ramsés, Cuba.

toutefois ces critiques : "Nous sommes opposés à l'ultra-impérialisme des États-Unis, mais cela ne signifie pas que nous sommes fans de Poutine."

Au-delà de toutes les différences idéologiques qui les séparent, en France, l'extrême gauche et l'extrême droite ont beaucoup en commun : une colère contre l'establishment ; une forme de nationalisme méfiant à l'égard de la mondialisation, de l'Otan et de l'UE ; une prise de distance vis-à-vis du monde politique traditionnel ; et un sentiment d'exclusion économique. Naella Amman rapporte que ses deux parents survivent avec le smic ; quant à Gilles Lermet, il explique qu'il ne touchera que 955 petits euros par mois de retraite au terme d'une vie entière passée à travailler.

Le mouvement des "gilets jaunes" a commencé fin 2018, ébranlant le gouvernement Macron avant de tourner court pendant la pandémie. Il est né des protestations conservatrices d'automobilistes, organisées sur des ronds-points de zones rurales et périurbaines, contre la hausse de la taxe sur les carburants. Les "gilets jaunes" ont brièvement attiré des sympathisants de l'extrême droite, puis de la gauche – parfois, aussi, la gauche et la droite se sont rassemblées lors de ces marches incongrues –, avant de dégénérer en manifestations urbaines infiltrées par des anarchistes qui s'en sont pris à des CRS tout aussi violents qu'eux.

## "Macron est comme David Copperfield : il a fait baisser les chiffres du chômage tout en fermant des usines..."

Gilles Lermet,  
PROPRIÉTAIRE D'UN BAR

### Vu du Portugal

## Le fossoyeur de la gauche



Assis sur un tabouret, Emmanuel Macron s'emploie à retirer de sa main droite les pétales d'une rose qu'il empoigne de la main gauche, référence claire au symbole du Parti socialiste (PS). C'est le dessin de presse que proposait à sa une le 18 mars le magazine **E**, le supplément week-end de l'hebdomadaire portugais *Expresso*. Son correspondant à Paris, qui est allé à la rencontre de plusieurs

des adversaires du candidat-président, raconte "comment Macron a écrasé la gauche française" – le titre de manchette. L'hôte de l'Élysée, "favori incontesté de l'élection", lit-on au début de l'article, "a donné le coup de grâce et scellé la mort de l'historique PS français. Pour ce faire, il a eu recours à des manœuvres 'froides et cruelles' en coulisses et à une 'trahison méthodique' à l'encontre de son mentor, l'ex-président François Hollande, à qui il doit presque tout en politique..." Malgré les alertes répétées de l'ex-ministre Pierre Moscovici, le premier a intrigué dans le dos du second, avant de "tuer le père". Quelques années plus tard, "la situation des socialistes français est tellement affligeante", note le journaliste portugais, que plusieurs de ces derniers, lors de son reportage, lui poseront cette "question étonnante" : "Comment [le Premier ministre PS] António Costa a-t-il pu gagner avec une majorité absolue au Portugal [lors des législatives en janvier dernier] ?"

Macron a fait voler en éclats le système politique qui reposait sur les partis traditionnels. Et "la droite et la gauche modérées se sont fait aspirer au centre de l'échiquier politique", commente Julian Jackson. "Ce qui a laissé un vide terrible au sein duquel se propagent ces discours populistes violents."

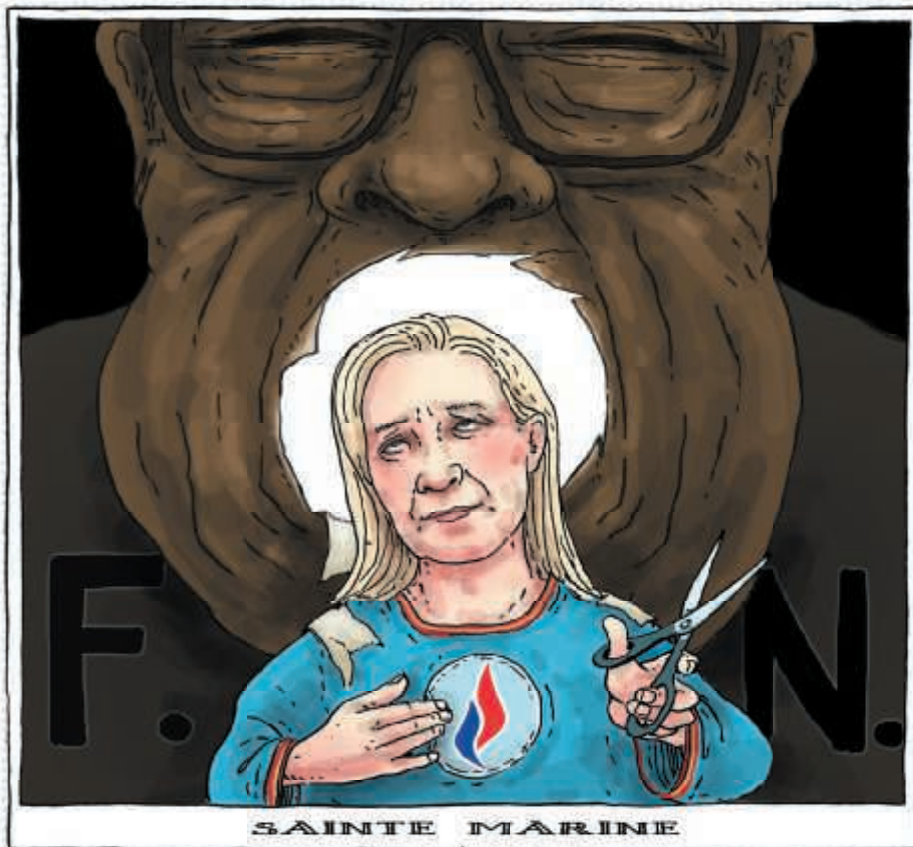
Quoi qu'il en soit, même s'il décroche un second mandat, Macron se heurtera à d'immenses défis. Le premier : les élections législatives de juin, que son camp devra gagner pour qu'il puisse gouverner efficacement.

Autre problème : son impopularité auprès d'un grand nombre de Français. Marc Lazar, professeur d'histoire politique et de sociologie à Sciences Po Paris, a donné un séminaire en ligne à l'Institut de recherche historique de l'université de Londres. Il y explique que Macron fait l'objet d'une "haine sans précédent" de toutes parts : "Il est détesté par la gauche, par la droite, par la classe populaire." Aussi, s'il est réélu en l'absence d'un véritable débat sur les questions économiques et sociales, l'après-élection pourrait être "très problématique".

Comme toujours en France, la survenue de troubles sociaux n'est pas à exclure. Marc Lazar est le coauteur d'une récente enquête de l'Institut



L'ŒIL  
DE BERTRAMS



Le dessinateur néerlandais croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

↑ Dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas, pour *Courrier international*.

Montaigne intitulée "Une jeunesse plurielle" et menée auprès de 8000 jeunes Français âgés de 18 à 24 ans. Selon les résultats, 22 % d'entre eux "trouvent justifié d'user de la violence pour protester, exprimer leur colère ou défendre leurs idées"; 37 % trouvent acceptable ou compréhensible de "pénétrer de force dans un ministère".

"L'opposition est dans la rue et non au Parlement, et c'est un problème", note Nicholas Dungan, membre de l'Atlantic Council, à Washington, même s'il juge improbable que le peuple français "se soulève contre des institutions démocratiques": "Les Français sont instruits et patriotes. Beaucoup d'électeurs n'ont pas envie de participer à un mouvement qui détruirait la démocratie française."

Mais Macron doit se garder de sous-estimer ces risques, explique un membre du gouvernement et confident du président au *Financial Times*. "Nous, les élites, nous vivons bien, et nous ne voyons pas que la majorité des Français veut renverser l'ordre établi et changer radicalement les choses." Le Brexit et Trump ont laissé le Royaume-Uni et les États-Unis profondément divisés, poursuit-il. "Je ne veux pas que la même chose arrive en France. Si la France bascule, c'est tout le continent européen qui tombera avec."

Toujours est-il que si Paris sombre à nouveau dans la violence, ce ne sera pas une surprise pour les habitants de La Ricamarie. "Macron est comme [Le magicien américain] David Copperfield, maugrée Gilles Lermet. Il a fait baisser les chiffres du chômage tout en fermant des usines... Nous avons tout le temps les mêmes gouvernements, qui imposent leurs plans d'austérité et réduisent les effectifs de la police. Ça fait quarante ans que ça dure, gauche, droite, gauche, droite."

Au marché installé sur le parking face au café Roulette, les bonnes affaires ne manquent pas pour les bas salaires - 12 bouteilles de Leffe de Noël soldées à 6 euros ou encore une paire de chaussures à 3 euros. Dans un brouhaha de voix parlant français, arabe et diverses langues d'Europe de l'Est, on entend certains clients se plaindre des clowns qui dirigent ce pays.

À côté du marché, la porte des toilettes publiques est couverte d'affiches anticapitalistes. Des affiches qui envoient un message sans équivoque aux responsables politiques parisiens: "Nous devons nous révolter contre cette farce électorale. Boycott 2022."

—Victor Mallet  
Publié le 29 mars

COMMENT ÇA VA  
LES FRANÇAIS ?



TWITTER

RICHARD WERLY,  
correspondant du quotidien  
suisse *Le Temps*.

## "La marmite peut à nouveau déborder"

### Repères

#### LA PROVINCE, CETTE POUDRIÈRE

La contestation peut revenir en France à tout moment, estime la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. Le gouvernement a beau multiplier les aides comme le chèque énergie, la population, surtout en province, se sent toujours aussi peu écoutée par Paris. La crise sanitaire a mené à une fuite vers la campagne, loin des métropoles, et les différences économiques sont toujours aussi énormes, constate le quotidien allemand. Une situation qui profite aux extrêmes. Et qui pourrait favoriser un retour des "gilets jaunes".

**Vous connaissez la France depuis longtemps. Comment trouvez-vous l'atmosphère actuelle, à la veille du premier tour ?**

J'ai été frappé par l'expression "grand déclassement". Elle véhicule deux choses très importantes en France. Premièrement, le caractère inéluctable de la situation, comme si on ne pouvait pas arrêter la machine - ce sentiment qu'ont beaucoup de gens qu'ils sont dans une espèce de machine à laver effroyable et que, in fine, ils vont finir essorés. La seconde chose est que, quoi que l'on fasse au niveau macroéconomique, il y a toujours un ressenti négatif d'une partie de la population. Ce qui est assez spécifique à la France, si on la compare aux pays voisins.

**Jusqu'où pourrait aller l'expression de ce sentiment d'impuissance et la frustration qu'il engendre ?**

Je ne le sais pas car "grand déclassement" est plutôt employé par des gens défaitistes, qui s'estiment déclassés mais qui ne voient pas comment ils pourraient, malgré leur colère, réussir à inverser le courant. Je ne sais donc pas si les colères françaises vont donner lieu à quelque chose d'assez révolutionnaire, à de grandes convulsions, etc. Mon sentiment est plutôt qu'une partie des Français sont inscrits maintenant dans une sorte de déclassement passif: ils subissent. C'est à mon avis la raison de ce pessimisme permanent qui règne sur la France: trop de gens ne se voient plus capables d'être acteurs de l'avenir du pays.

**Cette colère est-elle l'expression d'une faillite de la démocratie ?**

Non, le système fonctionne, mais seulement pour certaines catégories de la population. Un des problèmes du quinquennat d'Emmanuel Macron est qu'il n'a éteint aucune colère. Le "quoi qu'il en coûte", la pandémie, etc., a permis de faire baisser la température, mais ça bout toujours dans la marmite et demain, ça peut à nouveau déborder. Ces colères n'ont pas d'objectif désigné. Certes, Emmanuel Macron n'est pas aimé par une partie des gens, mais il n'est pas responsable de toutes les difficultés ressenties. La colère est donc d'autant plus forte que les gens qui la ressentent ne savent pas vers qui se tourner.

—Propos recueillis  
par *Courrier international*



## “Macron n’a peut-être pas assez écouté les Français”

Le pragmatisme politique du président candidat a-t-il porté ses fruits en matière de lutte contre les inégalités ? Une journaliste britannique est allée en Bretagne poser la question à des citoyens.

—The Guardian Londres

En lisière de l’un des grands ensembles les plus pauvres de Bretagne, une fillette de 6 ans fait des lignes d’écriture dans une salle de classe. Sa maîtresse, Lucile, l’encourage, tandis que les 11 autres élèves sont assis autour de tables réparties en petits espaces confortables. “Chaque jour, j’écoute chaque enfant lire à haute voix. C’est le genre de chose que je ne pouvais jamais faire quand j’avais 25 élèves par classe, explique-t-elle. Cela me permet de connaître chaque enfant individuellement, et l’ambiance est tellement calme.”

C’est à l’aune de classes comme celle-ci, dans les quartiers les plus déshérités de France, que



REPORTAGE

le président centriste, Emmanuel Macron, souhaite que l’on juge le bilan de son mandat. Lorsqu’il a accédé au pouvoir, il y a cinq ans, cet ancien banquier qui avait été ministre de l’Économie sous la gauche a promis de piocher de façon “pragmatique” dans les idées de gauche comme de droite afin de libéraliser l’économie et de mettre un terme aux inégalités persistantes qui, selon lui, “enfermaient” les gens dans leurs origines sociales.

Aujourd’hui, alors qu’il se lance dans la mêlée pour briguer un nouveau mandat en avril, dans un climat dominé par des préoccupations sur le coût de la vie, la protection sociale et le pouvoir d’achat, il a placé son dispositif de réduction des effectifs des classes pour les élèves en difficulté au cœur

de sa stratégie, afin de démontrer qu’il n’a pas gouverné exclusivement pour l’élite.

Entourée des barres d’immeubles d’une cité HLM de Rennes, cette école bâtie dans les années 1960 symbolise le piège de la pauvreté qui est devenu l’un des problèmes les plus persistants de l’Hexagone. Selon l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), un enfant qui naît et est scolarisé dans un quartier déshérité en France a moins de chance d’échapper à ses origines socio-économiques que dans la plupart des autres pays développés.

Lorsqu’il est arrivé au pouvoir, en 2017, Macron a promis d’engager la réforme la plus ambitieuse du modèle social et du système de protection sociale que le pays ait connue dans son histoire moderne, et l’une de ses premières initiatives a été d’assouplir par décret les lois du travail, par trop rigides. Ces mesures favorables aux entreprises, ainsi que le remplacement de l’impôt sur la fortune (ISF) par un impôt sur la fortune immobilière (IFI), lui ont valu d’être considéré comme “le président des riches”. Puis, il a été confronté à deux graves crises – d’abord la mobilisation anti-

**“Je fais la queue pour les distributions de colis alimentaires. Je suis en colère et épuisée.”**

Marie (nom d’emprunt),

FEMME DE MÉNAGE RETRAITÉE DE 68 ANS

### En kiosque



### NOTRE NOUVEAU HORS SÉRIE

Retrouvez d’autres reportages, analyses et tribunes de la presse étrangère sur la société française dans notre hors-série “Comment ça va, les Français?”, en vente chez votre marchand de journaux depuis le 23 mars.

gouvernementale des “gilets jaunes”, suivie par la pandémie, qui a fait plus de 130 000 morts dans le pays. Macron s’est rapidement rabattu sur l’interventionnisme de l’État et de grosses dépenses publiques, tout en faisant l’éloge de la “nationalisation des salaires” destinée à maintenir l’économie à flot.

L’économie française a commencé à se remettre du Covid plus vite que prévu. Le chômage est en baisse, et l’économiste américain Paul Krugman a qualifié la France de “grande vedette parmi tous les pays développés” à l’ère de la pandémie. Mais entre l’inflation, l’augmentation des prix des carburants, la défiance record à l’encontre de la classe politique, les clivages sociétaux et la montée de la politique identitaire de l’extrême droite, Macron reste sous pression pour démontrer que ses cinq années de mandat ont bel et bien, comme il l’assure, “protégé” des gens de toutes les classes sociales.

L’école primaire Les Gantelles de Rennes est l’un des milliers d’établissements classés en réseau d’éducation prioritaire (REP), où Macron a réduit de moitié les effectifs des classes de CP et de CE1 – dans lesquelles les enfants de 5 à 7 ans apprennent à lire et à compter – pour passer à un maximum de 12 élèves par enseignant afin de combler le fossé éducatif dans l’un des systèmes scolaires les plus inégaux du monde développé. L’entourage de Macron présente ce dispositif comme sa mesure sociale phare – ce dont conviennent

même certains de ses opposants, comme la candidate de droite Valérie Pécresse.

Dans les couloirs des Gantelles, en dehors de toute considération politique, le personnel a également approuvé ce changement. *“D’un point de vue humain, l’enseignement est plus personnalisé, l’atmosphère plus propice à l’apprentissage et, en classe, le bien-être des enfants s’est amélioré”*, assure la directrice de l’école, Dominique Dubray. Elle aimerait voir des petites classes de 15 élèves se généraliser dans toute l’école et dans l’ensemble du pays. *“J’en rêve.”*

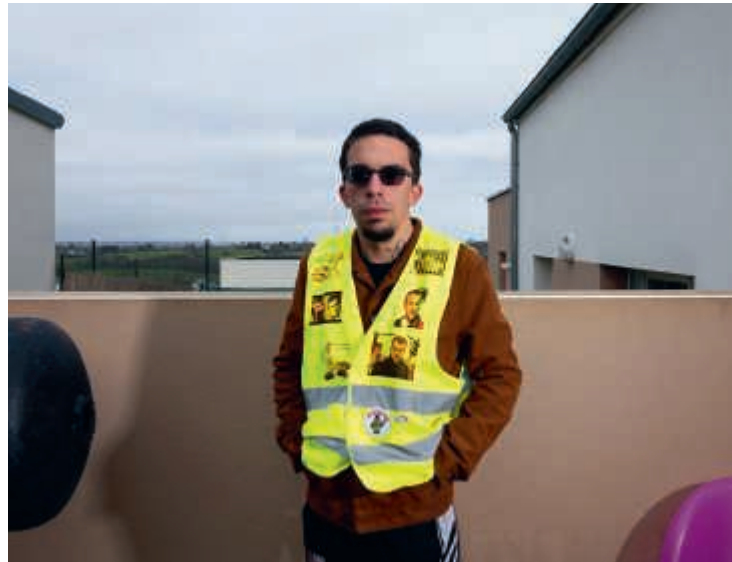
Mais Alain Landeau, inspecteur des écoles à Rennes, a toutefois prévenu que les résultats ne pourraient véritablement se mesurer que sur le long terme. *“Ces mesures ont indéniablement changé l’atmosphère, bien plus détendue dans ces classes, et on voit que les instituteurs comme les élèves se sentent bien. Pour ce qui est de l’ambiance des classes, l’effet a été spectaculaire”*, se félicite-t-il.

Les barres d’immeuble de Maurepas qui entourent l’école accueillent une population qui figure parmi les plus déshéritées de Bretagne, région par ailleurs en plein essor – portée par l’agriculture, l’agro-alimentaire, l’électronique, le montage automobile et le tourisme – qui sera cruciale pour la campagne de réélection de Macron. Traditionnellement proeuropéenne et centriste, c’est, avec la région parisienne, l’une des provinces dans lesquelles Macron a enregistré ses meilleurs scores à la dernière présidentielle, en 2017. Les personnalités de Bretagne, à commencer par le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, joueront un rôle déterminant dans la campagne de réélection de Macron.

Mais la Bretagne, dont le réseau d’organisations caritatives et d’associations de terrain parfaitement organisées est intervenu pour aider les personnes frappées de plein fouet par la pandémie, symbolise combien la vie est devenue difficile pour de nombreux Français au cours de ces deux dernières années.

*“La crise sanitaire a été très révélatrice”*, confie Pheng Ly, qui travaille pour la coopérative solidaire La Cohue, créée pour fournir un lieu de rencontres, d’activité et de soutien à l’emploi dans la cité du Gros Chêne, dans le quartier de Maurepas, en cours de rénovation. *“La pandémie a mis en évidence des inégalités existantes dans les quartiers défavorisés comme celui-ci, où beaucoup de gens vivent en dessous du seuil de pauvreté et où, depuis les années 1960, la pauvreté et la misère se concentrent sur un petit périmètre.”*

Depuis le début de la pandémie, La Cohue organise des distributions de colis alimentaires. Marie, femme de ménage retraitée âgée de 68 ans, qui n’a pas souhaité donner son vrai nom, a fait la queue pour ramener à la maison des yaourts, des œufs et de la salade de pommes de terre. *“Je touche 600 euros de retraite, et quand j’ai payé mes 400 euros de loyer, puis les factures de gaz et d’eau, je n’ai plus les moyens d’acheter à manger, s’insurge-t-elle. Je fais la queue pour les distributions et, à la maison, j’y ajoute un peu de pâtes. Je suis en colère et épuisée.”*



↑ Tristan Lozach, porte-parole des “gilets jaunes” de Saint-Brieuc et créateur de la page Facebook Le Pouvoir du peuple, chez lui, dans les Côtes-d’Armor.



↑ Goulwen Lorcy, cofondateur de MaPui Labs, une start-up spécialisée dans l’optimisation de la gestion des stocks de médicaments dans les hôpitaux, dans son bureau, à Rennes.

D’après elle, Macron ne comprend pas la vie quotidienne des gens et les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Elle avait cru à la promesse du gouvernement de relever la retraite minimale à 1000 euros par mois pour ceux qui avaient travaillé toute leur vie. Mais la réforme des retraites proposée par Macron a conduit à des manifestations qui ont duré plus longtemps que n’importe quelle grève depuis les débrayages dans les usines en mai 1968, et la réforme a été suspendue pendant la pandémie.

Marie estime que l’immigration n’a fait qu’aggraver les problèmes du pays, et elle a été tentée par l’extrême droite. Les fractures sociales demeurent. La réponse de Macron au terrorisme et la décapitation, en 2020, de l’enseignant Samuel Paty devaient déboucher sur une législation plus sévère contre le séparatisme

✦ Des jeunes du quartier de Maurepas, dans le nord de Rennes, jouent au basket sur les installations sportives du CPB Gayeulles, le 2 février.

Photos François Lepage / The Guardian/eyevine

religieux, qui préoccupe certains groupes de droite. Pourtant, depuis 2021, les signalements d’actes antimusulmans ont augmenté de 32 %. Macron a remporté le scrutin de 2017 devant la candidate d’extrême droite, Marine Le Pen, assurant dans son discours de victoire qu’il ferait en sorte que les gens *“n’aient plus de raison de voter pour les extrêmes”*. Or cinq ans plus tard, la concurrence de l’extrême droite a évolué et gagné du terrain : Macron a désormais en face de lui deux candidats extrêmes, Le Pen et le chroniqueur télé Éric Zemmour, qui a été condamné pour incitation à la haine raciale.

De son bureau de l’Assemblée nationale, Florian Bachelier, député [LREM] d’Ille-et-

**“On ne peut pas vivre avec un chèque anti-inflation au coup par coup, il faut des solutions à long terme.”**

Tristan Lozach, PORTE-PAROLE DES “GILETS JAUNES” DE SAINT-BRIEUC

Vilaine et l’une des personnalités bretonnes du premier cercle de Macron, reconnaît que la pandémie a traumatisé les Français à bien des égards et que tout le pays *“a pris conscience des vulnérabilités individuelles et collectives”*. Mais cet ancien avocat s’empresse d’énumérer les mesures qui, selon lui, ont amélioré le quotidien des Français, tels le développement des contrats d’apprentissage des jeunes, la baisse de l’impôt sur le revenu, la suppression de la taxe foncière pour beaucoup de contribuables et l’allongement à vingt-huit jours du congé de paternité. *“Ce qui en ressort, c’est que le président a protégé les Français, et plus encore pendant la période turbulente de la pandémie”*, affirme-t-il.

Mais Florian Bachelier, qui, en tant que *“premier questeur”* de l’Assemblée, gère les finances et l’administration de l’Assemblée nationale, est également bien placé pour prendre la mesure du climat de défiance vis-à-vis des élus. Il a en effet déposé plusieurs plaintes pour menaces à son encontre, à l’heure où de plus en plus de parlementaires français de tous les partis ont été la cible de menaces de mort. Pour retrouver la confiance de l’électorat, dit-il, il faut *“montrer que nous tenons nos promesses et que nous œuvrons dans l’intérêt général”*.

La fronde des “gilets jaunes”, qui a débuté à l’automne 2018 et s’est poursuivie en 2019, a marqué un tournant dans le mandat de Macron. Ce qui avait commencé comme un mouvement contre la taxe sur les carburants a dégénéré en une longue protestation antigouvernementale déclenchant les plus graves émeutes que Paris ait connues depuis des décennies.

*“Là où nous avons réussi, c’est en montrant aux politiques qu’il y avait une France qui souffrait”*, déclare Tristan Lozach, qui vit près de Saint-Brieuc. Il avait 26 ans quand il est devenu l’un des principaux coordinateurs des “gilets jaunes” du nord de la Bretagne, occupant les ronds-points et les parvis de centres commerciaux. Il a grandi dans des foyers et à



l'assistance, et a travaillé comme employé des pompes funèbres – un métier dans lequel il a trouvé du sens et dont il est fier.

Son salaire ne suffisait toutefois pas à boucler ses fins de mois ou à payer ses frais d'essence. *“Il y avait alors beaucoup de gens en France qui avaient peur de dire qu'ils souffraient ou vivaient dans la misère. Les manifestations leur ont permis de faire entendre leur voix, déclare-t-il. Et je pense que ça a changé Emmanuel Macron. Il ne s'adresse plus aux Français de la même manière qu'il y a trois ans, à l'époque où il faisait des remarques aux gens qu'il rencontrait dans la rue sur un ton qui était perçu comme méprisant.”*

Mais entre l'inflation et la hausse du prix des carburants, Tristan Lozach confie qu'il a encore plus de mal à joindre les deux bouts aujourd'hui que pendant les manifestations de 2018. Il a bénéficié de la prime exceptionnelle de 100 euros débloquée récemment pour protéger les bas salaires de la hausse des prix de l'énergie. *“Mais on ne peut pas vivre avec un*

## “Je ne critique pas Emmanuel Macron, parce qu'il a eu un gros morceau à gérer et il a fait de son mieux.”

Julien Rouxel,  
ÉLEVEUR DE 22 ANS

*chèque anti-inflation au coup par coup – il faut des solutions à long terme.”* Avec une poignée de “gilets jaunes” locaux, il est retourné sur les ronds-points et a recommencé à accrocher des calicots sur les ponts d'autoroute pour, dit-il, *“montrer qu'on est toujours là”*.

Non loin de là, à Plédran, Julien Rouxel, 22 ans, s'apprête à reprendre la petite exploitation laitière qui appartient à sa famille depuis cinq générations. Il envisage l'avenir avec optimisme, mais il a soutenu les convois de tracteurs des éleveurs porcins et des producteurs de lait qui [en janvier 2022] manifestaient contre les supermarchés accusés de ne pas payer le juste prix pour les produits agricoles. *“Tout ce que je veux, dit-il, c'est exploiter ma ferme et pouvoir couvrir mes frais. Quant à Emmanuel Macron, le pauvre, je ne le critique pas, parce qu'il a eu un gros morceau à gérer et il a fait de son mieux. Mais je me demande tout de même s'il a assez écouté les Français. Peut-être pas.”*

Dans le centre prospère de Rennes, Goulwen Lorcy semble pour sa part incarner le slogan phare de Macron, qui voulait faire de la France *“une start-up nation”*. Il a monté sa petite



↑ Emmanuel Curet, travailleur social et directeur de la section Gayeulles du Cercle Paul Bert, une association sportive du quartier de Maurepas, dans le nord de Rennes.



↑ Julien Rouxel, 22 ans, dans la petite exploitation laitière qui appartient à sa famille depuis cinq générations, à Plédran.  
Photos François Lepage/The Guardian/eyevine

start-up en Bretagne avant la pandémie pour créer des systèmes numériques visant à optimiser la gestion des stocks de médicaments inutilisés dans les hôpitaux. Mais quand la pandémie s'est déclarée, avec son équipe de jeunes développeurs, ils ont été sollicités par les pouvoirs publics pour mettre rapidement en place une plateforme similaire reliant l'ensemble des hôpitaux du pays. *“Cela a permis*

*de reconnaître que les start-up peuvent être plus réactives que les grandes entreprises pour inventer de nouvelles solutions dans des délais très courts”,* souligne-t-il, ajoutant que, pendant la pandémie, *“beaucoup de solutions étaient régionales”,* et plus simplement dictées depuis Paris.

Romain Pasquier, politologue à Sciences-Po Rennes, estime que le mode de gouvernance vertical de Macron a été *“extrêmement centralisé”*. Les régions dotées d'une forte identité et d'une langue régionale, comme la Bretagne, ont été irritées par la réticence du ministre de l'Éducation, l'été dernier, vis-à-vis de l'enseignement immersif des langues régionales dans les écoles. Entre-temps, le parti de Macron, La République en marche, prépare son matériel de campagne pour rappeler aux électeurs les diverses mesures qu'il a mises en place – de l'augmentation du budget de la justice au pass culture de 300 euros offert à tous les jeunes de 15 à 18 ans pour faciliter leur accès aux produits culturels.

Dans une autre cité HLM de Rennes, Emmanuel Curet, intervenant social pour les jeunes dans une grande association sportive, confie : *“Si vous faites du sport, vous avez moins de chance de vous retrouver dans la merde.”* Globalement, il dit ne pas faire confiance aux partis politiques. Mais lorsqu'on lui demande si quelque chose a changé en cinq ans sous Macron, il parle des programmes de formation et d'apprentissage des jeunes. Plusieurs jeunes ont pu faire des stages dans son association et ont ensuite été embauchés. Son fils de 18 ans était apprenti dans l'imprimerie. *“C'est un outil efficace pour lancer les jeunes vers un métier et un salaire, estime-t-il. Ça a changé la donne.”*

—Angelique Chrisafis  
Publié le 28 février



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**Dans un monde rural qui se sent délaissé : “Les amish, c'est nous!”**

Déserts médicaux, disparition des services publics, enclavement... les sujets de préoccupation sont légion à la campagne. Mais les candidats ne semblent guère les entendre, raconte le quotidien belge **Le Soir**.



# SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix  
pour un monde  
durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



## Stop aux cours magistraux, on veut participer !

**Le système politique français est complètement déséquilibré : le président décide de tout et personne ne peut rectifier ses erreurs.**

—Die Zeit Hambourg

La politique française a un penchant pour les longueurs. Les débats, les discours et les émissions électorales sont souvent interminables. [Jeudi 17 mars], Emmanuel Macron a présenté son programme pour l'élection présidentielle – en avril, les Français et les Françaises décideront s'il effectuera un second mandat. Ses équipes avaient annoncé une conférence de presse, mais lorsque le premier journaliste a pu poser sa question, Emmanuel Macron avait déjà parlé pendant une heure et trente-cinq minutes. Et s'était excusé au préalable : il ne pourrait malheureusement pas traiter tous les points de son programme.

Une fois l'heure des questions venue, certains journalistes imprudents en ont posé deux d'un coup, entraînant des réponses deux fois plus longues. Au bout de trois heures, toutes les interrogations n'avaient effectivement pas été traitées, mais je suis parti. Le président, lui, a continué. J'ai appris plus tard que la "conférence de presse" avait duré quatre heures dix au total. Imaginez Olaf Scholz discourir pendant quatre heures dix sans la moindre pause !

Pourquoi Macron fait-il cela ? Et pourquoi n'y a-t-il personne pour l'en empêcher ? J'ai interrogé

une collègue allemande, qui connaît bien mieux la France que moi, mais elle s'est contentée d'un haussement d'épaules : c'est comme ça, à l'école aussi l'enseignement est frontal.

Deux versions d'Emmanuel Macron cohabitent actuellement : d'un côté, le candidat qui espère être réélu, de l'autre, le président en exercice depuis cinq ans. Tout au long de son mandat, le locataire de l'Élysée n'a tenu que très peu de conférences de presse – entre deux et quatre selon les sources (en cinq ans, donc). En revanche, il a donné de nombreux et longs discours. Sa méthode de prédilection, pour s'adresser au peuple, est l'allocution télévisée diffusée simultanément sur les principales chaînes de télévision françaises.

Si ce n'est pas lui qui a inventé le modèle du cours magistral présidentiel, Emmanuel Macron l'a en revanche perfectionné. C'est d'ailleurs pour cela que les critiques de ses détracteurs ne se concentrent pas uniquement sur sa gouvernance jupitérienne – il s'était un jour comparé à Jupiter – mais s'étendent au système présidentiel lui-même. Le système français confère au président (et peut-être un jour à la présidente) davantage de pouvoir qu'à n'importe quel autre chef d'État ou de gouvernement occidental. Autrement dit, il incite presque inévitablement aux discours trop longs.

↑ Les différentes facettes d'Emmanuel Macron : Jupiter, Mars et Minerve. Dessin de Schrank paru dans *The Economist*, Londres.

### SOURCE



**DIE ZEIT**  
Hambourg, Allemagne  
Hebdomadaire,  
578 300 ex.  
zeit.de  
Créé en 1946,  
Die Zeit est la publication allemande de référence, une autorité outre-Rhin. Ce (très) grand journal d'information et d'analyse politique, tolérant et libéral, paraît tous les jeudis.

C'est Charles de Gaulle qui a imaginé ce système présidentiel – en France, la plupart des choses sont un héritage du général de Gaulle ou de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup>. Un diplomate avisé m'a un jour livré cette analyse : la Seconde Guerre mondiale et les années qui ont suivi ont appris aux Français, de manière particulièrement brutale, ce qu'il peut advenir d'un État lorsque le pouvoir est morcelé entre de trop nombreuses personnes – autrement dit lorsque le pays est gouverné de manière horizontale. De Gaulle en a tiré les conclusions suivantes : il a concentré tous les pouvoirs entre les mains du président. Depuis, la France est gouvernée de manière verticale.

Le système français présente un avantage manifeste : on sait toujours qui prend les décisions et donc qui endosse les responsabilités. Mais, depuis quelques années, le revers de la médaille est lui aussi évident : un président ne fait pas de compromis, mais un homme qui décide de tout commet néanmoins des erreurs. Et, puisqu'il n'est pas prévu qu'un président fasse des erreurs, il n'y a personne pour corriger ses bévues. Dans un pays démocratique, une telle toute-puissance entraîne forcément un certain épuisement – du président comme du peuple.

**Davantage de participation citoyenne et plus de droits pour le Parlement : voilà en quoi pourrait consister le grand projet de Macron.**

Emmanuel Macron a lui-même sous-entendu qu'il tempérerait ses ardeurs jupitériennes en cas de réélection, pour laisser plus de place au Parlement et à la participation citoyenne. Il découvre la participation. Ce revirement est une réponse au mouvement des "gilets jaunes", né pendant l'hiver 2018-2019 lorsque le président, qui ne commet jamais d'erreurs, avait décidé, seul, d'instaurer une taxe sur le pétrole et l'essence. La colère qui s'était propagée dans tout le pays était tout autant dirigée contre lui que contre le système. Macron avait tenté de canaliser cette colère en sillonnant le pays pendant des mois, faisant face aux citoyens dans un "grand débat". Cet ensemble de débats comportait d'ailleurs quelques longueurs aussi : certains d'entre eux ont duré jusqu'à six heures.

Plus de participation citoyenne, un exercice plus collégial du pouvoir et plus de droits pour le Parlement : voilà en quoi pourrait consister le plus grand projet d'Emmanuel Macron s'il est réélu. Peut-être même que ses discours dureront alors moins longtemps.

D'autres candidats vont beaucoup plus loin. Jean-Luc Mélenchon, l'un des adversaires du président sortant dans la course à l'Élysée, souhaite redonner le pouvoir au peuple et convoquer une assemblée constituante. Le candidat d'extrême gauche promet d'instaurer la VI<sup>e</sup> République s'il est élu. Mais, à en croire les sondages, cela paraît peu probable.

—Matthias Krupa  
Publié le 24 mars



# Sept projets et un fauteuil

Obstinés, déchainés, combatifs, aguerris... Voici, croqués par le dessinateur Glez et racontés par la presse étrangère, les portraits de quelques-uns des candidats à la présidence de la République.



## Emmanuel Macron, le favori

●●● En 2017, il était le “candidat de la presse étrangère”. Il a eu pour ambition d’apporter sa “révolution” à l’Hexagone. Cinq ans plus tard, après les crises des “gilets jaunes”, du Covid-19 et de la guerre en Ukraine, Emmanuel Macron s’est lancé de nouveau dans la course à la magistrature suprême. Tardivement, peut-être trop, estiment certains observateurs de la presse étrangère, qui déplorent un manque de campagne électorale de la part d’un président très occupé par la politique internationale. En France, Macron peut tabler sur des indicateurs économiques plutôt positifs. “L’économie française se porte plutôt bien”, mieux que bien d’autres, lui a concédé en début d’année le Prix Nobel Paul Krugman dans le **New York Times**. Il a redonné le goût du risque aux entrepreneurs, juge l’hebdomadaire britannique **The Economist**. Et il n’a jamais laissé la place au doute sur sa détermination. Il se place donc depuis le début en favori dans les sondages. Selon **The Reaction**, site également britannique, il est à prévoir que “Macron deuxième mouture, avec un œil sur son bilan plutôt que sur sa réélection, sera

un adversaire très différent du Macron centriste. [...] Avec son retour à l’Élysée, pratiquement inévitable nous dit-on, Macron va avoir les coudées franches. Même le petit désagrément annoncé – une Assemblée nationale où son parti, La République en marche, serait minoritaire – pourrait tourner à son avantage.” Des conditions favorables pour continuer ses projets de réformes et ses visions internationales, note le site. Mais encore faut-il qu’il acquière une nouvelle légitimité en gagnant une élection précédée d’une campagne digne de ce nom, prévient **The Local**. Sinon il risque un retour musclé des “gilets jaunes”. Pour le site paneuropéen, le deuxième mandat de Macron s’annoncerait au contraire difficile. “Une grande partie de la France, à l’extrême gauche et à l’extrême droite, le verra toujours comme un président par accident ou imposé.” Et au moment où le chef de l’État tenait son unique meeting à Paris à quelques jours du premier tour, son camp se laissait gagner par la fébrilité, constatait la presse étrangère. Compte tenu de la remontée de Marine Le Pen et de la forte abstention qui se dessine, la course à l’Élysée 2022 comporte peut-être plus de dangers que prévu.



## Marine Le Pen, la dédiable

●●● “Comme si souvent dans le parcours de Marine Le Pen, on a voulu croire un peu trop tôt qu’elle était hors course”, écrivait le quotidien espagnol **El País** alors qu’à dix jours du premier tour le sondage Ipsos laissait penser que la candidate du Rassemblement national (RN) était en mesure de battre son rival Éric Zemmour, avec environ 21 % d’intentions de vote, contre 11 % pour le leader de Reconquête. Elle s’est aussi rapprochée de manière inédite du chef de l’État dans les modélisations pour le second tour, où elle obtiendrait 46 % des voix, selon les chiffres d’Ipsos. Marine Le Pen, souvent surestimée dans les sondages, souvent sous-estimée dans le monde politique : sa transformation des dernières années a été spectaculaire. À coups de photos de chatons et de nettoyage idéologique, la candidate a poussé la dédiable de son parti au point de créer un personnage “que nous ne connaissions pas”, admettait **Der Spiegel** en 2021. À de nombreux moments, elle paraissait d’ailleurs s’être ainsi “enfermée dans un piège”, analysait **El Confidencial**. Sa fin était annoncée, son héritage déjà disputé dans un RN pour qui, à en croire une enquête de **Politico** d’avril 2021, elle avait poussé trop loin la dédiable. À cent jours de la présidentielle, **Die Welt**, à Berlin, titrait sur la “déchéance de Marine Le Pen”, en énumérant toutes les raisons pour lesquelles elle ne s’était “jamais trouvée en si mauvaise posture” : le parti se trouvait fortement endetté, frappé par l’abstention, débouchant sur une “hémorragie” de militants d’abord, puis de ses ténors vers le parti rival d’extrême droite. Le **Spectator**, le scrutin approchant, voyait même Éric Zemmour “manger Marine Le Pen toute crue”. Si elle a fini par prendre le dessus, expliquait en Italie **La Repubblica**, c’est parce que les deux rivaux se disputent l’électorat déçu de la droite “bien-pensante”, que l’extrémisme des positions de Zemmour pourrait rebuter, tandis que Le Pen paraît désormais modérée en comparaison. Cette “guéguerre a mis en lumière une tendance de fond de cette campagne, expliquait **El País** : les questions de pouvoir d’achat l’emportent sur les questions identitaires. Le Pen l’a très vite compris. Pas Zemmour.” Et alors que Le Pen “rêve déjà de battre le président actuel”, le **New Statesman** formule la question que de plus en plus de titres internationaux commencent à se poser à une semaine du scrutin : “Peut-elle vraiment gagner la présidentielle ?”

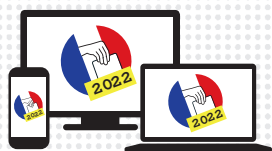


## Jean-Luc Mélenchon, le vétérinaire

●●● “Lui a toujours été là”, écrivait en Italie **Domani** à l’automne 2021. Éternel innovateur, “Jean-Luc Mélenchon veut récupérer tout ce que la gauche a vu lui filer entre les doigts : l’Élysée, la lutte des classes, le peuple et le populisme.” Si son accession au second tour semblait il y a quelques mois encore un “rêve inaccessible”, la “marche pour la VI<sup>e</sup> République”, qui a réuni le 20 mars près de 100 000 personnes à Paris, a montré que ce “brillant orateur, certainement le meilleur de la vie politique française avec Macron”, est en pleine dynamique, rappelant sa remontada de 2017, constatait alors le quotidien catalan **El Periódico**. Pour accéder au second tour, pas question de se fondre dans une union. L’ambition de Mélenchon est personnelle, raison pour laquelle il s’est vu reprocher d’avoir “enterré l’union de la gauche” très tôt, comme le titrait à Bruxelles **Le Soir** en juin 2021. Mais, “convaincu qu’à long terme la solidité de sa campagne et le retrait des autres candidats feront de lui le référent naturel de l’électorat de gauche”, confirmait **El Diario**, il a même modéré son discours pour récolter des voix plus centristes. À Madrid, **El Salto** formule la situation ainsi : “Malgré l’usure du personnage, le candidat de la France insoumise tient bon : il est le mieux placé sur les thématiques d’égalité et de justice sociale. [...] Toutefois, la volonté de Mélenchon de se présenter comme le candidat de toute la gauche contraste avec sa personnalité controversée. D’autant qu’au cours des cinq dernières années son image s’est beaucoup dégradée.” Sa présence dans la course au-delà du 10 avril aurait un grand mérite, selon **De Morgen**, en Belgique : renouveler le débat politique entre les deux tours. “Celles et ceux qui voteront Mélenchon le feront surtout pour envoyer un signal à Macron, lui indiquant qu’il devrait envisager un virage plus à gauche lors de son prochain mandat.”

## Yannick Jadot, le pragmatique

●●● “Pour les Verts français, la conjoncture n’a jamais été aussi favorable”, écrivait **The Economist** à la rentrée 2021. Mais il est toujours aussi dur de transformer une prise de conscience écologique en succès électoral. Le constat semble inchangé. L’énergie et le climat avaient bel et bien frappé à la porte, “les écologistes n’ont pas su saisir la balle au bond”, jugeait durement **Le Temps** à quelques jours du premier tour. Pour le quotidien suisse, leur candidat, Yannick Jadot, est trop éloigné “des réalités économiques et autres priorités des candidats”. Pourtant, l’ex-dirigeant de Greenpeace avait été, bien avant la primaire déjà, le plus connu des Verts pour sa modération et son pragmatisme. Son programme – instauration d’un revenu citoyen, augmentation du salaire minimum, 200 000 fonctionnaires supplémentaires, le retour de l’impôt sur la fortune... – n’a pas laissé de doute : “Yannick Jadot met l’écologie française à gauche toute.” La bonne stratégie face à l’éparpillement des voix à gauche ?



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**Le premier tour vu par la presse étrangère.** Réactions, analyses, reportages... Le premier tour de l’élection présidentielle, en live, sur notre site, le dimanche 10 avril, dès 17 heures.



## Eric Zemmour, le déchaîné

●●● Inutile de préciser que l’ancienne vedette de CNews est le candidat ayant le plus fait trembler la presse étrangère depuis la rentrée. En Allemagne, en mars, la **Süddeutsche Zeitung** déplorait, exaspérée, que cela faisait six mois que le débat tournait autour d’un “homme qui fait de la politique comme on mène un chantier de démolition. Armé d’un bidon d’essence et d’une allumette. Se trouve-t-il encore quelqu’un à qui il n’a pas instillé la peur d’une guerre civile ? Écoutez Eric Zemmour, il vous l’apprendra, la peur. Et le fait que la concurrence politique perde visiblement son sang-froid n’arrange rien au problème.” Le promoteur des idées les plus extrêmes de l’extrême droite, du “grand remplacement” à la “remigration”, usant de références historiques souvent tordues, a perturbé la campagne, de la droite à la gauche, à coups de “diatribes incendiaires”, écrivait **Politico**, faisant pendant de longs mois de “l’ombre à Marine Le Pen”. Non, le souci avec Zemmour, c’est que “ce Rastignac aura fait des pieds et des mains pour réveiller les instincts les plus enfouis de l’Hexagone”, ceux qui ont valu à la France des articles inquiets, souvent atterrés par le discours haineux, parus sur des terres d’habitude moins alertes quand il s’agit de campagne électorale française : au Moyen-Orient, au Maghreb, au Sénégal et dans d’autres pays africains. Dans les pays voisins, le constat ressemblait souvent à celui fait par **Le Soir** en Belgique en octobre 2021, voyant en Zemmour le “révéléateur d’une France en panique identitaire”. “Il ne sera pas le prochain président de la République”, écrivait **Reaction** en décembre. Mais il sera avec Marion Maréchal à l’origine d’un chamboulement fondamental de la droite française à l’horizon 2027, dans la perspective de la prochaine échéance présidentielle.

## Valérie Pécresse, la sous-estimée

●●● La concurrente d’Emmanuel Macron qu’on n’avait pas tout à fait prévue avait déclenché une petite tempête médiatique internationale avec sa victoire à la primaire de la droite en décembre. Voilà la rivale redoutée de Macron, annonçait **The Times**. Comme lui, elle pouvait plaire à l’électorat urbain de droite, constatait le quotidien britannique. Est-ce que cette femme sous-estimée, “à la biographie typiquement parisienne” et aux allures de “première de la classe”, selon **Die Welt**, qu’on appelait aussi le “bulldozer” ou le “Macron en jupes”, était capable d’ouvrir une troisième voie en France ? Ses déclarations censées unir “les deux bouts de l’omelette”, comme l’expliquait **Le Soir** belge, à savoir la partie la plus modérée et la partie la plus radicale des Républicains, ont cependant vite fait prendre à sa campagne “des accents de plus en plus nationalistes”, observait **Die Zeit** au début de l’année. Traditionaliste, proeuropéenne et pronucléaire, elle a marqué médiatiquement avec, surtout, ses déclarations sur le foie gras, Miss France et le Kärcher... Prise en étau entre le centrisme du sortant et l’extrême droite, elle misait beaucoup sur son premier meeting, le 13 février. Mais sa prestation n’a guère convaincu. “Si elle parvenait à se hisser au second tour, la candidate de la droite serait l’adversaire le plus redouté par Emmanuel Macron.” La marche, à en croire les sondages, paraît pour l’heure trop haute.



↑ Dessins de Glez, Burkina Faso, pour **Courrier international**.



## Anne Hidalgo, l’obstinée

●●● Du “rêve présidentiel” que, pas encore candidate, elle représentait pour son parti en janvier 2021, selon **De Tjid**, aux Pays-bas, au “croque-mort” du PS, comme la surnommait le journal italien **Il Foglio** un an plus tard, Anne Hidalgo a probablement vécu la campagne électorale la plus violente. La principale raison, résumait à Madrid **El Salto**, réside dans l’état de sa famille politique : “À première vue, la situation de la gauche\* justifierait une crise de larmes digne d’une telenovela latino-américaine”, écrivait le site alternatif. Dès le départ, la grande interrogation concernant la candidature de la maire de Paris tenait à l’union de la gauche sous la bannière du Parti socialiste. En septembre, le **New York Times** exprimait des doutes. “La plupart des sondages créditent la gauche, divisée entre socialistes, écologistes et partis d’extrême gauche, de moins de 30 % des voix, dans une France qui penche de plus en plus vers la droite. La gauche\* autrefois si fière n’est plus que l’ombre d’elle-même.” Le PS démolit, vient ensuite seulement la personnalité de la socialiste, selon le quotidien américain. “Produit d’un modèle d’intégration français aujourd’hui largement remis en cause, elle mène une politique favorable aux vélos et hostiles aux voitures, ce qui lui vaut d’être adulée par les uns et conspuée par les autres. Toutefois, en province, elle est relativement inconnue. Être à l’aise avec la France profonde\* est un atout important pour tout candidat à l’Élysée.” Par ailleurs, à un moment où la gauche se divise sur des questions identitaires, “l’universaliste convaincue” Hidalgo s’attire les critiques pour ses positions tranchées. Le quotidien espagnol **El Mundo** pestait ainsi : “Si elle racontait sa vie sans donner des leçons de progressisme à chaque page, peut-être arrêterait-on de l’appeler ‘Madame 5 %.’”

\*En français dans le texte.

trans-  
versales.

économie

Signaux ..... 47  
Sciences ..... 50

↳ Dessin d'Otto Dettmer paru dans Der Freitag, Berlin.

# Le spectre de la famine



FOCUS

**Agriculture.** L'invasion de l'Ukraine par la Russie menace le monde de pénuries alimentaires. Car les deux belligérants sont des producteurs essentiels de céréales et d'engrais.



s'ajoute à une autre catastrophe", dit David M. Beasley, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), l'agence des Nations unies qui nourrit 125 millions de personnes par jour. "Il n'y a aucun précédent, même proche de celui-ci, depuis la Seconde Guerre mondiale."

Les agriculteurs ukrainiens risquent de ne pas pouvoir assurer les saisons cruciales des semis et des récoltes. Les usines d'engrais européennes réduisent considérablement leur production en raison des prix élevés de l'énergie. Du Brésil au Texas, les agriculteurs diminuent leur consommation d'engrais, ce qui menace le volume des prochaines récoltes.

La Chine, qui, à la suite de graves inondations, fait face à sa pire récolte de blé depuis des décennies, prévoit d'acheter une part beaucoup plus importante d'une production mondiale en baisse. Et l'Inde, qui n'exporte habituellement qu'une petite quantité de blé, a déjà vu sa demande étrangère plus que tripler par rapport à l'année dernière.

**Hausse des prix.** Partout dans le monde, le résultat sera une nouvelle hausse des prix des denrées alimentaires. En février, aux États-Unis, ils avaient déjà augmenté de 8,6 % par rapport à l'année précédente, la plus forte hausse en quarante ans, selon les statistiques officielles.

La nouvelle flambée des prix risque de faire basculer des millions de personnes dans l'insécurité alimentaire. Après être restée pratiquement stable pendant cinq ans, la faim a progressé d'environ 18 % durant la pandémie et touche aujourd'hui 720 à 811 millions de personnes. À la mi-mars, l'ONU a averti que l'impact de la guerre sur le marché alimentaire mondial menaçait de sous-alimenter 7,6 à 13,1 millions de personnes supplémentaires.

Les dépenses du PAM ont déjà augmenté de 71 millions de dollars par mois [64 millions d'euros], de quoi réduire les rations quotidiennes de 3,8 millions de personnes. "Nous allons prendre la nourriture de ceux qui ont faim pour nourrir les affamés", a déclaré David Beasley.

L'augmentation des prix et les menaces de famine pourraient ajouter une nouvelle dimension à la façon dont le monde

voit cette guerre. Alimenteront-elles la colère contre la Russie et les appels à l'intervention? Ou cette colère se tournera-t-elle vers les sanctions occidentales qui contribuent à bloquer l'accès à la nourriture et aux engrais?

L'Arménie, la Mongolie, le Kazakhstan et l'Érythrée, qui importent la quasi-totalité de leur blé de Russie et d'Ukraine, doivent trouver de nouvelles sources d'approvisionnement. Mais ces pays sont en concurrence avec de bien plus gros acheteurs, comme la Turquie, l'Égypte, le Bangladesh et l'Iran, qui achètent plus de 60 % de leur blé aux deux pays en guerre.

**"Il n'y a aucun précédent, même proche de celui-ci, depuis la Seconde Guerre mondiale."**

David M. Beasley,  
DIRECTEUR EXÉCUTIF DU PAM

Et tous ces acheteurs vont enchaner sur une offre encore plus réduite puisque la Chine, première productrice et consommatrice de blé au monde, prévoit d'en acheter beaucoup plus cette année. Pékin a fait savoir le 5 mars que les graves inondations de 2021 avaient retardé les semis de blé sur environ un tiers des superficies habituelles, et que la prochaine récolte s'annonçait mauvaise. "La situation des semis cette année pourrait être la pire de l'histoire", a prévenu le ministre de l'Agriculture, Tang Renjian.

La hausse des prix de l'alimentation est depuis longtemps un déclencheur de troubles sociaux et politiques dans les pays pauvres d'Afrique et du monde arabe, et nombre d'entre eux subventionnent des produits de base comme le pain afin d'éviter les remous. Mais, selon les économistes, le budget et l'économie de ces pays, déjà mis à rude épreuve par la pandémie de Covid-19 et les coûts élevés de l'énergie, risquent de céder sous la pression du prix des aliments.

La Tunisie, qui avait du mal à payer certaines importations alimentaires avant la guerre, essaie aujourd'hui d'éviter un effondrement économique. L'inflation a déjà déclenché des manifestations au Maroc et concourt à la reprise de troubles et de répressions violentes au Soudan.

—The New York Times  
(extraits) New York

La guerre en Ukraine a plongé le marché mondial de l'énergie dans la tourmente. Une crise plus profonde encore menace aujourd'hui la planète tout entière : la pénurie alimentaire. Une grosse partie du blé, du maïs et de l'orge produits dans le monde est bloquée en Russie et en Ukraine à cause de la guerre, et une partie plus importante encore

d'engrais ne sort plus de Russie ni de Biélorussie. Résultat : les prix des aliments et des fertilisants s'envolent dans le monde entier. Depuis l'invasion de l'Ukraine, les cours du blé ont augmenté de 21 %, ceux de l'orge de 33 % et certains engrais de 40 %.

Le choc est aggravé par d'autres problèmes majeurs qui avaient déjà entraîné la hausse des prix et la baisse des approvisionnements, dont la pandémie de Covid-19, les contraintes logistiques, les coûts

énergétiques élevés, et les sécheresses, inondations et incendies qui ont sévi dernièrement.

Aujourd'hui, des économistes, des organisations humanitaires et des responsables gouvernementaux mettent en garde contre les retombées de cette situation : l'augmentation de la faim dans le monde. Le désastre qui s'annonce expose au grand jour les conséquences d'un conflit majeur à l'ère de la mondialisation. "La guerre en Ukraine est une catastrophe qui

## Verbatim

### “GARE À UN OURAGAN DE FAMINES!”

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, met en garde contre les conséquences dramatiques de la guerre entre les deux greniers à blé du monde, la Russie et l’Ukraine. À New York, le 14 mars, et sur Twitter, le patron de l’ONU a appelé à “*tout faire pour éviter un ouragan de famines et un effondrement du système alimentaire mondial*”. Car “*les prix des céréales ont déjà dépassé ceux du début du ‘printemps arabe’ et des émeutes de la faim de 2007-2008*”. Le conflit risque de frapper “*les plus pauvres, de semer les germes de l’instabilité politique et de troubles dans le monde entier*”.

“*Beaucoup de gens croient que ça veut juste dire que leurs bagels vont être plus chers*, commente Ben Isaacson, analyste à la Banque Scotia. *Mais cela va beaucoup plus loin.*” Depuis les années 1970, les soulèvements se sont succédés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. “*Qu’est-ce qui a réellement poussé les gens à descendre dans la rue? Tout commence par des pénuries alimentaires et l’augmentation du prix de la nourriture.*”

Les pays ravagés par des conflits prolongés, comme le Yémen, la Syrie, le Soudan du Sud et l’Éthiopie, font déjà face à une urgence alimentaire dont les experts craignent qu’elle ne s’aggrave rapidement.

En Afghanistan, les ONG ont fait savoir que la crise humanitaire était déjà exacerbée par la guerre en Ukraine, et qu’il était de plus en plus difficile de nourrir les 23 millions d’Afghans (plus de la moitié de la population) qui n’ont pas assez à manger. “*Les États-Unis pensent qu’ils ont sanctionné seulement la Russie et ses banques. Mais c’est le monde entier qu’ils ont sanctionné*”, s’insurge Nooruddin Zaker Ahmadi, directeur de l’entreprise d’import-export afghane Bashir Navid Complex.

Pour le marché alimentaire mondial, il existe peu de conflits potentiellement pires qu’entre la Russie et l’Ukraine. Au cours des cinq dernières années, les deux pays ont produit à eux seuls près de 30 % du blé exporté dans le monde, 17 % du maïs, 32 % de l’orge, une source essentielle d’alimentation animale, et 75 % de l’huile de tournesol.

Ce qui suscite davantage d’inquiétude aujourd’hui, c’est la prochaine récolte, surtout en Ukraine. Selon les estimations de l’ONU, jusqu’à 30 % des terres agricoles ukrainiennes pourraient devenir des zones de

guerre. Et comme des millions d’Ukrainiens fuient le pays ou rejoignent le front, il y a beaucoup moins de bras pour travailler dans les champs.

Le blé russe et ukrainien ne se remplace pas facilement. Selon l’ONU, les stocks sont déjà bas aux États-Unis et au Canada, l’Argentine limite ses livraisons et l’Australie a déjà atteint son volume maximal d’exportation. En un an, le prix du blé a augmenté de 69 %. Parmi les autres grosses exportations russes et ukrainiennes figurent le maïs et l’orge, dont les prix ont augmenté respectivement de 36 % et 82 %.

La guerre menace également de provoquer une pénurie d’engrais qui aura un impact à plus long terme sur les marchés alimentaires. L’envolée des prix a déjà contraint Matt Huie, agriculteur près de Corpus Christi, au Texas, à cesser l’épandage de fertilisants sur les pâturages de ses vaches, qui seront par conséquent plus maigres au moment de l’abattage. Il craint maintenant de devoir également réduire

### Une pénurie d’engrais aurait un impact à long terme sur les marchés alimentaires.

l’apport d’engrais dans ses champs de maïs, ce qui réduira sa récolte. “*Nous sommes entrés dans un territoire inconnu*”, confie-t-il.

La Russie fournit environ 15 % des fertilisants utilisés sur la planète, ce qui la place au rang de premier exportateur mondial. [En mars], alors que les agriculteurs du monde entier se préparaient à semer, la Russie a demandé à ses producteurs d’engrais de suspendre leurs exportations. Les sanctions rendaient déjà les

échanges difficiles. Elles ont également frappé son allié le plus proche, la Biélorussie, l’un des principaux producteurs de fertilisants à base de potasse, essentiels pour plusieurs cultures importantes, comme le soja et le maïs.

[Au début de mars], les fabricants d’engrais européens ont annoncé qu’ils allaient ralentir ou stopper leur production à cause de la flambée des prix de l’énergie. Beaucoup de fertilisants sont produits à partir de gaz naturel. Les principaux engrais utilisés dans le monde sont passés du simple au double, voire au triple de leur prix de l’an dernier.

**Récoltes réduites.** Le Brésil, premier producteur mondial de soja, achète près de la moitié de ses engrais phosphatés à la Russie et à la Biélorussie. Il ne lui reste plus que trois mois de stock. L’association brésilienne des producteurs de soja (Aprosoja) a demandé à ses membres d’utiliser moins de fertilisants cette année. La récolte de soja du Brésil, déjà diminuée par une sévère sécheresse, risque donc d’être encore plus maigre. “*Combien de millions de personnes vont mourir de faim à cause du manque de ces engrais?*” se demande le président de l’Aprosoja, Antonio Galvan.

Le Brésil vend son soja principalement à la Chine, qui en utilise une grande partie pour l’alimentation animale. Un soja moins abondant et plus cher pourrait obliger les éleveurs chinois à réduire les rations qu’ils donnent à leurs animaux. Résultat : des vaches, des porcs et des poulets plus petits, et une viande plus chère.

Jon Bakehouse, producteur de maïs et de soja à Hastings, dans l’Iowa, a prépayé ses engrais à la fin de l’année dernière parce qu’il craignait une pénurie. Il n’a toujours pas été livré, et il lui reste moins d’un mois pour les appliquer dans ses champs de maïs. Sans eux, dit-il, sa récolte sera réduite de moitié. “*Vous voyez ces scènes dans les films, où les voitures sautent au ralenti et les passagers sont comme suspendus en l’air? C’est ce qu’on ressent*, dit-il. *On est tous un peu suspendus en l’air, à attendre que la voiture retombe. Et on ne sait pas si ce sera un atterrissage en douceur ou si on se plantera tête la première dans le fossé.*”

— Jack Niclas

Publié le 20 mars

## Contexte

### Manifestations en Irak

●●● “*La guerre en Ukraine accroît les souffrances des Irakiens*”, écrit le 10 mars le journal panarabe **Al-Arab**.

La veille, des centaines d’Irakiens ont manifesté à Nassiriyah, dans le sud du pays, “*pour protester contre la hausse des prix*”, appelant les autorités à “*soutenir davantage les pauvres et les personnes à faible revenu*”, rapporte le quotidien irakien **Sawt al-Iraq**.

Des rassemblements similaires ont eu lieu dans le gouvernorat de Babel, au centre du pays. Les prix de l’huile de cuisson et des céréales connaissent une “*hausse folle*” depuis le début de l’invasion russe, indique **Al-Jazeera**. Sur le marché irakien, le litre d’huile a dépassé au début du mois de mars les 4 000 dinars irakiens (2,50 euros), contre 2 500 dinars avant la crise. Le paquet de 50 kilos de farine,

à 50 000 dinars (31 euros), coûtait deux fois moins avant la guerre. Cette inflation “*fait mal à une large frange de la population*”, souligne le quotidien panarabe **Asharq Al-Awsat**, “*confrontée à un taux de pauvreté élevé et à un chômage*” endémique. Face à cette hausse des prix, le gouvernement irakien a pris plusieurs mesures les 6 et 8 mars, dont la suppression pour deux mois des droits de douane perçus par l’État sur les denrées alimentaires et le versement de 100 000 dinars (62 euros) par mois aux plus démunis. Un geste insuffisant aux yeux de certains Irakiens : “*Appels en faveur d’une augmentation du montant de l’allocation*”, titre ainsi le quotidien irakien **Az-Zaman**. Le 2 mars, à l’ONU, l’Irak s’était abstenu de voter une résolution condamnant l’invasion russe.

## Commerce

### Les céréales prennent des itinéraires bis

●●● C’est un “*tournant majeur*” pour le monde céréalier, constate **Le Temps**. Les négociants “*cherchent d’autres filières pour compenser les fermetures, totales en Ukraine et importantes en Russie*”, du transport de grains. Et la Suisse, “*où se concentre un pan majeur du négoce de blé, de maïs ou d’huile de tournesol russes et ukrainiens, doit combler les carences causées par la guerre et les sanctions, composer avec les différents calendriers des récoltes, et faire face à l’appétit des places concurrentes*”, raconte le quotidien de Genève. L’Ukraine n’exporte plus que des quantités minimales. Du côté russe, les volumes ont certes baissé, mais “*les États qui ne s’alignent pas sur les sanctions occidentales, en Asie ou en Afrique du Nord, demeurent clients*”. En théorie, les céréales ne sont pas

sanctionnées, mais en Europe “*c’est tout comme*”. Un négociant genevois explique : “*Les armateurs n’ont plus aucun appétit pour la Russie, les assureurs demandent des primes de guerre allant jusqu’à 250 000 dollars par semaine et par bateau dans les eaux russes, et les banques voient rouge dès qu’on parle de la Russie.*” D’autres routes ont été mises en place, depuis la Roumanie, la Bulgarie, la France, l’Australie, l’Inde ou l’Argentine. La centrale des négociants en Suisse estime que “*tous les pays producteurs de blé d’hiver, comparable au blé russe, vont avoir une partition à jouer. Mais tant que la guerre durera, les prix resteront élevés car on ne compense pas un tiers des exportations mondiales de blé. Les tensions dans les pays moins nantis semblent inéluctables.*”



## Le grenier à blé ukrainien en péril

Le blé, le maïs, l'huile de tournesol, le soja ou l'orge produits en Ukraine nourrissent la planète. Avec une agriculture et des exportations à l'arrêt, les risques de pénurie alimentaire sont mondiaux.

—The Kyiv Independent  
(extraits) Kiev

L'hiver prend doucement congé pour laisser place au printemps. En temps normal, les agriculteurs ukrainiens reprennent le chemin des champs pour semer blé, tournesol et sarrasin, et s'occuper des élevages de volaille dont la production alimente le monde entier.

Mais cette année, semer est devenu un luxe. Bien souvent, les champs et les animaux ont été abandonnés. Des millions d'hectares sont probablement délaissés, ou bien sillonnés par des chars arborant la lettre Z.

Si le monde assiste déjà à l'éclatement de multiples crises humanitaires causées par la guerre menée par la Russie, il est une autre crise à venir, pas moins redoutable, due aux effets du conflit sur les exportations alimentaires de l'Ukraine.

Une part importante de l'alimentation mondiale – blé,

maïs, huile de tournesol, soja et orge en particulier, mais aussi volailles et œufs – provient en effet d'Ukraine, dont la production représente 15 % du marché alimentaire mondial. Parmi les principaux importateurs figurent l'Inde, la Chine, l'Égypte, la Turquie, la Pologne et l'Allemagne.

Or cette année, le moteur agroalimentaire ukrainien est à l'arrêt. "Cela va poser un problème non seulement à l'Ukraine, mais au monde entier", assure Andriy Dykun, le président du Conseil agricole ukrainien [qui fédère les agriculteurs en Ukraine]. "La faim dans le monde risque de s'aggraver de façon spectaculaire."

Même son de cloche du côté de l'économiste et spécialiste de l'agriculture Andriy Yarmak, pour qui l'invasion russe pourrait causer à travers le monde de nombreux décès par malnutrition. "Le sud de l'Ukraine, où des hordes de Russes ravagent les champs avec leurs chars et

tirent sur des civils, est déjà en train de rater la saison des semis", précise-t-il. Selon lui, il se passera des mois avant que l'Ukraine puisse exporter quoi que ce soit, et des années pour qu'elle retrouve ses niveaux de production d'avant la guerre. Selon la Kyiv School of Economics, ce sont quelque 400 millions de personnes dans le monde qui pourraient être affectées.

L'Est, où les combats sont les plus intenses, concentre une grande partie des terres agricoles de l'Ukraine, telles les régions particulièrement fertiles de Kherson et de Mykolaïv. Et les agriculteurs ne pourront

**"Le sud de l'Ukraine est déjà en train de rater la saison des semis."**

Andriy Yarmak, ÉCONOMISTE SPÉCIALISTE DE L'AGRICULTURE

évidemment pas y conduire leurs travaux comme à l'accoutumée.

Selon Alex Lissitsa, président de l'Ukrainian Agribusiness Club, une fédération de professionnels de l'agroalimentaire, pas plus de la moitié des terres agricoles, soit 10 millions d'hectares, seront ensemencées cette année.

Pour faire face aux pénuries attendues, la loi martiale, entrée en vigueur très vite après l'offensive russe, a interdit l'exportation de produits agricoles essentiels.

"Nous devons faire en sorte de fournir à l'Ukraine tout ce dont elle a besoin", a insisté le Premier ministre, Denys Shmyhal.

Cette interdiction porte ainsi sur l'avoine, le sarrasin, le seigle, le millet, le bœuf, le sucre et le sel. Des autorisations spéciales du ministère de l'Économie sont par ailleurs nécessaires pour exporter d'autres produits, tels le blé, l'huile de tournesol, le maïs, la volaille et les œufs.

Résultat : les prix flambent. Dès la première semaine de la guerre, le prix du blé en Ukraine avait augmenté de 25 %, pour atteindre 290 dollars la tonne.

Les villes les plus durement frappées, comme Kharkiv, Kherson et Soumy, sont à court de nourriture et d'eau et au bord de la catastrophe humanitaire. À Kiev, où les réserves diminuent, des livraisons spéciales de nourriture ont été organisées depuis d'autres régions. "Nous avons acheminé des milliers de tonnes de céréales", confirme Andriy Dykun. Les prochaines récoltes ne feront guère que satisfaire la demande intérieure, met-il en garde.

Pour l'heure, l'agriculture ukrainienne n'exportera plus. La tragédie à venir pour ce secteur crucial de l'économie ukrainienne ouvre un second front contre l'agression ukrainienne – et un front qui, cette fois, pourrait vraiment rallier les soutiens de la communauté internationale et contribuer à mettre fin à la

guerre, veut croire le président du Conseil agricole ukrainien.

Le 2 mars, l'Assemblée générale des Nations unies a voté à une majorité écrasante une résolution condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie et demandant le retrait immédiat de ses troupes. Parmi les quelques pays qui se sont abstenus figuraient deux des plus gros importateurs de produits ukrainiens, l'Inde et la Chine.

Pourtant, les pays qui n'ont pas voté en soutien à l'Ukraine finiront eux aussi par pâtir de la guerre russe, rappelle Andriy Dykun. "Si le monde veut avoir de quoi se nourrir, il faut assurer la paix pour permettre à nos agriculteurs de travailler."

—Natalia Datskevych

Publié le 10 mars

### SOURCE



### THE KYIV INDEPENDENT

Kiev, Ukraine

kyivindependent.com

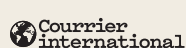
Ce média en ligne de langue anglaise entièrement gratuit a été créé avec l'aide de subventions européennes et d'un financement participatif. Riche en reportages et tribunes, il s'est imposé depuis l'invasion russe en Ukraine comme une source précieuse d'information pour les lecteurs anglophones.

MAGISTRAL Télérama **PUISSANT** Les Inrockuptibles **VIRTUOSE** Transfuge  
**IMMENSE À TOUS LES NIVEAUX** Première ★★★★★

# LE DIABLE N'EXISTE PAS

UN FILM DE MOHAMMAD RASOULOF

DISPONIBLE EN DVD, BLU RAY, VOD



PYRAMIDE VIDEO



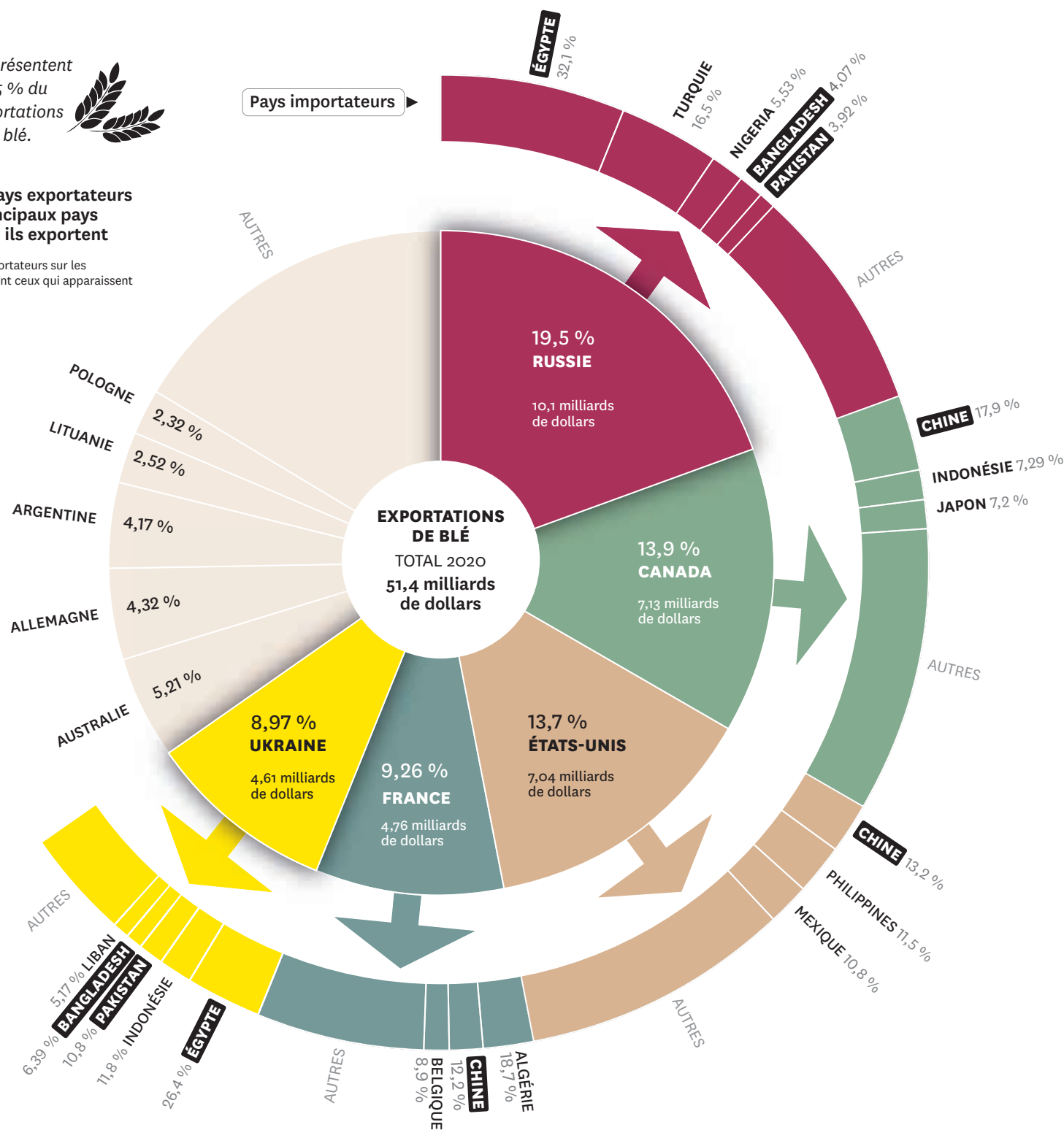
# Où vont les blés d'Ukraine et de Russie ?

Le blé ukrainien nourrit d'abord l'Égypte. La Chine est totalement indépendante de la Russie et de l'Ukraine pour cette céréale.

Cinq pays représentent à eux seuls 65 % du total des exportations mondiales de blé.

Principaux pays exportateurs de blé et principaux pays vers lesquels ils exportent

Note : les pays importateurs sur les cartouches noirs sont ceux qui apparaissent plusieurs fois.



**COURRIER INTERNATIONAL.** Cette infographie a été conçue et réalisée par notre infographiste, Catherine Doutey. Elle s'appuie sur les données de l'Observatoire de la complexité économique. Elle permet de voir quels étaient les principaux pays exportateurs de blé en 2020, mais aussi où va cette céréale.

Le blé de Russie et d'Ukraine – respectivement premier et cinquième plus importants pays exportateurs – nourrit essentiellement l'Afrique et le Moyen-Orient. Les pays de ces régions sont donc les plus menacés par la guerre actuelle. Mais ce ne sont pas les seuls.



✓ Dessin d'Otto Dettmer paru dans Der Freitag, Berlin.



## Au Portugal, c'est déjà l'urgence

La guerre en Ukraine a des effets notables sur les prix des denrées alimentaires de base.

—**Expresso** Lisbonne

**N**ul chez les agriculteurs, les producteurs de viande, de lait, de pain et d'œufs et les industriels de l'alimentaire n'a souvenir d'une situation aussi grave que celle à laquelle le pays est confronté actuellement. Outre la sécheresse et la flambée des prix de l'énergie et des carburants, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, deux des plus grands fournisseurs mondiaux de céréales, provoque une montée incontrôlée du prix de plusieurs matières premières essentielles à la production alimentaire et risque d'entraîner une pénurie susceptible de déboucher sur l'instauration de rationnements au Portugal.

La spirale ascendante est telle que certains fournisseurs de farine fixent leur prix à la journée. La vente d'huile de tournesol (employée dans les conserves) est désormais limitée dans les magasins. Et les rations des animaux destinés à la consommation humaine ne dureront que jusqu'au mois d'avril. Plusieurs produits

de base vont être majorés de 20 à 30 % dans les prochains jours et deviendront inabornables pour des milliers de familles à faibles revenus.

“Les pénuries alimentaires vont atteindre un niveau que l'on n'avait pas vu depuis longtemps”, annonce Isabel Jonet, présidente de la Banque alimentaire contre la faim. Une inquiétude partagée par Eduardo Oliveira e Sousa, président de la Confédération des agriculteurs du Portugal (CAP) : “Nous sommes dans une situation d'urgence alimentaire comme je ne me rappelle pas en avoir connu.”

**Cultures arrêtées.** Devant la montée des prix de l'énergie et du gazole, qui s'est aggravée avec la guerre, des agriculteurs vont cesser de cultiver certains produits, comme le maïs, des légumes et des fruits, pour ne pas subir de pertes. “En plus d'une hausse des prix, on va se retrouver avec une pénurie de certains produits, ce qui entraînera une nouvelle augmentation. Il est impossible de savoir jusqu'où ira l'escalade”, conclut-il.

La CAP reconnaît même que l'on en viendra à instaurer un rationnement pour certaines denrées : “Le stock de plusieurs produits, la farine pour les pâtes par exemple, est tellement réduit que d'ici un mois ou deux on pourrait en venir à un rationnement, comme dans les années 1970.” Il n'y a pas encore de rupture de la production, mais “la pression sur les prix est absolument inédite”, confie Gonçalo Lobo Xavier, le président de l'Association portugaise des entreprises de distribution.

**Dépendance totale.** C'est dans les farines, qui constituent le principal ingrédient de produits aussi divers que le pain, les pâtes et l'alimentation animale, que la pression se fait le plus sentir. Le kilo de farine à pain est passé de 0,35 à 0,57 euro en un an et pourrait atteindre 0,77 euro dans les prochains mois. Le pain a beau avoir augmenté au début de l'année, une nouvelle hausse, dont le montant est encore impossible à calculer, est “inévitabile” dans les semaines à venir.

En matière de céréales, la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger est totale. Pour le blé, la production nationale ne couvre que 5 à 10 % de la consommation, mais, cette année, elle a avoisiné zéro en raison de la sécheresse, et il devrait y avoir pénurie de quelques produits, comme les pâtes. Quant au maïs, la guerre en Ukraine, qui était le principal producteur européen, a coulé l'approvisionnement, ce qui a fait monter les prix.

Le maïs est le principal composant de l'alimentation animale. “Rien que la semaine dernière, le prix de la tonne est passé de 300 à 420 euros. Les rations vont donc augmenter de 25 à 30 % et atteindre des sommes que les éleveurs ne pourront pas supporter. Le secteur risque de s'effondrer”, annonce Jaime Piçarra, secrétaire général de l'Association portugaise des industries des aliments composés pour animaux.

Avec la hausse du prix de l'alimentation, la viande de porc, la plus consommée par les Portugais, “va augmenter de 0,40 euro le kilo, soit plus de 30 %”, déclare David Neves, président de la Fédération portugaise des associations d'éleveurs de porcs, qui ajoute : “Les stocks de rations n'iront que jusqu'au mois d'avril. Après, nous n'avons rien pour nourrir les bêtes, ce qui signifie qu'on risque une pénurie de viande. Si des mesures urgentes ne sont pas prises, nous allons assister à un retour de la faim au Portugal.”

La flambée des prix ne se limite pas au porc. Tout le secteur de la viande verra en général le prix final augmenter de 20 à 30 %. C'est la même chose pour les œufs. “Nous avons proposé à nos clients une hausse immédiate de 20 à 25 % dès la semaine prochaine. Nous n'avons pas d'autre choix”, confie Manuel Sobreiro, de l'Entreprise avicole du Centre, qui produit 40 % des

œufs vendus au Portugal. Quant au lait, il n'est même pas possible d'estimer jusqu'où ira la hausse. “Le prix du gazole a pris 0,15 euro et va encore prendre 0,20 euro, l'électricité utilisée pour traire les vaches augmente quotidiennement, les engrais également et l'alimentation est de plus en plus chère. La situation est en train de devenir dramatique”, confie Carlos Neves, secrétaire général de l'Association des producteurs de lait du Portugal.

Les aliments à base de céréales font aussi partie de l'alimentation des poissons d'élevage, comme la daurade et le bar, les plus consommés au Portugal, qui devraient également augmenter de 20 à 30 %. Quant au thon en boîte, le seul poisson à arriver sur la table chez de nombreuses familles, là aussi, une hausse est inévitable du fait de la pénurie d'huile de tournesol, qui est présente dans la plupart des conserves et dont la vente a déjà été limitée en Espagne. Les conserves devraient coûter 25 % de plus qu'à la fin de l'année dernière, mais ce n'est même pas le plus grand problème. “L'huile vient à près de 80 % d'Ukraine. La plus grande partie des conserveries seront sans matière première à la fin mars”, révèle José Freitas, président de l'Association nationale des industries de conserve de poisson.

**“Si des mesures urgentes ne sont pas prises, nous allons assister à un retour de la faim au Portugal.”**

**David Neves**, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES ÉLEVEURS DE PORCS

Pour s'adapter à l'augmentation de la facture au supermarché, les ménages de la classe moyenne seront obligés de remplacer les produits les plus chers par d'autres plus abordables. Les ménages aux revenus plus faibles, eux, se retrouvent dans une situation dramatique : ils n'ont aucune solution parce qu'ils achètent déjà les produits les moins chers. “Au Portugal, il y a 2 millions de personnes qui vivent avec moins de 450 euros par mois et qui doivent se livrer à une énorme gymnastique pour survivre. Elles n'ont pas de marge de manœuvre en cas d'accroissement des prix. Il ne leur reste qu'à se priver. Il y aura des enfants qui iront à l'école sans avoir pris de petit déjeuner et au lit sans avoir dîné”, craint Isabel Jonet.

Au total, plus de 500 000 personnes dépendent de l'aide alimentaire, mais elle pense que ce nombre “va beaucoup augmenter” dans les prochains mois. “C'est un baril de poudre. Outre l'accroissement de la demande de la part des familles portugaises, les institutions vont devoir répondre à l'afflux de réfugiés. Le réseau d'aide sociale risque de s'effondrer.”

—**Joana Pereira Bastos**  
Publié le 15 mars

# ÉDITION SPÉCIALE 32 PAGES

Tous les bénéfices de ce supplément seront reversés à l'association Alliance Urgences pour l'Ukraine.



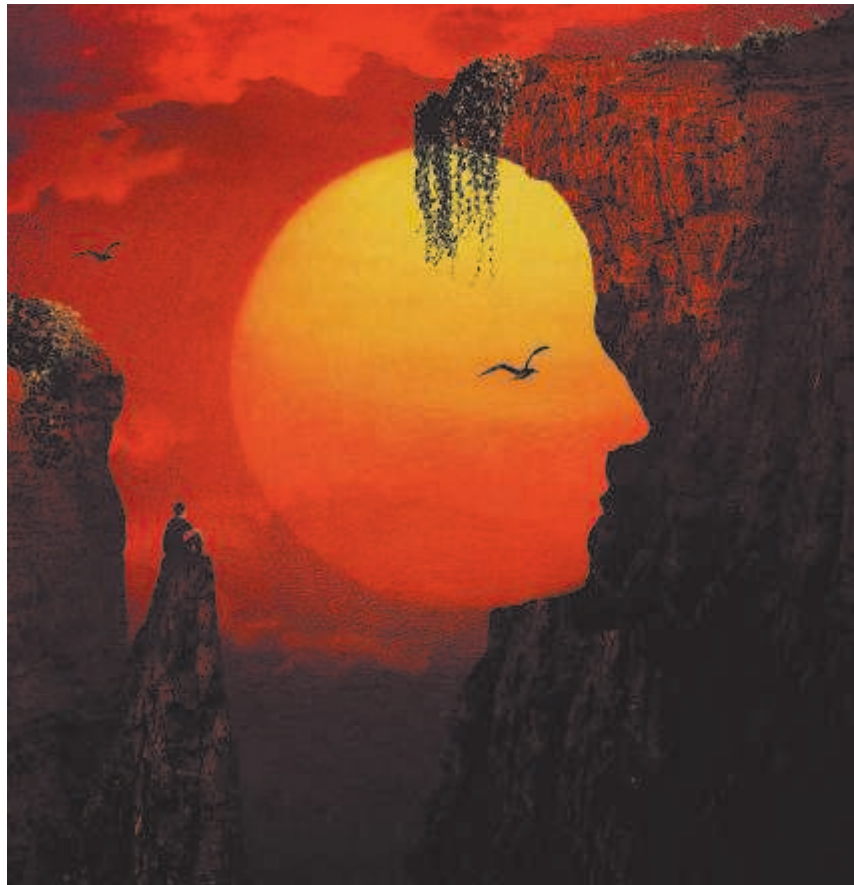
En vente chez votre marchand de journaux  
jusqu'au jeudi 21 avril

SCIENCES



# Les oiseaux toujours reviennent à Nishinoshima

**Biodiversité.** Au Japon, une île volcanique voit son écosystème détruit à chaque éruption. Mais, à chaque fois, il renaît, sous les yeux ébahis des scientifiques.



—Mainichi Shimbun Tokyo

Le volcanique de l'archipel d'Ogasawara, Nishinoshima était autrefois l'une des grandes zones de reproduction d'oiseaux marins du Japon, mais la série d'éruptions qu'elle a connue depuis 2013 a "réinitialisé" son écosystème. L'île attire désormais l'attention des chercheurs du monde entier, qui considèrent sa valeur comme exceptionnelle.

Nishinoshima est une île volcanique située à environ 930 kilomètres au sud de Tokyo. L'éruption qui lui a ajouté des terres en 1973 en a fait l'une des plus importantes zones de reproduction d'oiseaux marins du Japon. À partir de novembre 2013, de nouvelles éruptions ont recouvert de lave une grande partie de l'île et en ont encore augmenté la superficie. Des oiseaux, notamment des fous, et des insectes ont ensuite recommencé à y proliférer, comme l'ont

démonstré des recherches sur le terrain en 2016, puis en 2019.

Après décembre 2019, des éruptions ont encore une fois enseveli l'île sous la lave et les cendres volcaniques, anéantissant l'ensemble de l'écosystème. "C'est comme si, au retour du travail, vous trouviez votre maison coulée dans le béton", illustre Kazuto Kawakami, chercheur en ornithologie à l'Institut de recherche sur les forêts et les produits forestiers, qui a participé aux recherches sur l'île.

Nishinoshima n'est pas le seul exemple de volcan sous-marin dont les éruptions ont créé de nouvelles terres. Alors pourquoi celui-ci concentre-t-il autant d'attention? Parmi les îles apparues depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, on peut citer Anak Krakatau, en Indonésie, et Surtsey, en Islande, formées respectivement en 1927 et en 1963, mais ni l'une ni l'autre ne sont très éloignées de leurs voisines.

Nishinoshima, en revanche, est séparée par quelque 150 kilomètres de l'île la plus proche, Chichijima, qui fait également partie de l'archipel d'Ogasawara. Elle est par conséquent peu soumise à l'influence d'autres écosystèmes terrestres, ce qui permet d'observer la création d'un écosystème à partir de zéro sur les terres nouvellement formées. "Jusque-là, les chercheurs, à commencer par Charles Darwin (à qui l'on doit la théorie de l'évolution), ont étudié des écosystèmes existants, par exemple les Galápagos ou Hawaii, pour spéculer sur leur processus de formation; sur Nishinoshima, nous pouvons observer ce processus en temps réel", se réjouit Kazuto Kawakami.

En juillet 2021, après la dernière "réinitialisation" de Nishinoshima, le ministère de l'Environnement a mené des travaux de recherche sur l'île, dont l'aspect a complètement été transformé par les coulées de lave et les retombées de cendres volcaniques. Des drones ont permis d'y recenser plus de 3400 oiseaux marins, appartenant à cinq des sept espèces identifiées avant les éruptions de 2019, dont le fou masqué et la sterne fuligineuse. "Nous sommes surpris de constater que les espèces qui viennent nicher sur l'île sont les mêmes qu'avant", confie l'ornithologue.

En septembre 2021, des drones ont de nouveau exploré la zone. Alors que l'on pensait que l'écosystème était en train de se régénérer, des œufs abandonnés ont été découverts en grand nombre près des sites de nidification des sternes et des fous. Même si les oiseaux pondent sur l'île, les oisillons y sont peu nombreux, ce qui suggère un très faible taux de reproduction.

Les sternes, explique Kazuto Kawakami, nichent généralement sur des plages de sable, mais à Nishinoshima, elles pondent dans des sortes de fossés, là où les pluies ont érodé les cendres volcaniques. Faute de végétation sur l'île, les fous, quant à eux, ne peuvent construire leurs nids qu'avec les rares matériaux à leur disposition, par exemple des cordes rejetées

sur le rivage. Dans ce contexte, il est probable que les œufs soient emportés par les pluies ou affectés par la chaleur, diminuant les chances de repeuplement.

Pour qu'un écosystème se crée sur une île isolée comme Nishinoshima, on considère que les oiseaux marins doivent d'abord y apporter des insectes et des graines de plantes, lesquelles utilisent notamment leurs vomissures ou leurs carcasses comme point d'appui pour s'établir. "Les oiseaux marins se trouvent probablement en situation de 'piège écologique' (ils s'établissent dans un environnement qui ne permet pas leur survie)", avance Kazuto Kawakami. Nous suivrons de près l'état de la reproduction des oiseaux marins, qui détermineront, d'après nous, le sort de l'île."

**"Pour notre plus grande joie, nous avons découvert un grand nombre de bryozoaires."**

Masato Hirose,  
CHERCHEUR

Cendres et lapilli volcaniques se déposent également dans la mer peu profonde qui entoure l'île. Les incidences y sont-elles les mêmes que sur la terre ferme?

Dans le cadre des recherches menées par le ministère de l'Environnement en juillet 2021, les scientifiques ont recherché des organismes vivants sur les déchets et les bois flottants, ainsi que dans les eaux du côté nord de l'île, en dehors de la zone exposée aux éruptions. Selon Masato Hirose, chercheur en taxinomie animale à l'université de Kitasato, qui a participé aux travaux, plus de 200 espèces, notamment des invertébrés et des poissons, ont été identifiées dans la région environnante. Par ailleurs, les rochers des fonds marins situés à une profondeur de 10 à 30 mètres étaient couverts d'hydrozoaires et de bryozoaires, organismes aquatiques qui, comme les coraux, vivent en colonies. Ces organismes constituent la base des écosystèmes.

De plus, certains des bryozoaires découverts sont considérés comme appartenant à de nouvelles espèces. Les déchets à la dérive étaient entre autres colonisés par le baliste rude, de la famille des poissons-globes, et la *Plagusia immaculata*, de la famille des crabes. "Nous avons lancé les recherches en nous demandant si nous trouverions des organismes vivants et, pour notre plus grande joie, nous avons découvert un grand nombre de bryozoaires, s'enthousiasme Masato Hirose. Nous assistons aux premiers stades de la régénération de l'écosystème après la perturbation massive causée par les éruptions. Il est important de poursuivre les études."

—Yurika Tarumizu  
Publié le 22 février



COURRIER INTERNATIONAL

**LA LETTRE  
TECH**



Tous les quinze jours,  
l'actualité de la Silicon  
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

## Le guerrier d'Amazon et les tréfonds de Wikipédia

**I**l n'est pas futé, pas brillant. Mieux vaut attirer l'attention sur lui plutôt que de nous fatiguer à répéter que nous n'avons à cœur que les intérêts de notre personnel", complotaient les dirigeants d'Amazon, acharnés à discrediter un leader de la contestation de leur entrepôt new-yorkais. Mais leur ennemi juré, Chris Smalls, humble employé à l'emballage dans le centre de distribution de Staten Island, l'un des cinq arrondissements de la ville, a réussi un exploit : convaincre une majorité des 6 000 salariés du site de rejoindre pour la première fois un syndicat. Le 1<sup>er</sup> avril, en annonçant la victoire de son mouvement, Chris Smalls, hilare devant les caméras de la chaîne locale **News18**, a eu le fin mot de l'histoire : "Nous remercions Jeff Bezos d'être allé dans l'espace. Car pendant qu'il était là-haut, nous recrutions de nouveaux membres."

Le **New York Times** voit dans ce moment historique la conséquence de deux ans de brutalité paranoïaque de la direction d'Amazon. En 2020, une petite manif de neuf salariés à Staten Island avait mobilisé un véritable conseil de guerre au siège du géant du e-commerce. La police de New York avait été mise à contribution pour briser la révolte, et les "meneurs" licenciés sous des prétextes grotesques, avec pour seul effet de galvaniser le personnel. L'événement a aussi dévoilé le travail du site **More Perfect Union** qui chronique les victoires de moins en moins rares de la *working class* américaine face aux centimilliardaires de la tech et autres secteurs.

### Fashion police ?

Ils sont chics, décontractés, et si douillets pour affronter les frais matins de San Francisco. Mais, à en croire la radio publique **NPR**, les gilets de la marque Patagonia sont devenus le symbole d'une guerre culturelle mêlée de lutte des classes qui déchire la capitale américaine de la tech. Ceux qui les arborent auraient droit à des ceillades agacées, voire à des réflexions vachardes sur ces uniformes de l'élite techno-financière, accusée de dénaturer San Francisco, d'y faire exploser les loyers et d'en évincer les résidents d'origine.

Depuis une dizaine d'années, les *golden boys* de Manhattan qui veulent montrer qu'ils travaillent dans le secteur hypercool du capital-risque revêtent ces gilets sur leurs impeccables chemises blanches Brooks Brothers. Ce style éclectique a traversé le continent pour contaminer San Francisco et la Silicon Valley, où il signalerait, tenez-vous bien, la prééminence du fric sur l'idéalisme primordial des preux créatifs de la tech.

### Le hobby d'Annie

Au lieu de se morfondre pendant la pandémie, Annie Rauwerda, alors étudiante à l'université du Michigan, tuait le temps en fouillant les millions de pages de Wikipédia à la recherche de bizarreries. Le résultat, publié quotidiennement sur ses comptes Twitter et Instagram *depthsofwikipedia* (les profondeurs de Wikipédia), laisse le **New York Times** rêveur. Qui savait qu'un parti politique suisse exigeait l'abolition des présentations en PowerPoint ? Qu'une page était consacrée à la chanson "la plus indésirable" de l'histoire musicale, mélange de cornemuse et de chœurs d'enfants vantant les supermarchés Walmart ? On trouvera aussi l'énigmatique photo d'un poulet traversant une route du Yunnan, une glose sur la vie érotique des pandas, des listes de chiens célèbres. "Elle a réussi à rétrécir la Toile, s'extasie une prof de technologie. Elle offre des raccourcis dans l'infini bric-à-brac, des points d'entrée plaisants ou comiquement déplaisants dans la culture d'Internet."



**SUR NOTRE SITE**

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La lettre tech**.

## NOTRE SÉLECTION



Pour commander,  
scannez le code QR

Vous pouvez aussi vous rendre sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>  
ou nous joindre par téléphone : 03 21 13 04 31  
(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)



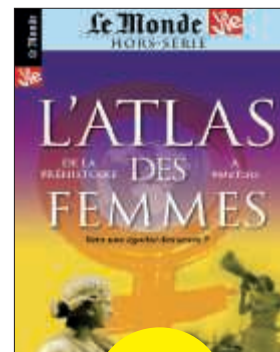
14,50 €\*

### La Seconde Guerre mondiale à travers les cartes

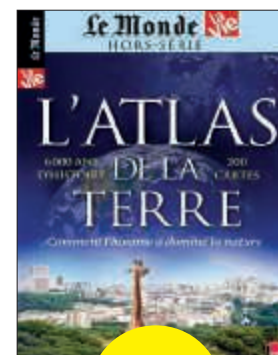
*Histoire & Civilisations* met en valeur la cartographie militaire organisée par grands thèmes. Le plus : une iconographie exceptionnelle composée de plus de 80 cartes d'époque provenant des collections de la British Library de Londres.

### L'Atlas des femmes

Cet atlas dresse un tableau de la condition féminine à travers les âges et les continents. Un portrait multiple et original, où sont déconstruits les stéréotypes, et relatées les luttes et les résistances contre les discriminations, jusqu'à l'émancipation.



14 €\*



14 €\*

### L'Atlas de la terre

Cet atlas déroule la passionnante histoire du progrès et de ses méfaits, à l'origine de la prise de conscience écologique et de la crise climatique actuelle. Une approche originale, en cartes et en infographies.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022

\* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

## 360



## MAGAZINE

En Inde, la révolution des “momos” ● Gastronomie...56  
Saoudiennes d'aujourd'hui ● Plein écran.....58

# Ma vie dans les Ozark

La photographe américaine Terra Fondriest documente le monde rural dans ces monts de l'Arkansas. Elle saisit le quotidien de ses enfants et d'autres membres de la communauté.



**D**ans les hauteurs de l'Arkansas, Terra Fondriest vit ce qu'elle photographie. Depuis treize ans, l'Américaine habite les monts Ozark, un monde rural, boueux et verdoyant où elle a choisi de s'installer pour fonder une famille. Les voisins les plus proches se trouvent à un peu moins d'un kilomètre, ils élèvent des cochons. Terra et sa famille ont quarante poulets, que les enfants nourrissent chaque matin avant de partir à l'école. Sa fille est née en 2011, son fils deux ans plus tard.

La photographe, quasi autodidacte, s'est d'abord concentrée sur le vase clos de sa vie de famille, capturant l'enfance “*en pleine nature*” qu'elle raconte n'avoir pas eue en ville. Puis c'est vers les autres membres de la communauté des monts Ozark qu'elle a dirigé son objectif, pour saisir un mode de vie dans son ensemble.

En 2017, elle se lance dans un projet qu'elle imagine durer au moins dix ans. Dans l'intimité de leur quotidien, elle documente la vie des habitants du plateau, “*loin des stéréotypes*”, volontairement proche de ses sujets et même “*directement concernée*” puisqu'elle partage leur vie. Pour Terra, ce qu'on trouve dans les médias ne reflète pas “*la pluralité et la profondeur*” → 54



### La photographe

Terra Fondriest est née en 1983 dans la banlieue de Chicago. Elle quitte vite la ville après le lycée pour devenir pompière forestière et monitrice d'équitation. En 2009,

elle s'installe dans les monts Ozark, dans l'Arkansas, où naît son premier enfant. Elle se lance alors dans un travail documentaire titanesque, encore

en cours, qui raconte la vie rurale américaine avec une volonté d'authenticité. Elle est publiée dans le *New York Times* ou le *Washington Post*.

↓ La fille de Terra Fondriest apprend à changer un pneu sur la voiture familiale.



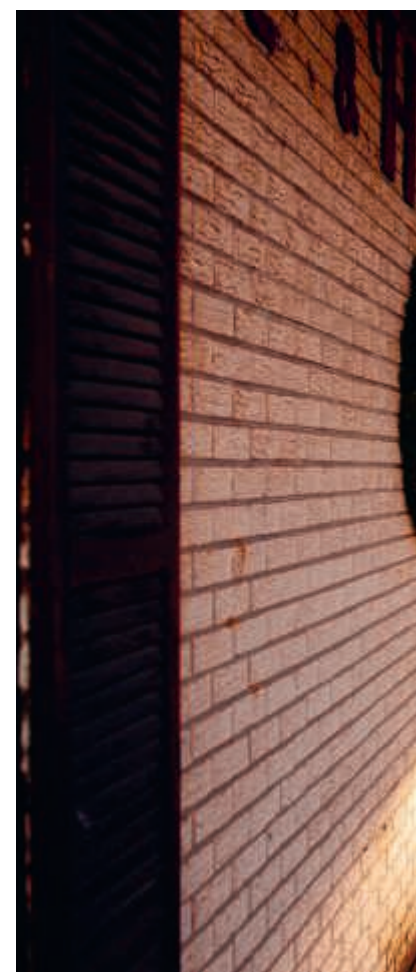
52 ← *des gens qui vivent dans les régions rurales*”. Alors elle propose sa propre vision, espérant que ceux qui regardent son travail *“auront l'impression de se retrouver plongés dans cet environnement”*.

La mort fait partie intégrante de la vie en milieu rural. *“Notre viande rouge, on la chasse nous-même. Les enfants ont l'air de comprendre d'où vient le contenu de leur assiette”*, observe-t-elle. Son appareil n'est jamais très loin, mais Terra ne se balade pas avec l'objectif de tirer le portrait des gens qu'elle croise. Elle va d'abord à leur rencontre parce qu'elle *“s'intéresse aux autres”*, la photo *“est secondaire”*. Elle photographie les mariages de ses voisins ou leurs bébés, offre un album aux anniversaires... Au fil des ans, la confiance se noue. Et désormais, lorsque Terra sort son appareil photo, *“cela paraît naturel”*, pour elle et les autres. *“Je suis un peu la voisine folle qui fait des photos”*, s'amuse-t-elle.

C'est principalement la lumière qui pousse Terra Fondriest à immortaliser les scènes *“les plus pittoresques”*. Elle laisse ensuite place aux aléas de la vie : un animal croisé lors d'une balade, une rencontre inattendue en ville. Elle est aussi guidée par l'œil de ses enfants, à qui elle prête parfois un appareil : *“Là où j'aurais tendance à immortaliser une scène tout entière, eux se concentrent beaucoup plus sur les petits détails.”*

Dès ses premiers clichés, pris dans l'exercice de ses anciens métiers, Terra Fondriest a pris le temps de saisir l'anodin. Puis, au fil d'une œuvre patiemment construite, elle tente de catégoriser son projet en séquences. Elle pensait y mettre fin dans sept ans, lorsque sa fille aura terminé le lycée. *“Mais franchement, je ne m'arrêterai sans doute jamais vraiment.”*

— **Courrier international**





←← Une tarentule se balade sur Tyler, 10 ans. Son père avait déjà ramassé devant lui de telles araignées.

↙ L'un des chiens de Terra. Il observe la préparation d'un cerf qui vient d'être tué à la chasse.

← Sous les trophées de chasse de sa famille, Kaedon joue à *Fortnite* en ligne avec ses amis.

↓ Chaque printemps, Terra tue et congèle des poulets qu'elle a élevés. Ils nourriront la famille tout au long de l'année.



↑ Le jean d'été de Tyler, 10 ans, attestant de ses aventures dans les monts Ozark.

←← À 20 et 21 ans, Taylor et Trey se marient sur les terres appartenant depuis trois générations à la famille de ce dernier.

← La fille de Terra met ses chaussures de danse avant le début de son cours.

↓ Un vendeur de rue prépare des momos à New Delhi, en février 2019.  
Photo Zhang Naijie/Xinhua/MaxPPP



—The Indian Express (extraits)  
Bombay

**F**aîtes la queue ! Distance banake rakhiye [“Maintenez une distance entre vous”, dans un mélange d’hindi et d’anglais], braille Dolma Tsering, à la façon d’une maîtresse d’école essayant désespérément de se faire obéir d’une bande d’élèves turbulents. Sauf que tous ceux qui se tiennent devant elle sont des adultes. Peu d’entre eux portent un masque, et il y en a encore moins parmi eux qui font preuve de prudence. Tous semblent déterminés à fendre la foule massée devant son échoppe du marché de Lajpat Nagar, à New Delhi, pour se procurer une assiette de momos fumants.

Rien ne semble pouvoir réduire l’appétit du pays pour les momos. Pas même une pandémie. Zomato, une application [indienne] qui permet de noter des restaurants et de passer commande de plats à emporter, a récemment fait savoir sur son compte Instagram que le nombre de momos vendus en 2021 avait dépassé celui de vada pav [burgers végétariens] et de leurs vieux rivaux, les samoussas. Plus de 1 million de commandes de momos ont été passées l’an dernier. Le biryani [un plat traditionnel à base de riz aromatisé] a quant à lui consolidé sa première position, avec deux biryanis livrés chaque seconde.

Pour baptiser sa gargote de plats à emporter, Tsering a choisi la façon dont l’appellent ses clients, “Dolma Aunti”,

## En Inde, la révolution des “momos”

À Delhi et dans le reste du pays, ces raviolis venus de l’Himalaya ont fait fureur en vente à emporter durant la pandémie. Ils sont confectionnés et vendus par des migrants et des réfugiés.

une tournure employée pour désigner les femmes d’un certain âge. Depuis qu’elle a commencé à vendre ses raviolis à la vapeur, en 1994, Dolma Aunti Momos est devenue une adresse incontournable sur l’un des marchés les plus fréquentés de Delhi. À l’époque, sa belle-sœur et elle se rendaient chaque soir à Lajpat Nagar, munies seulement d’un tabouret en plastique qui servait de support à leur cuit-vapeur et d’un ou deux kilos de momos prêts à cuire. Vingt-huit ans plus tard, quatre gargotes Dolma Aunti Momos affichent fièrement leur menu dans la ville.

“Au début, ça a été difficile”, raconte Tsering. Jeune mariée à son arrivée dans la capitale en 1990, elle a voulu trouver un emploi. “J’ai commencé à travailler chez plusieurs personnes, je faisais le ménage, la cuisine, je m’occupais du linge, et j’ai même été coursière. Mais je n’arrivais pas à joindre les deux bouts. C’est alors que ma belle-sœur et moi avons décidé de créer notre propre affaire de momos.”

Le Delhi d’alors, où cuisine de rue était synonyme de nourriture frite, ne lui a pas fait le meilleur accueil. Les gens disaient que ses momos à la vapeur étaient kaccha (“crus”) et qu’elle voulait les rendre

malades. Laborieusement, dans son hindi approximatif, elle essayait d’expliquer ce qu’étaient les momos. “Tous ceux qui se sont décidés à acheter nos momos sont revenus, dit Tsering. Grâce à cela, nous avons pu gagner assez d’argent pour nous nourrir.”

On ignore quand les momos sont arrivés en Inde. Selon les estimations, ce serait lorsque le dalaï-lama s’est réfugié dans le pays, en 1959 [pour fuir la répression de Pékin]. Des milliers de Tibétains, dont les parents de Tsering, l’ont suivi. Les momos sont venus avec eux.

Le déjeuner d’un gentleman tibétain, notait en 1928 le tibétologue et ambassadeur de l’Inde britannique au Tibet Charles Alfred Bell, dans son livre *The People of Tibet* [non traduit en français], “est souvent constitué de dix ou quinze petites bourses de pâte farcies de viande (mo-mo)”. Mais en Inde, les momos sont d’abord restés à l’intérieur des communautés de réfugiés qui sont apparues dans tout le pays, comme dans le quartier de

**Ces délices fumants seraient arrivés dans le pays avec les premiers réfugiés tibétains, à partir de 1959.**

Majnu Ka Tila, à Delhi. La plupart fonctionnaient en vase clos, avec des activités et des interactions quotidiennes menées sans contact avec l’extérieur, et les momos étaient donc principalement confectionnés par des réfugiés tibétains et vendus à des réfugiés tibétains, à l’exception de quelques “momoficionados” qui faisaient spécialement le déplacement pour en acheter.

Les Népalais ont également contribué à la diffusion des momos. Les commerçants newar [une population de la vallée de Katmandou] auraient recueilli la recette traditionnelle à base de viande de yak au Tibet, lors de leurs voyages sur la route de la soie, et l’auraient rapportée en Inde. Beaucoup de vendeurs de momos disent d’ailleurs descendre de la communauté gurkha, du nom donné aux soldats népalais recrutés par l’armée britannique à partir de 1815, et considèrent le Sikkim comme leur patrie [ce petit État himalayen du nord-est de l’Inde présente une population en grande majorité d’origine népalaise]. Là-bas, le momo a détrôné le traditionnel *hyontoen* (des raviolis à base de farine de millet, farcies au fromage et cuites à la vapeur) en tant que plat emblématique.

Les momos sont des morceaux de pâte pouvant contenir toutes sortes de garnitures. Il s’agit d’une préparation que l’on retrouve dans la plupart des cultures du monde, sous le nom de *gyoza* au Japon, *jiaozi* en Chine, *mandu* en Corée, *manti* en

Turquie, *mantou* en Afghanistan, *pierogi* en Pologne et *ravioli* ou *agnolotti* en Italie. Des variantes salées et sucrées cuites à la vapeur existaient même en Inde avant l'introduction des *momos*.

En dehors de la région de l'Himalaya, les *momos* tels que nous les connaissons aujourd'hui sont restés relativement inconnus dans notre pays jusque dans les années 1990. Lorsque l'économie nouvellement libéralisée a fait miroiter des opportunités d'emplois et de meilleures conditions de vie, beaucoup d'Indiens, en particulier du nord-est [de la région himalayenne], sont partis vers les grandes villes. Des réfugiés népalais ou lhotshampas [Bhoutanais d'origine népalaise] sont également arrivés en Inde à la même époque, apportant leurs spécialités culinaires avec eux.

Bien que l'Inde leur ait offert sa protection, la plupart des réfugiés et des migrants ont dû lutter contre l'invisibilité, l'exclusion sociale et la négation de leurs droits. Cela a poussé nombre d'entre eux, en particulier les femmes, à s'appuyer sur la force de leurs compétences culinaires pour se faire une place dans le pays.

Les entrepreneurs comme Tsering se rencontrent aujourd'hui dans tout le pays. Ils apparaissent le soir pour vendre des *momos*, puis disparaissent dans les marges. "C'est beaucoup plus facile aujourd'hui, assure Tsering. Quand nous avons commencé, les femmes log itna bahar kaam nahi karte thhe [n'allaient pas beaucoup travailler à l'extérieur]. Nous avions l'impression d'être bizarres, parce que nous étions les seules vendeuses du marché."

**Se faire une place.** Les *momos* sont désormais vendus partout dans la plupart des villes : près des stations de métro, des arrêts de bus, des écoles, des collèges, des bureaux et même des hôpitaux. "J'ai souvent vu des gens vendre des *momos* sur un vélo", commente Shamita Chaudhary, architecte et fondatrice de Malba Project (une start-up spécialisée dans la gestion des déchets de construction et de démolition), qui achète des *momos* près de son bureau. "Ils accrochent les 'momos' crus au guidon et installent le cuis-vapeur sur le porte-bagages. Et c'est parfois tout ce qu'ils ont comme 'boutique'."

Dès l'aube, dans le quartier de Chirag Dilli [à Delhi], des travailleurs immigrés commencent à hacher des oignons, de l'ail et du gingembre, préparent des morceaux de pâte et les garnissent de chou et de carotte ou de poulet. Ils donnent à leurs *momos* une forme de demi-lune ou de petite bourse et, avant midi, ils les remettent aux vendeurs qui vont les proposer dans toute la ville. On trouve également des *momos* congelés prêts à cuire vendus au kilo dans les marchés de gros tels que Sadar Bazar.

## "Certains vendent des momos sur leur vélo, le cuis-vapeur installé sur le porte-bagage."

**Shamita Chaudhary,**  
HABITANTE DE NEW DELHI

Comme toutes ces petites mains invisibles, les vendeurs viennent d'ailleurs. Pradip Ghorai, 32 ans, originaire de Midnapore, dans le Bengale-Occidental [dans le nord-est de l'Inde, près du Népal], vend des *momos* dans un camion-cantine dans le quartier de New Rajendra Nagar, à Delhi. Il y a goûté pour la première fois dans le quartier de Munirka, en 2001. "J'étais venu chercher du travail et quelqu'un m'en a offert, raconte-t-il. Au début, je n'ai pas aimé le goût." Alors, pourquoi en vend-il ? "Parce que ça se vend", répond-il.

Pour Izacile Kenn, 36 ans, les *momos* sont une façon de ne pas oublier sa vie d'avant, à Dimapur, dans l'État du Nagaland [lui aussi situé dans le nord-est de l'Inde], où elle tenait "une petite gargote" qu'elle espère ressusciter lorsqu'elle aura économisé suffisamment d'argent grâce à son travail à Delhi. Les conséquences de la pandémie ont été dures. Elle a perdu l'emploi qu'elle avait obtenu en 2019 dans "une entreprise coréenne" à Greater Noida [une ville de la grande banlieue de New Delhi]. Elle ne pouvait pas rentrer chez elle, et elle ne savait pas comment rebondir. Les *momos* sont venus à son secours. "Pour nous, confectionner des 'momos' était une activité familiale qu'on faisait le dimanche. Nous nous réunissions après le service religieux et nous préparions des 'momos' pour le soir."

Chez les Zeliangs, la tribu [de la communauté naga] à laquelle elle appartient, il y a "toujours des *momos* sur la table", et elle se sent toujours "plus proche de la maison" lorsqu'elle en prépare au restaurant Ministry of Pork de Humayunpur, un quartier de Delhi jouxtant celui de Safdarjung Enclave, qui accueille des cafés tenus par des personnes originaires du nord-est du pays et d'autres États.

Shyam Thakur, 38 ans, est le fondateur et PDG de Momo King, une chaîne de restaurants malaisiens qu'il a importée à Delhi en 2017 et qui est une "cuisine fantôme" [une cuisine professionnelle uniquement destinée à la livraison, aussi appelée *cloud kitchen*] en pleine expansion. L'uniformité du goût des *momos* servis à travers la ville le fait sourire. Lui, il différencie les *momos* de Darjeeling [au Bengale-Occidental] de ceux du Ladakh [une région tibétaine du nord de l'Inde] en utilisant des épices et des aromates népalais comme les baies de Timut et le *silum* [une sorte de céleri]. Il propose également des versions sans gluten et végétaliennes.

La popularité des *momos* est incontestable, dit-il. Leur polyvalence les rend uniques : on peut les modifier pour convenir à tous les palais sans détruire leur essence. Et le fait qu'ils soient appréciés aussi bien des personnes âgées que des enfants, à la fois des gens soucieux de leur santé et des gastronomes, les rend chaque jour plus populaires." Momo King prévoit de s'étendre aux villes indiennes en cours de développement, mais aussi aux États-Unis et aux Émirats arabes unis, et vise l'ouverture de 100 *cloud kitchens* d'ici à 2023.

La carte de Momo King comprend également une déclinaison locale très prisée : les *momos* tandoori. C'est dire à quel point le *momo* a fait du chemin. Le *jhol momo* traditionnel népalais (des *momos* dans un bouillon réconfortant) a fusionné avec d'autres cultures gastronomiques et engendré le *malai momo* [incorporant une crème utilisée dans la cuisine indienne], le *kurkure momo* [inspiré de biscuits salés industriels qui sont vendus dans le pays], l'étrange *momo-pizza*, le *moburg* (*momo* burger) et même l'extravagant *momo* au chocolat d'une chaîne de cuisines fantômes appelée Wow ! Momo.

Derrière le *momo* adaptable, signe d'un pays en pleine évolution, se cachent des immigrés comme Tsering, qui ont façonné les tendances alimentaires de l'Inde depuis les coulisses du monde de la gastronomie. "Quand j'ai commencé, je voulais juste gagner assez d'argent pour nourrir ma famille, commente-t-elle. Mais aujourd'hui, les *momos* font partie de mon identité. Si vous me les enlevez, je ne saurais plus qui je suis."

— Damini Ralleigh  
Publié le 9 janvier

### SOURCE



#### THE INDIAN EXPRESS

Bombay, Inde  
Quotidien  
indianexpress.com

Grand rival du *Times of India* au niveau national, ce quotidien fondé en 1932 est connu pour son ton combatif et ses enquêtes sur les scandales politico-financiers. Il se décline en cinq éditions régionales.



#### SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

Chaque samedi, dans le Réveil Courrier et sur notre site, découvrez **Le Courrier des recettes**, une recette de cuisine telle que présentée par la presse étrangère. Le 9 avril : **Le "tempeh" à la conquête du monde**. Depuis des siècles, en Indonésie, ce "steak végétarien" à base de soja fermenté est une des principales sources de protéines. Une nouvelle génération d'entrepreneurs est en train de le réinventer, écrit **Koran Tempo**, un quotidien de Jakarta.



A GLOBAL EDUCATION  
BASED ON  
LEARN-BY-LIVING

Boost the skills you need to  
become a smart  
global professional.

[schiller.edu](http://schiller.edu)

plein écran.



↳ Sarah Taibah  
dans *Jameel Jeddah*.  
Photo MBC



—ArabNews (extraits) Djeddah

**L**e 7 février au soir, des jeunes femmes de tout le pays étaient derrière leur écran pour regarder une histoire singulière. Il y était question de passage à l'âge adulte, d'amour, de gestion des traumatismes, de deuil, de tabous obsolètes et d'acceptation de la réalité.

Dans une industrie dominée par les hommes, *Jameel Jeddah*, de Sarah Taibah, est la première série saoudienne créée, écrite et interprétée par une femme saoudienne.

L'intrigue est tout sauf banale. Jameel se réveille d'un coma de cinq ans et est obligée de terminer sa dernière année de lycée et de vivre dans une société dans laquelle elle a perdu ses repères. Son mécanisme d'adaptation consiste dans un premier temps à percevoir le monde comme une réalité parallèle animée.

Si résumer la complexité du vécu des femmes saoudiennes en seulement six épisodes semble loin d'être une entreprise réaliste, Sarah Taibah arrive presque à ses fins. À bien des égards, *Jameel Jeddah* semble dérouler une histoire qui parlera à toutes les femmes. "Je voulais écrire sur un personnage qui renoue avec la société après la survenue d'un événement majeur", déclare la scénariste, ajoutant que l'idée de la série lui est venue pendant le confinement.

La série met l'accent sur le vécu des femmes saoudiennes. Son succès découle des efforts collectifs déployés pour le restituer à l'écran. "Je suis extrêmement fière que plus de 80 % du casting et plus de 50 % de l'équipe soient des femmes. C'est si rare", dit Sarah Taibah.

"J'ai beaucoup de chance de travailler avec un réalisateur avant-gardiste [Anas Ba-Tahaf]

## Saoudiennes d'aujourd'hui

**Inédite en France, *Jameel Jeddah* est la première série créée, écrite et interprétée par une Saoudienne. Sur le registre de la comédie et de l'humour noir, elle revient sur l'évolution de la condition des femmes au pays de Ben Salmane.**

qui a voulu être secondé par des femmes, parce qu'il ne voulait pas diriger ses actrices mal à propos ou les mettre en scène d'une manière qui manquerait d'authenticité", souligne-t-elle. Anas Ba-Tahaf [aussi monteur de la série] et Sarah Taibah avaient déjà collaboré sur plusieurs projets dans le passé.

*Jameel Jeddah* est l'une des représentations les moins conventionnelles de la femme jamais proposée à la télévision saoudienne. Alors que les femmes de la région sont souvent perçues comme soumises dans les médias occidentaux, l'héroïne [de la série], elle, est têtue, profonde et libre d'esprit, ce qui illustre la diversité des profils que peuvent offrir les Saoudiennes.

Et Anas Ba-Tahaf de déclarer : "C'est très rafraîchissant. Je me battrais toujours pour donner la parole et un espace d'expression aux femmes. Je pense que cette industrie a été dominée par les hommes pendant trop longtemps, et ça fait du bien d'entendre des voix féminines."

C'est également la première série télévisée saoudienne qui se déroule dans un lycée pour filles. "J'ai adoré les petits détails de l'école. Ils sont tellement réalistes, surtout pour les personnes qui ont étudié en Arabie Saoudite. Personnellement, je me reconnais dans Salwa, l'amie de Jameel, ce qui m'a fait aimer encore plus la série", rapporte la téléspectatrice Doa Al-Saadi, dont un fan art a été publié sur la page Instagram de la série.

Bien que la série vise avant tout un public d'adolescents et de jeunes adultes, elle a globalement été bien accueillie, indépendamment des écarts générationnels. "J'ai été vraiment surprise par le nombre d'hommes qui ont apprécié la série. On dit souvent que les femmes regardent des films d'action mais que les hommes boudent les films de filles. Mais si c'est bien produit, ils vont aimer", soutient Sarah Taibah.

Abdelaziz Ahmad, un fan de *Jameel Jeddah*, partage son enthousiasme pour une série qui "aborde la frustration que ressent Jameel à l'égard de la société, mais

### Repères

#### SUR LA LIGNE OFFICIELLE

En Arabie Saoudite, *Jameel Jeddah* a été diffusée entre février et mars sur Shahid, la plateforme de streaming du puissant groupe de médias MBC, propriété du pouvoir. "Sans être ouvertement politique, elle a pour toile de fond les réformes en cours dans ce pays conservateur", dont elle voudrait valoriser l'ampleur, analyse le *Financial Times*. Après cinq ans de coma, Jameel, l'héroïne, se réveille dans un pays transformé par le prince Mohammed ben Salmane, dirigeant de facto. "Les femmes ont obtenu [en 2018] le droit de conduire, et la police religieuse qui écumait autrefois les villes du royaume a disparu", cite en exemple le quotidien britannique. *Jameel* peut dîner et danser en public avec un garçon, ce qui aurait été impensable quelques années auparavant. Le *Financial Times* nuance toutefois la profondeur des réformes menées, qui procèdent notamment de la volonté du régime de redorer son image à l'étranger, après le meurtre sordide du journaliste Jamal Khashoggi, en 2018. En outre, certaines des femmes ayant lutté pour obtenir le droit de conduire croupissent aujourd'hui en prison, aux côtés de blogueurs et d'autres militants politiques, rappelle-t-il.

sans blâmer les autres membres. Elle s'attarde plutôt sur la complexité de la situation et montre comment ce conflit permanent entre les émotions, les croyances et les désirs affecte les personnages qui entourent l'héroïne", dit-il. "Je pense que c'est ce qui a fait le succès de la série. La plupart des œuvres de la même nature abordent ces questions de manière très grossière et assez kitsch", renchérit Doa Al-Saadi.

D'une certaine manière, la série semble être diffusée en direct depuis Djeddah. Elle vous emmène en balade à travers la ville et vous donne une idée authentique de ce qu'est la vie dans cette ville. La scénariste et le réalisateur ont choisi de se concentrer moins sur les attractions touristiques que sur les lieux que les habitants fréquentent. "J'adore l'idée que la série soit une lettre d'amour à Djeddah, une belle ville qui n'est généralement pas représentée comme telle", conclut Abdelaziz Ahmad.

—Nada Al-Turki  
Publié le 20 mars

# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

# Repoussez les limites en mode **Wifiissime**



## Nouveau : Livebox Max Fibre



Avec cette offre, accédez à une connexion ultra performante grâce à la nouvelle Livebox 6 intégrant le Wifi dernière génération, le Wifi 6E, qui permet de profiter pleinement de la puissance de la fibre. Nos Spécialistes Wifi sont à votre service pour optimiser l'efficacité de votre connexion chez vous, et vous proposent si besoin jusqu'à 3 Répéteurs Wifi 6. Et votre connexion vous suit partout grâce à l'Airbox 20Go fournie sur demande.

**C'est ça le mode Wifiissime!**

**Offre soumise à conditions en France métropolitaine. Services sous réserve d'éligibilité et de couverture, disponibles exclusivement avec les offres Livebox Max Fibre et Open Max Fibre, et avec équipements Wifi compatibles. Répéteurs et Airbox sur demande. Détail et tarifs sur orange.fr**

**Répéteurs Wifi 6 :** dans la limite d'un par demande chaque 72h sur orange.fr - Le nombre de répéteurs dépend de la taille du logement.

**Spécialistes Wifi :** accompagnement téléphonique sur rendez-vous pris sur orange.fr, selon disponibilité, ou via appel au Service Client du lundi au samedi de 8h à 20h. Le temps d'attente avant la mise en relation avec un conseiller est gratuit depuis les réseaux Orange. Le service est gratuit et l'appel est au prix d'une communication normale selon l'offre détenue, ou décompté du forfait mobile.

**Airbox :** option de connexion internet en mobilité, mise à disposition d'une Airbox 4G et d'une carte SIM. Débit réduit au-delà. Sessions limitées à 12h.

